

Les spécialistes ne cachait pas leur ennui : cette campagne de premier tour ronronnait. Ils auraient dû s'inquiéter : 74 % des citoyens jugeaient que Jospin et Chirac avaient le même programme ; mais non, les spécialistes étaient formels : les deux « grands » candidats seraient « qualifiés » pour le second tour. Alors, la « véritable » campagne présidentielle débiterait. Enfin. Mais le peuple décervelé n'a pas écouté les spécialistes. Et l'épilogue a été brutal.

# Espoir et désespoir

**A**près avoir qualifié les résultats du 21 avril de « coup de tonnerre », le candidat « d'inspiration socialiste » arrivé derrière Le Pen, avec moins de 12 % des inscrits, 16,2 % des votants, et a tiré sa révérence. Deux semaines après ce coup de torchon, celui que Lionel Jospin jugeait « vieilli, usé, fatigué » était réélu, avec un score soviétique, président de la V<sup>e</sup> République. À l'exception de quelques organisations, groupes et revues (dont Carré Rouge), la plupart des partis, syndicats, associations, journaux avaient appelé à voter Chirac pour faire « rempart au fascisme », « défendre et sauver la République ».

L'ampleur des bouleversements politiques actés lors de ces élections exige de prendre du recul pour essayer d'analyser la situation politique française dans toute sa richesse, sa complexité.

## DE JUPPÉ À JOSPIN

Le 8 mai 1997, dans un supplément spécial, le comité de rédaction de Carré rouge écrivait : « Il ne fait au-

cun doute que la dissolution précipitée de l'Assemblée nationale est l'effet différé des grandes grèves et des puissantes manifestations de novembre-décembre 1995 contre la loi Juppé ».

À l'époque, le gouvernement Chirac-Juppé ne tenait plus, n'en pouvait plus. Les forces sociales mises en branle en novembre-décembre 1995, la puissance des millions de grévistes et de manifestants risquaient à tout moment, par l'action, de déborder les appareils syndicaux, de passer des fonctionnaires aux salariés du privé. Le gouvernement de « droite » n'était plus en état de « qualifier la France pour l'euro ». Nous avons caractérisé cette dissolution de véritable « sauve qui peut » politique.

C'est dans ces conditions d'affrontement, de tension sociale extrême que la « gauche plurielle » remportait, malgré elle, les élections législatives. Nous avons insisté sur le fait que les salariés avaient voté contre Juppé-Chirac, donc pour la gauche, mais sans enthousiasme ni grande illusion : le catastrophique bilan so-

Bien que de façon déformée (comme c'est toujours le cas dans des élections démocratiques bourgeoises), le premier tour de l'élection présidentielle a condensé, révélé et exprimé des évolutions importantes des rapports politiques et sociaux entre les classes, accumulées depuis plusieurs années. Dans ce sens, on peut estimer qu'il inaugure une situation politique nouvelle, ou en tout cas sensiblement modifiée.

# Une nouvelle situation et de nouveaux défis pour les révolutionnaires

L'ancienne configuration politique, même si elle avait déjà été arbitrée par l'extrême droite (triangulaires lors des législatives de 1997, sans lesquelles la gauche plurielle ne l'aurait alors sans doute pas emporté), et si l'extrême gauche avait commencé à percer depuis le score d'Arlette Laguiller à la présidentielle de 1995, restait polarisée par l'affrontement traditionnel droite/gauche. La politique menée par Jospin et ses gouvernements, parce qu'elle a été totalement au service du patronat et de la finance, et surtout que de larges secteurs des couches populaires l'ont perçue comme telle, a modifié le panorama. Le moteur des changements intervenus sur la scène politique est l'action

destructrice du capitalisme mondialisé néolibéral (chômage, précarité, insécurité...), qui produit deux types de phénomènes, de sens contraires : la décomposition sociale traduite dans la montée électorale du FN ; la résistance et la radicalisation, exprimée dans la percée de l'extrême gauche. Trois grandes forces, définies par trois projets politiques différents, ont ainsi émergé du vote du 21 avril : le « pôle bourgeois libéral » formé par les acteurs de la traditionnelle alternance gauche/droite, le pôle fascisant hégémonisé par le FN, l'extrême gauche qui est seule à défendre les intérêts y compris les plus élémentaires du monde du travail. Seul le caractère des institutions et du mode de scrutin empêche, pour le

moment, cette nouvelle configuration tripolaire de se traduire en terme de représentation politique.

## BIEN INTERPRÉTER

### « L'EFFET BOOMERANG »

DU 9 JUIN

Le résultat du premier tour des élections législatives n'invalide pas les tendances de fond qui se sont dégagées le 21 avril, même s'il conduit à en relativiser quelque peu les effets immédiats. Le reflux de l'extrême gauche, en particulier, ne signifie pas qu'elle se retrouverait « à nouveau placardisée » ainsi que Libération a cru pouvoir l'affirmer le 10 juin. Outre que les rapports politiques et sociaux tels qu'ils s'expriment sur le terrain, dans les entreprises et les quartiers, démentent cette analyse très superficielle, il faut considérer le fait que les législatives sont toujours, pour les « petites formations » et donc pour celles de l'extrême gauche, plus difficiles que la présidentielle ou que des élections à la proportionnelle, dans la mesure où la notoriété personnelle du candidat (qui ne peut être acquise à travers une médiatisation comparable à celle de la présidentielle) et/ou son implantation locale y jouent un rôle majeur.

Dans ces conditions, l'extrême gauche a malgré tout progressé en pourcentage comme en voix par rapport aux législatives précédentes. De plus, pour l'avenir, l'avancée de la LCR constitue aussi un facteur potentiel de développement ; par son caractère démocratique et sa sensibilité aux nouveaux processus de radicalisation, elle est en effet susceptible d'offrir, mieux que d'autres, un cadre de regroupement pour les nouvelles générations à la recherche d'une alternative émancipatrice.

Il reste que le repli électoral a été plus net qu'attendu. Pourquoi ? Plusieurs facteurs ont joué. La division des révolutionnaires (avec 1 280 candidats !) a sans doute été davantage ressentie compte tenu des caractéristiques du scrutin signalées plus haut, en même temps qu'elle devenait moins compréhensible après le grand succès de la présidentielle. L'extrême gauche a été touchée de plein fouet par l'abstention ouvrière et populaire (40 % des employés et 44 % des ouvriers selon Le Monde du 15 juin) ainsi que jeune (46 % des 18-24 ans et 51 % des 25-34 ans, catégories dans lesquelles Olivier Besancenot avait fait l'essentiel de son score du 21 avril), abstention qui a atteint un nouveau record historique. Enfin et surtout, son reflux est une conséquence directe du « vote utile » suscité par la crainte de l'extrême droite, qu'une campagne médiatique très forte s'était employée, pendant les semaines précédentes, à présenter comme pouvant se qualifier pour le deuxième tour dans 40 % des circonscriptions (une illustration parmi d'autres en a été la série de « unes » et d'articles que Le Monde a consacrée à ce thème). Le résultat, on l'a vu, n'est ni 120 circonscriptions comme en 1997, ni 220 ou plus d'après les prévisions faites cette fois-ci, mais 37 et des chances d'élection quasi nulles. Après avoir débouché le 5 mai sur le plébiscite pour Chirac, et dans une situation où la victoire du parti chiracien était unanimement annoncée, le phénomène du vote utile antifasciste a logiquement profité, le 9 juin, aux candidats du Parti socialiste. Sans doute la politique suivie entre les deux tours de la présidentielle par chaque composante de l'extrême gauche n'a-t-elle influé que très marginalement sur ce phénomène. Mais

il n'y a pas moins des enseignements profonds à en tirer. L'un d'entre eux est que les processus politiques en cours continuent de se développer à un rythme relativement lent, et aussi dans le cadre d'une grande volatilité électorale. Il faut insister sur le fait qu'il n'y a pas, à terme prévisible, de danger d'instauration d'un pouvoir fasciste ou fascisant. Mais la leçon politique la plus importante est que l'antifascisme dépourvu de contenu anticapitaliste peut parfaitement être instrumentalisé par les forces conservatrices, et même retourné contre les révolutionnaires au nom du « rejet des extrêmes ». Qui peut aujourd'hui continuer sérieusement à affirmer que la politique incarnée dans le slogan « vote escroc, pas facho » (correspondant à un sentiment spontané mais qui a été considérablement vivifié et renforcé par les appareils de « gauche » et les médias) n'a pas renforcé Chirac et la droite ? Et comment ne pas constater qu'elle a également contribué à marginaliser électoralement l'extrême gauche, seule force politique véritablement anti-système ?

## LE POLE BOURGEOIS

### LIBÉRAL

Droite et gauche institutionnelles forment dans les faits un « pôle libéral », dont l'orientation est entièrement alignée sur la politique dominante du capital financier et de l'impérialisme. L'un de ses axes politiques communs et essentiels est la dite « construction européenne » (Maastricht, Amsterdam, euro, etc.), à la fois instrument et prétexte à l'approfondissement de la contre-réforme néolibérale. Le 21 avril, lors du premier et plus significatif des « quatre tours de scrutin », les deux

composantes de ce pôle bourgeois ont été lourdement sanctionnées par les électeurs. Mais c'est fort logiquement la « gauche », parce que c'est elle qui était au gouvernement, et parce qu'elle prétend encore représenter un peu spécifiquement les couches populaires, qui a été le plus durement touchée.

Comme ses semblables en Europe, la gauche plurielle a conduit cinq ans durant une politique consciente de libéralisation et de privatisations, d'attaques en règle contre les salariés et les jeunes. Cela s'est manifesté jusque dans les six derniers mois, le gouvernement Jospin donnant d'un côté satisfaction aux revendications des patrons de cliniques privées, envoyant de l'autre les CRS contre les infirmières ou les instituteurs en lutte, ou encore adoptant la LSQ (loi sur la sécurité quotidienne). Il n'est pas juste de dire que la gauche plurielle aurait « cédé aux pressions patronales », tant les réformes qu'elle a mises en œuvre ont été conformes aux exigences du patronat. Jospin s'est présenté aux élections sur son bilan. Les travailleurs et les jeunes l'ont désavoué, lui et l'ensemble de la gauche gouvernementale.

La déroute du PCF, confirmée aux législatives, s'inscrit dans ce cadre : le parti post-stalinien a été d'autant plus sanctionné qu'il revendique davantage que le PS et les Verts un rôle de représentation des couches populaires. Elle renvoie aussi, naturellement, au contexte beaucoup plus général de la fin du stalinisme. Même si pour tenter de se sauver en tant qu'appareil, le PCF fera peut-être mine de ressusciter un projet réformiste (on a ainsi vu, dans la campagne des législatives, certains de ses candidats se réclamer d'une politique « anticapitaliste, écologiste et fémi-

niste » !), le 21 avril marque un point d'inflexion qualitatif et sans doute irréversible. D'autant plus que pour la première fois, sa chute électorale a bénéficié clairement et prioritairement à l'extrême gauche.

Bien qu'également désavouée par une partie de son électorat, l'autre aile du pôle libéral, la droite parlementaire, a tiré profit de l'effondrement de la gauche plurielle ainsi que du jeu institutionnel qui a laissé son candidat seul au second tour face à Le Pen. Le score écrasant obtenu le 5 mai par Chirac a certes été pour partie un référendum anti-fasciste, mais le président sortant en a néanmoins largement bénéficié. D'abord, en apparaissant de fait comme une sorte de « rempart » (même très mauvais, « escroc », etc.) face à l'extrême droite. Ensuite, en sortant du scrutin comme la seule figure politique semblant capable de former un gouvernement un minimum stable et cohérent. Libération a publié, le 5 juin, des commentaires d'électeurs de gauche expliquant qu'en votant pour Chirac le 5 mai ils avaient « brisé un tabou », ou bien que face à la débâcle et l'absence de projet de la « gauche » il vaudrait peut-être mieux supporter pendant quelque temps un gouvernement de droite... Le plébiscite du 5 mai a donc préparé la nette victoire de la droite dans les législatives.

Cela ne veut pas dire que le gouvernement Chirac-Raffarin sera un gouvernement « fort ». Instruite par l'expérience de novembre-décembre 95 et par celle de la dissolution manquée du printemps 1997, la droite sait qu'elle est assise sur un baril de poudre. C'est pourquoi le gouvernement a défini comme l'une de ses trois priorités, avec la sécurité et la baisse des impôts, la « reprise du dialogue social ». Cela signifie autant

une meilleure prise en compte des revendications du Medef qu'une volonté renouvelée d'intégration des bureaucraties syndicales en échange de quelques nouveaux privilèges (politique que la droite espagnole, par exemple, a réussi à appliquer avec succès pendant plusieurs années, la grève générale appelée pour le 20 juin 2002 en marquant l'usure ou la fin).

Quoi qu'en disent le PS et ses alliés, la politique de Chirac-Raffarin n'est pas et ne sera pas fondamentalement différente de celle menée par les gouvernements de Jospin. La convergence des politiques est telle que le spectre de la « droite revancharde » n'a pas de sens. Comme c'est systématiquement le cas à chaque alternance, le gouvernement tentera d'aller encore plus loin dans l'application des orientations exigées par les multinationales et le capital financier. Mais sa tâche sera tout sauf simple (la question du système des retraites étant de ce point de vue l'une des plus explosives).

## LE POLE BOURGEOIS

### FASCISANT

Cette politique continuera de creuser un peu plus le lit de l'extrême droite, qui a progressé non seulement dans le petit et moyen patronat et dans la petite bourgeoisie traditionnelle, mais aussi dans la fraction des couches populaires la plus socialement marginalisée et/ou politiquement déclassée.

Populiste, raciste, anti-ouvrier, ultraréactionnaire et autoritaire, dirigé par d'authentiques fascistes qui aspirent naturellement à appliquer des éléments d'un programme fasciste, le FN n'est pas libéral comme le sont la droite et la gauche institutionnelles. Si son programme « social » est fon-

dé sur une déréglementation à peu près totale, il défend au plan économique une ligne de retour à un capitalisme national plus ou moins administré, avec restauration du franc, retour et renforcement des frontières hexagonales, rétablissement d'un contrôle du commerce extérieur (restriction des importations), etc. En résumé, une politique opposée à ce qu'est le projet de l'Union européenne.

Le caractère de ce programme, complètement illusoire du point de vue de la logique interne du capitalisme, détermine le fait que le FN ne bénéficie d'aucun appui dans les cercles capitalistes dirigeants. S'y ajoute un second facteur, qui est lui d'ordre politique : la grande bourgeoisie considère aujourd'hui l'extrême droite davantage comme une menace que comme une garantie de relative stabilité sociale. Le camp politique des multinationales est et reste celui du pôle libéral, avec une préférence naturelle pour la droite mais sans hostilité envers la gauche.

Cette spécificité programmatique du FN constitue une différence notable avec la plupart des mouvements d'extrême droite ou de droite populiste qui progressent en Europe. Une seconde différence importante est que le FN (contrairement au MNR, pourtant tout aussi fascisant) maintient, certes par obligation électorale beaucoup plus que par pureté doctrinaire, une stratégie politique d'opposition frontale à la droite institutionnelle qu'il identifie, avec la gauche, à « l'établissement ». Bien sûr, une série de thèmes de la propagande ultra-réactionnaire du FN sont plus ou moins repris par des personnalités ou secteurs de la droite parlementaire (mais aussi, à un autre niveau, de la gauche). Bien sûr, il y a entre la droite et l'extrême droite des vases

communicants, et l'on ne peut pas totalement exclure dans l'avenir l'hypothèse d'une participation de l'extrême droite à un gouvernement dominé par la droite (non plus que celle de formules d'« union nationale » droite/gauche, déjà anticipées par la cohabitation). Il n'y a en effet pas de contradiction absolue entre des projets qui se situent tous sur le terrain du capitalisme et de la domination bourgeoise. Mais telle n'est pas la situation aujourd'hui, ni pour demain.

Tant l'extériorité du FN vis-à-vis des intérêts et des représentants du capital le plus concentré, que l'état des rapports sociaux et politiques entre les classes (la classe des travailleurs n'a pas subi de défaite centrale et connaît au contraire une dynamique de remobilisation), font que la montée électorale de l'extrême droite ne signifie pas que l'on serait confronté, à terme prévisible, à un danger d'instauration de nouvelles formes de domination dans le cadre d'un régime fasciste ou fascisant. Le FN n'est pas aujourd'hui « sur les marches du pouvoir » et le principal ennemi immédiat des travailleurs reste le pôle libéral, dont les deux composantes défendent et appliquent à tour de rôle la politique voulue par le grand capital. Ce qui a en revanche commencé, c'est une course de fond (plutôt qu'une course « de vitesse ») entre deux alternatives possibles au néolibéralisme, l'une capitaliste ultra-réactionnaire et fascisante, l'autre émancipatrice.

Tout cela ne veut évidemment pas dire que l'extrême droite ne représente pas une menace, ni qu'il ne faille pas la combattre spécifiquement, et dans ce cadre utiliser ponctuellement des politiques d'unité d'action, dans les mobilisations, avec des formations partie prenante du pôle libéral. Le problème est sur

quelle orientation on mène ce combat. Il n'y a pas de politique antifasciste viable en dehors d'un cadre anticapitaliste, donc d'une opposition totale au pôle libéral dans ses deux variantes. Toute autre orientation affaiblirait la crédibilité des révolutionnaires face aux couches populaires désorientées qui sont attirées par un vote FN « protestataire » et qui ne sont pas pour l'instant (et de loin) gagnées à une politique fasciste ou fascisante. Tout accord programmatique « anti-fasciste » avec des forces partie intégrante du pôle libéral permettrait au FN d'apparaître comme le courant qui serait « seul contre tous » à prétendument s'opposer au système. Les élucubrations lepénistes à propos d'un « trotskischiraquisme » visaient précisément, entre les deux tours de la présidentielle, à exploiter ce filon. C'est aussi et entre autres pour cette raison que la ligne du « vote escroc, pas facho » ou du « vote contre Le Pen » le 5 mai, alors qu'il n'y avait absolument aucune possibilité que Le Pen l'emporte, ni même qu'il progresse sensiblement par rapport à son résultat du premier tour, était clairement contre-productive.

Le mot d'ordre de la LCR et d'autres cortèges dans les manifestations de l'entre deux tours des présidentielles, « 20 années de politiques libérales, c'est 20 % pour le Front national », exprime dans une bonne mesure cette réalité politique et l'orientation de rupture qui permet d'y répondre. C'est en tenant très fermement ce cap que l'on pourra parvenir à faire progresser la conscience du mouvement de masse qui s'est exprimé dans la rue. Cette conscience reste en effet inégale et contradictoire, empreinte de sérieuses confusions et illusions. La place prise par les drapeaux tricolores et la Mar-

seillaise a illustré le fait que pour de larges secteurs des manifestants, la défense de la démocratie était identifiée à la défense des « institutions démocratiques », c'est-à-dire celles de l'État impérialiste français. L'échec notable des manifestations contre la venue de Bush, trois semaines plus tard, a exprimé cette contradiction : le score plébiscitaire en faveur de Chirac et les illusions « démocratiques » qui l'ont accompagné ont contribué à démobiliser nombre de militants politiques, syndicaux et associatifs, auxquels la mobilisation anti-impérialiste est apparue comme une sorte de luxe superflu, non d'actualité. L'axe de l'intervention des marxistes révolutionnaires dans les mobilisations anti-FN ne peut être que de travailler à ce que le mouvement large antifasciste acquière une conscience anticapitaliste.

## LE POLE ANTICAPITALISTE DES TRAVAILLEURS

Ce pôle, qui est représenté au niveau politique et électoral par les organisations d'extrême gauche, pour l'essentiel LO et la LCR, est donc la troisième force et la deuxième alternative potentielle qui a émergé le 21 avril. Ses forces militantes sont plus faibles et plus divisées que celles de l'extrême droite, mais elle a l'avantage de s'appuyer sur une dynamique sociale actuellement plus favorable, comme l'ont montré, entre les deux tours de l'élection présidentielle, les rapports de forces dans la rue (et y compris dans les meetings). Dans la situation qui a été décrite, la réponse des révolutionnaires ne peut pas s'ordonner autour d'un axe du type « contre la droite et l'extrême droi-

te, pour une vraie politique de gauche ». Elle ne peut qu'être tournée « contre les politiques libérales de droite et de gauche, qui font le lit du fascisme », afin de souligner la nécessité de « construire l'alternative des travailleurs ». Il n'y a pas aujourd'hui un « camp politique de gauche », même potentiel, qui s'opposerait à un camp « de la droite et de l'extrême droite ». Il y a un camp politique du capitalisme néolibéral, un autre camp qui est celui d'un embryon de projet capitaliste rétrograde et fascisant, et un troisième qui entend (ou doit) leur opposer une perspective socialiste.

Autre chose est le fait que nous soyons dans le même camp social que la grande majorité des électeurs et des militants (mais pas des directions) des partis de la gauche gouvernementale. Et autre chose est la nécessité, qui en découle, de mettre en œuvre des politiques d'unité d'action ou de front unique, dans les mobilisations, sur un certain nombre de revendications qui, à un moment donné, seraient communes (comme cela pourrait être le cas, par exemple, face à un plan Juppé bis renforcé contre les retraites).

C'est à deux niveaux que la construction d'une alternative des travailleurs est aujourd'hui posée : d'une part, la construction ou reconstruction de liens de solidarité dans les entreprises et les quartiers, de nouveaux réseaux militants vers un front social anticapitaliste ou « lutte de classe ». De l'autre, la construction d'une nouvelle force politique révolutionnaire.

Ces deux niveaux d'intervention doivent être étroitement articulés : une nouvelle force politique ne se développera pas « hors sol », indépendamment de la reconstruction plus large d'un mouvement ouvrier, asso-

ciatif et syndical, ni en dehors de ses luttes. Mais ils doivent être également dissociés, si l'on ne veut pas que la nouvelle force politique se résume à un simple supplément d'âme, dont l'utilité serait alors douteuse, au mouvement social. Une telle confusion aurait en effet plusieurs types de conséquences fâcheuses :

- une « force politique » qui ne ferait que reprendre les revendications du mouvement social aurait quelque chose de redondant, qui la rendrait inutile pour les militants : à terme, le suivisme n'est pas payant ;

- en confondant front unique sur des revendications d'urgence sociale et construction d'une force politique, le minimalisme programmatique prête à confusion : sur une telle base, ne pourrait-on pas se mettre d'accord sinon avec la gauche institutionnelle, du moins avec certaines de ses composantes ? Entretenir cette confusion serait estomper le projet d'une nouvelle force en rupture avec la gauche gouvernementale ;

- enfin, appeler à la constitution d'une nouvelle force politique exige de donner un minimum de lignes directrices et notamment de répondre aux deux grandes questions : aménager le capitalisme ou le renverser ; et s'il s'agit de le renverser, par quel type général d'organisation sociale et politique le remplacer. Une nouvelle force devra bien évidemment reprendre les revendications centrales du plan d'urgence, mais il lui faudra aussi, sauf à rester purement protestataire et à se condamner ainsi à l'inefficacité, les articuler à une perspective de transformation sociale.

## UN FRONT SOCIAL ANTICAPITALISTE

L'extrême gauche, organisée mais

aussi non organisée, a une présence significative dans les grèves, les mobilisations et les divers mouvements sociaux. Le poids de ses militants et organisations s'est même renforcé depuis cinq ans, quand le terrain était en grande partie délaissé par les partis de la gauche gouvernementale et par les bureaucraties syndicales (cf. la manifestation des LU, le 9 juin 2001). On peut gager qu'avec la défaite historique du PCF, cette tendance va se confirmer.

Cela lui donne une responsabilité d'autant plus grande dans la construction des mouvements sociaux et des luttes dès les mois qui viennent, vers le fameux « troisième tour social ». Contre le front libéral du patronat, de la gauche ou de la droite gouvernementales, il est nécessaire de développer un front social anticapitaliste, une coordination sur des revendications d'urgence pour résister aux attaques annoncées : privatisations, retraites, licenciements, sécurité, droits démocratiques, croisades impérialistes. Le « plan d'urgence », socle de revendications commun aux trois candidats d'extrême gauche aux présidentielles, approuvé par plus de 10 % des électeurs, donne les grandes lignes de ce qui pourrait constituer la base d'un tel regroupement. Et la radicalité nouvelle qui s'exprime dans les mobilisations depuis plusieurs années, notamment dans le mouvement anti-globalisation, indique qu'il y a de réelles possibilités de constituer un tel front.

Faire progresser cette perspective, cela signifie promouvoir l'auto-organisation dans les luttes, construire des réseaux militants, impulser des regroupements à la base qui permettent de relier les quartiers, les entreprises d'une même agglomération ; c'est aussi participer aux débats en cours, comme les « forums sociaux »

lancés depuis les élections ; cela suppose enfin une intervention coordonnée des militants révolutionnaires, trotskistes et libertaires, sur un terrain qui leur est commun.

Outre le renforcement immédiat des luttes des salariés, des chômeurs ou des sans-papiers, un front social anticapitaliste permettrait également l'expression d'un pôle « lutte de classe » dans toutes les mobilisations non directement issues du monde du travail, telles que les manifestations anti-Le Pen ou les rassemblements anti-globalisation. Faire apparaître un pôle radical et anticapitaliste, identifiable par ses banderoles et ses slogans, c'est aider à éviter la dissolution des mouvements dans le piège des fronts républicains ou anti-néolibéraux tendu par les réformistes de tout poil.

## LA NOUVELLE FORCE POLITIQUE ET SON CARACTERE

La question d'un « nouveau parti des travailleurs » a été posée depuis l'élection présidentielle de 1995 et « l'appel d'Arlette Laguiller » (vite renié par LO) qui l'a suivie. Elle revient maintenant avec une acuité renforcée, dans la nouvelle situation politique et depuis que la LCR a avancé à juste titre la perspective d'une « nouvelle force politique anticapitaliste », en annonçant de premières initiatives dans ce sens. Le problème devient à nouveau actuel : que sera ce nouveau parti ou mouvement ?

Le fait qu'il devra être capable de réunir des courants d'origines et de caractéristiques très différentes, à commencer par les forces regroupées aujourd'hui dans la LCR et dans LO, aura d'importantes conséquences sur sa structure et son fonctionne-

ment, indépendamment même de toute discussion sur le type idéal de l'organisation à construire. Évidemment totalement démocratique, cette force politique aura ainsi nécessairement un caractère pluraliste marqué, et y compris fédératif (c'est-à-dire autorisant l'organisation interne et l'expression publique de courants) sans pour autant nier le besoin de centralisation de l'action. L'expérience du SSP (Scottish Socialist Party) en Ecosse, à un autre niveau celle du PRC (Parti de la refondation communiste) en Italie, montrent que c'est non seulement possible mais que ce type de formation répond sans doute aux besoins de l'étape actuelle du mouvement ouvrier.

La question la plus importante est cependant celle de l'identité politique de la nouvelle force, c'est-à-dire de ce que seront ses délimitations programmatiques essentielles. Certaines (telles que son caractère internationaliste, féministe ou écologiste) ne font guère débat parmi celles et ceux qui en soulignent la nécessité. Ce qui a trait à la transformation sociale reste en revanche dans le flou : un parti afin de lutter pour quels types de régime politique et de système économique, et comment.

Il conviendra d'abord de tirer le bilan de toutes les politiques qui visaient à « peser » sur la gauche pour, sinon lui faire changer radicalement de politique, du moins l'infléchir dans un sens un peu plus favorable aux travailleurs : elles n'ont produit aucun effet. Pas plus les luttes des cinq dernières années (contre les licenciements et le chômage, pour les droits des salariés, contre la mondialisation capitaliste...) que la participation du PCF au gouvernement n'ont écarté Jospin de sa gestion libérale. Quand le PCF critique maintenant ce bilan, qui est pourtant aussi le sien, tout en

s'empessant de signer un nouveau bail pour la « gauche unie », on ne peut que constater qu'il poursuit sur sa voie suicidaire. Pour lui sans doute, mais surtout, et c'est beaucoup plus grave, suicidaire pour les couches populaires qui en paient le prix fort.

Pour certains de ceux qui se tournent maintenant vers l'extrême gauche et en particulier (puisque telle est la situation) vers la LCR, il faut construire une « vraie gauche ». Mais comme Olivier Besancenot l'a signalé lors du meeting du 29 mai à la Mutualité, on ne reconstruira pas en mimant ni sans critiquer l'ancien. Il ne s'agit de refaire ni la vieille SFIO, ni le PS d'Épinay, ni le PSU des années soixante, ni le PCF des années cinquante ou même des années vingt. Pas plus qu'on ne pourrait se contenter de reprendre les conceptions de l'extrême gauche trotskiste qui s'est construite après mai 1968 dans la lignée de l'Opposition « bolchevique-léniniste » au stalinisme. Car ce dernier a non seulement été rayé de la carte, mais sa disparition s'est produite dans des conditions imprévues qui exigent des trotskistes une réflexion critique sur ce qu'a été leur programme historique. Sur les décombres du vieux mouvement ouvrier et avec l'arrivée des nouvelles générations de salariés, il faut donc faire du neuf.

Cette nouveauté, c'est de construire une force politique démocratique et unitaire qui revendique un positionnement révolutionnaire, pour le socialisme, pour l'autogouvernement des travailleurs et de la population.

▮ Pourquoi « révolutionnaire » ? Pas parce qu'elle prétendra disposer d'un « mode d'emploi prêt à servir » pour la prise du pouvoir par les travailleurs, mais parce qu'elle devra être convaincue (sauf à risquer dès

sa naissance de s'adapter au système) que tout changement social progressiste dépend fondamentalement et avant tout, non de l'action des élus à l'intérieur des institutions de l'État bourgeois (quand bien même une telle activité pourra constituer un point d'appui très important), mais de la mobilisation et de l'auto-organisation de toutes et tous. Le plan d'urgence sociale reprend la plupart des revendications vitales pour le monde du travail : l'interdiction des licenciements, l'augmentation des revenus, la lutte contre le chômage et la précarité, contre les discriminations, pour l'égalité hommes/femmes. Ces mesures n'ont rien de « réaliste » au sens d'un Jospin ou d'un Fabius : elles supposent la mobilisation massive des salariés, l'auto-organisation sur les lieux de travail pour empiéter sur l'omnipotence patronale et, finalement, décider à la place des patrons. Elles sont réalistes pour qui se situe dans une perspective de transformation sociale radicale, impliquant d'aller au-delà du capital.

Il faut une force révolutionnaire pour répondre également à la crise des institutions représentatives actuelles. Mais cette dernière n'est pas isolée, elle s'inscrit dans une profonde crise sociale. Quelle solution ? Une VI<sup>e</sup> République, ce nouveau hochet de la gauche libérale, simple projet de ravalement de la façade de l'État ? D'autres institutions sont à inventer et à promouvoir, qui aillent dans le sens de ce qu'Olivier Besancenot a appelé « la démocratie totale » : les institutions d'une « démocratie par en bas », basées sur les quartiers et les lieux de travail, en rupture avec la structure hiérarchique de l'État ; des institutions vivantes, où les élus soient révocables à tout moment, qui permettent un contrôle effectif des salariés et des usagers sur les choix

économiques ; les institutions d'une démocratie intégrale, et pas seulement de cette « démocratie participative » tant vantée de Porto Alegre où il ne s'agit que de participer à la marge à la gestion du budget public en laissant intacts les intérêts privés du capital ; des institutions à exporter et à coordonner au reste de l'Europe et au-delà, tant la construction d'une alternative au capitalisme mondialisé ne peut être sérieusement envisagée qu'à l'échelle mondiale.

▮ Pourquoi « pour le socialisme » ? Parce qu'on ne peut pas se contenter de rejeter la mondialisation capitaliste et de combattre ses effets dévastateurs pour les hommes et la nature, sans proposer une alternative, sans expliquer et débattre de quel « autre monde est possible ».

Pour certaines personnalités en vue de l'anti-globalisation, l'avenir serait à la régulation du capitalisme, à un « contrôle citoyen » du marché. Mais le néo ou ultra-libéralisme n'est rien d'autre que le nouveau visage du capitalisme mondialisé, et le capitalisme à visage humain est illusoire : le poids grandissant des multinationales sur la planète confirme qu'avec la loi du profit, il ne peut y avoir de demi-mesures. N'en déplaise aux néo-réformistes de la direction d'Attac ou du PCF, qui ne visent même plus à parvenir à des formes de « socialisme » par des réformes, mais seulement à aménager le système actuel, aucun secteur de la bourgeoisie n'est prêt à accepter un tel programme. On n'imposera pas au patronat des reculs effectifs sans grands mouvements de classe, et il n'y aura pas de grands mouvements de classe sans visée radicale, anti-système.

La perspective d'avenir que la nouvelle force devra faire ressurgir, c'est celle d'une autre planète, régie par



d'autres principes que la loi du profit. Un vieux militant, ancien trotskiste, déclarait au Monde du 18 mai dernier que « produire en fonction de nos besoins et non des profits qu'on peut en tirer, ça c'est révolutionnaire » : il a bien sûr raison. C'est donc la perspective d'une société socialiste ou communiste, trahie et décrédibilisée par l'expérience tragique du stalinisme, qu'il s'agit aujourd'hui de reconstruire : contre la dictature économique, l'exploitation et les oppressions, pour une société fondée sur l'égalité sociale intégrale.

¶ Pourquoi « pour l'autogouvernement des travailleurs et de la population » ? Parce qu'à 10 %, l'extrême gauche ne peut plus éluder la question de qui doit gouverner, et qu'elle ne peut répondre à cette question que de façon radicale.

Nombreux sont les militants qui se rapprochent aujourd'hui de l'extrême gauche, issus du PCF, des Verts ou de leurs sphères d'influence, pour qui la question de la participation à un gouvernement se pose de façon très naturelle, même s'ils considèrent que les réponses, après l'expérience du gouvernement Jospin, doivent être sérieusement repensées. Les propositions politiques des révolutionnaires ne sont pas une politique de rechange pour de futurs gouvernements d'une « gauche » qui a lamentablement échoué. Dans le même temps, l'extrême gauche doit être prête (comme devra l'être a fortiori une nouvelle force politique) à prendre ses responsabilités dans un futur gouvernement. Les conditions doivent donc en être définies, explicitées, débattues. Certaines d'entre elles sont minimales et appellent une clarté indispensable :

‘ La nouvelle force ne pourra ni participer, ni même soutenir (dans une

majorité parlementaire) un gouvernement capitaliste, qu'il soit de droite ou de gauche (PS, PCF, Verts...).

‘ Participer à un gouvernement implique un accord minimal sur une plate-forme anticapitaliste, du type plan d'urgence, qui rompt avec la légalité bourgeoise (interdiction des licenciements sous peine de réquisition, par exemple).

‘ Cela exige de soutenir et de s'appuyer sur la mobilisation active de la population, auto-organisée dans ses entreprises et ses quartiers.

Il s'agit donc de tracer et populariser la perspective d'un autogouvernement des travailleurs, de montrer qu'il est le seul débouché politique réaliste pour les luttes. L'expérience du gouvernement de la gauche libérale, de tous les gouvernements de gauche depuis 1981 est faite, place à autre chose.

15 juin 2002

\* Les auteurs de cet article, qui s'expriment à titre individuel comme c'est le cas pour ceux des autres contributions, sont membres de la LCR.

La démocratie impérialiste française a été agitée par quelques soubresauts depuis le premier tour des présidentielles. Le passage du relais entre l'équipe des gouvernants de gauche et celle des gouvernants de droite s'est opéré, mais pas dans le climat de sérénité que les uns et les autres auraient pu espérer avant le 21 avril.

# Quelles perspectives pour le prolétariat et la jeunesse ?

L'affaissement du score de Jospin en dessous de celui de Le Pen ainsi que l'écroulement à 3,4 % du score de Robert Hue ont révélé l'ampleur de l'usure du gouvernement de la gauche plurielle. La progression du score de l'extrême droite a été assez faible par rapport aux élections de 1995 mais elle a révélé le renforcement des tendances réactionnaires au sein de la bourgeoisie grande, moyenne ou petite et un désarroi de plus en plus inquiétant chez un certain nombre de salariés et de chômeurs.

La donnée tangible la plus positive aura été le score de l'extrême gauche se situant à plus de 10 %, soit près du double par rapport aux présidentielles de 1995. Elle traduisait un désaveu cinglant à l'égard des partis de la gauche gouvernementale et en même temps un espoir de voir émerger une force politique révolutionnaire enracinée dans le monde du travail et une fraction de la

jeunesse.

Les partis de la gauche plurielle et tout ce que ce pays compte de responsables syndicaux, d'associations, de journalistes, attachés à ce qu'ils appellent « La République » et ses symboles, ont mené tambour battant une opération de manipulation des millions de gens inquiets et indignés par le fait que Le Pen soit présent au deuxième tour. Leurs sentiments étaient légitimes. Mais ils ont été détournés pour une cause étrangère à une lutte antifasciste digne de ce nom. Sous prétexte de « sauver la République », il s'agissait de surestimer le danger d'extrême droite pour faire oublier le bilan désastreux du gouvernement Jospin à l'égard des classes populaires. Par la même occasion, il fallait faire passer à la trappe le succès de l'extrême gauche, l'effacer des esprits en agitant la menace imminente du fascisme. Les partis de droite ont bien sûr collaboré à cette opération mais

sans forcer leur talent, laissant leurs collègues « de gauche » mener cette affaire dont la Droite avait tous les profits à escompter.

L'opération a réussi. L'électorat de la Droite et une partie de celui du PS, des Verts et du PC aurait largement suffi à faire gagner Chirac face à Le Pen. Mais non ! Il fallait pour eux entraîner beaucoup plus large : une partie de la jeunesse, les milieux syndicaux et associatifs et même une partie de l'extrême gauche. Une façon de montrer à la bourgeoisie, surtout pour les dirigeants du PS, que, même perdants aux élections, ce sont eux qui contrôlent les gens de gauche dans la rue et dans les urnes, qu'ils peuvent entraîner beaucoup de monde pour métamorphoser « Super menteur » en « Super rempart » de la « démocratie ».

Le résultat des législatives va à présent permettre à Chirac et à son équipe de ramasser la mise : on ne peut pas qualifier de hold-up ce qu'on vous offre sur un plateau d'argent.

## DU COTÉ DE L'EXTREME

### GAUCHE

La dénonciation moraliste de Le Pen est inopérante. Pour faire reculer l'influence de l'extrême droite dans les milieux populaires, il faut qu'un mouvement dynamique émerge, proposant une perspective positive, redonnant espoir aux exploités et aux laissés pour compte. Plus généralement, un grand mouvement est nécessaire pour donner sens et efficacité aux luttes contre la bourgeoisie et ses représentants.

Les différentes composantes d'extrême gauche pourraient être le noyau à l'origine d'un tel mouvement politique. Mais si on s'en tient aux faits récents, sans rien en conclure

concernant l'avenir, LO et la LCR, qui sont les organisations les plus présentes au sein du monde du travail et sur l'échiquier politique, ont une fois de plus joué la concurrence entre elles. Et cela dans un contexte où, encore plus nettement qu'aux élections municipales de l'an dernier, elles attiraient un nombre encore plus important d'électeurs.

Dans les derniers jours de la campagne du premier tour des présidentielles, Olivier Besancenot a acquis une crédibilité dans les milieux populaires qui a porté son score non loin de celui d'Arlette Laguiller. Dans la mesure où les axes de dénonciation de LO et de la LCR étaient voisins, voire identiques, les conditions d'un rapprochement à la suite de leur succès le 21 avril étaient théoriquement réunies. Les directions de LO et de la LCR, chacune à leur façon, n'ont pas estimé qu'il y avait là une opportunité à saisir... ensemble.

Aux élections présidentielles de 1995, c'est LO qui était la mieux placée pour faire des propositions constructives aux autres composantes d'extrême gauche, sur la base du succès d'Arlette Laguiller obtenant 5,3 % des voix. LO avait joué le retrait et l'isolement. En avril 2002, c'est la LCR qui était au lendemain du premier tour la mieux à même de proposer quelque chose, avant tout à LO. À ce scrutin, la LCR avait choisi (enfin) de ne pas appeler « à battre la droite » et en l'occurrence de ne pas appeler à voter Jospin au deuxième tour. Elle avait fait le choix de présenter un jeune salarié, à l'instar de LO choisissant une jeune salariée comme porte-parole en 1973. De plus, la LCR s'était largement inspirée de la thématique du « plan d'urgence » de LO répondant en grande partie aux préoccupations des salariés. Il n'est pas nécessaire de cher-

cher beaucoup plus loin les raisons du succès de la campagne du jeune facteur Olivier Besancenot. Ce succès, qui se traduisait par un rééquilibrage de l'influence entre LO et la LCR, mettait cette dernière en position de proposer un accord plausible à LO, sans dérobade possible. La LCR s'est contentée de proposer un accord de répartition des circonscriptions sans se donner la peine de définir sur quelles bases politiques cela pourrait se faire. Elle escomptait un refus de LO, elle l'a obtenu et a pu se donner « le beau rôle » et répéter comme de coutume que LO était sectaire.

De son côté, LO est restée calfeutrée dans sa tour d'ivoire, en n'ayant rien à proposer à la LCR au lendemain du 21 avril. (Nous ne revenons pas sur les épisodes antérieurs qui ont émaillé les relations LO-LCR au printemps 2001.) Pendant près d'une semaine, la position de LO était relativement inconfortable. Elle était déçue par ses résultats. Elle n'avait pas obtenu un franc succès aux dépens de la LCR. Sa position vis-à-vis du deuxième tour n'était pas très différente de celle de la LCR qui n'appelait pas encore à voter contre Le Pen. Dans les manifestations, les cortèges de la LCR attiraient de plus en plus de monde et notamment des jeunes. À ce stade la LCR était encore en très bonne position pour faire des propositions à LO, qui auraient été difficiles à rejeter.

Le changement de position de la majorité de la direction de la LCR sur le second tour a évidemment balayé cette possibilité que, de toute façon, ni du côté de la direction de LO ni du côté de celle de la LCR, on n'avait cherché à explorer et à concrétiser. La majorité de LO était soulagée : la LCR était redevenue « opportuniste comme d'habitude » et on pouvait se

féliciter de ne pas avoir bougé ni pris aucune initiative. LO avait à nouveau « une divergence grave » avec la Ligue, quel soulagement !

Il y a là une carence à concevoir les différentes composantes de l'extrême gauche en termes de collaboration et de complémentarité. C'est évidemment dommageable avant tout pour les travailleurs et les jeunes qui se tournaient depuis quelques mois vers l'extrême gauche, c'est-à-dire essentiellement LO et la LCR. Car même si cette campagne peut sembler se perdre déjà dans la nuit des temps, du fait des épisodes qui ont suivi, il est important de souligner que les meetings électoraux de LO et de la LCR ont été pour la plupart des succès. La LCR continue à bénéficier de ce mouvement d'intérêt de la part de travailleurs et de jeunes qui s'intéressaient peu ou pas du tout à l'activité politique.

Ce n'est pas ici le lieu d'exposer les raisons historiques et politiques pour lesquelles LO et la LCR sont toujours en concurrence après plusieurs décennies. Constatons simplement qu'elles hypothèquent l'avenir si chacune se considère comme « incontournable », la seule « détenant une bonne politique », la seule « où il se passe quelque chose », etc. Cette autosatisfaction organisationnelle est assez peu attirante à notre époque. Elle est génératrice d'illusions ou de désillusions mais certainement pas de clairvoyance. La LCR et LO risquent fort d'être contournées l'une et l'autre par la lutte de classe, faute d'avoir pris conscience de leurs responsabilités communes vis-à-vis du prolétariat.

## LES LUTTES ET LEUR EXPRESSION POLITIQUE

Il convient d'apporter des éléments

complémentaires importants au descriptif rapide qui vient d'être fait concernant LO et la LCR au cours de la période récente. Dans chacune de ces organisations, des militants réfléchissent et discutent des problèmes et faiblesses concernant LO et la LCR. Ils se préoccupent des voies et des moyens permettant de faire franchir une étape décisive à l'extrême gauche. La préoccupation du dépassement s'exprime en termes variés qui cernent la nécessité suivante : il s'agit de fédérer toutes les composantes susceptibles de constituer une force anticapitaliste, un mouvement démocratique menant vigoureusement et en toutes circonstances la lutte de classe. Cela suppose un mouvement en rupture définitive, irréversible avec la gauche gouvernementale. Dans le Manifeste du Parti communiste de 1848, Marx et Engels écrivaient : « Le gouvernement moderne n'est qu'une délégation qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise. » Cette caractérisation vaut pour tous les gouvernements que nous avons connus, qu'ils aient eu un Premier ministre de gauche ou de droite.

Il est impossible de construire une force anticapitaliste qui ne s'appuierait pas sur quelques constats fondamentaux de cet ordre ; d'autant plus qu'il n'y a pas là seulement un élément décisif d'analyse mais un fait vérifié par des millions de travailleurs avec ou sans emploi, qui ont vu les gouvernements de gauche les agresser et gérer « les affaires communes de toute la classe bourgeoise » avec le même zèle que ceux de droite. Au soir du premier tour des législatives, un représentant du gouvernement Raffarin a eu beau jeu de rétorquer à Dominique Strauss-Kahn, qui lui reprochait de ne pas vouloir donner « un coup de

pouce » au Smic, que depuis trois ans les hausses décidées par le gouvernement Jospin étaient proches de 0 % !

Jeter les bases d'une force anticapitaliste ne signifie pas qu'elle ne serait composée que de révolutionnaires convaincus. Elle serait largement ouverte à tous les travailleurs et jeunes impliqués dans des luttes contre les injustices engendrées par le système capitaliste. Mais elle ne pourrait exister comme instrument d'émancipation du monde du travail qu'en comprenant en son sein une forte composante de militants marxistes révolutionnaires.

On peut bien sûr être anticapitaliste dans un sens restreint, dans la mesure où on s'oppose aux capitalistes pour obtenir un maximum de concessions. C'est un anticapitalisme qui a sa valeur mais qui est limité et sans perspective d'avenir pour le prolétariat et pour l'humanité. De fait, c'est ce type d'anticapitalisme-là qui a été mis au cœur des dernières campagnes électorales par LO comme par la LCR. Pouvons-nous construire une force cohérente, crédible par les travailleurs, en nous contentant de décliner éternellement un « plan d'urgence » qui a, de plus, une fâcheuse tendance au fil des campagnes à perdre en radicalité ?

Les marxistes révolutionnaires n'ont pas à avoir une attitude ultimatisante vis-à-vis de celles et ceux dont l'anticapitalisme est limité, partiel, sans débouché clair à l'échelle de toute la société. Mais ils ont aussi le devoir d'être eux-mêmes : ils mettent en avant la question cruciale de la propriété privée des moyens de production et de circulation ; ils montrent que l'exploitation et les mouvements de capitaux n'ont pas de frontières et que, par conséquent, la lutte de classe doit se déployer à l'échelle inter-

nationale ; ils mettent en avant la nécessité de détruire tous les pouvoirs des classes dirigeantes pour mettre à la place des gouvernements « par en bas », émanant du monde des salariés, des opprimés de tous les pays et étant contrôlés par eux. Enfin ils affirment clairement qu'à la place du système capitaliste mondial, il faudra donner vie à une économie socialiste et à une fédération socialiste mondiales.

La question de l'émergence d'une force anticapitaliste comprenant une composante marxiste révolutionnaire conséquente, clairement identifiable par tout le monde, n'est évidemment pas du domaine de la proclamation par telle ou telle organisation ou groupe de militants. En affirmer la nécessité se pose dès maintenant sur le plan de la réflexion théorique comme dans les luttes actuelles, quelle que soit leur ampleur. Le lien entre les luttes et leur expression politique au travers d'une force anticapitaliste ne s'établit pas spontanément, automatiquement, indépendamment de l'intervention de révolutionnaires éclairant toutes les facettes des problèmes auxquels ceux qui luttent sont confrontés. Prenons l'exemple des luttes contre la fermeture d'entreprises que des patrons

veulent délocaliser. On peut concevoir la lutte en syndicaliste réformiste, en syndicaliste radical ou en révolutionnaire. Selon le positionnement et les argumentations développées par ces différents militants, l'expérience de la lutte sera vécue tout autrement par les salariés. Ce n'est pas tant au niveau de l'indemnité de licenciement obtenue que la différence peut être sensible, mais avant tout au niveau de l'élévation de la conscience de classe, de la positivité durable ou non de l'expérience de la lutte collective vécue, du goût trouvé ou retrouvé pour l'activité politique révolutionnaire.

Le rapprochement des composantes d'extrême gauche ne ferait pas surgir une force anticapitaliste par lui-même. Mais les luttes menées isolément ou même généralisées n'ont pas non plus en elle-même la vertu de créer un parti du prolétariat, comme les grèves de 1936 et 1968 l'ont illustré par la négative. Les luttes et l'intervention consciente, concertée, des révolutionnaires sont deux éléments indissociables pour ouvrir une perspective.

Le 10 juin

Une fois de plus, lors du premier tour de l'élection présidentielle qui vient d'avoir lieu, la (mauvaise) surprise est venue de l'extrême droite. Alors qu'on la pensait définitivement affaiblie par son éclatement début 1999, elle est apparue plus forte que jamais. En recueillant 4 805 307 voix et 16,9 % des suffrages exprimés, Jean-Marie Le Pen a réussi l'exploit de battre son record de 1995 (4 570 838 voix, 15,1 %), déjà en progression par rapport à son précédent score de 1988 (4 375 894 voix et 14,4 %). Si on additionne les voix qui se sont portées sur son nom et celles qu'a recueillies à cette occasion son ancien lieutenant et désormais rival, Bruno Mégret, l'extrême droite s'est ainsi retrouvée avec un total de plus 5,5 millions de voix, représentant 19,2 % des suffrages exprimés. Ce qui signifie qu'en l'absence de scission, Le Pen aurait très bien pu se retrouver en tête au bout du premier tour !

# Prendre au sérieux les défis que nous lance la montée de l'extrême droite

**A** la réflexion cependant, la surprise n'est pas tant dans ses résultats qui ne font, en définitive, que prolonger la progression régulière enregistrée par le Front national (FN) depuis près de vingt ans, à l'exception de la courte période qui a suivi sa rupture. La surprise serait plutôt que l'on se soit, une fois de plus, laissé surprendre par l'ampleur du phénomène. Ce qui en dit long sur la méconnaissance persistante, chez la plupart de ses opposants, de la nature même du phénomène et de ses causes profondes. Si l'on veut éviter d'aller ainsi périodiquement de mauvaise surprise en mauvaise surprise, il est temps de s'interroger sur ses causes précisément. Ce qui permettra aussi de rendre peut-être plus efficace la nécessaire lutte contre l'extrême droite contemporaine [1].

## LA BASE ÉLECTORALE ET SOCIALE

### DU FRONT NATIONAL

Commençons par préciser quelles sont les fractions de la population française dans lesquelles l'audience du Front national est la plus importante. Celles-ci nous sont assez bien connues par une série d'enquêtes menées notamment lors des différentes consultations électorales (sondages dits « sortie des urnes »). Comme pour la plupart des formations politiques, l'électorat du FN se recrute au sein de toutes les catégories de la population. Cependant, deux groupes de catégories votent régulièrement davantage pour le FN que la moyenne nationale de l'électorat. Il s'agit :

n d'une part des catégories moyennes traditionnelles, dont les membres tiennent leur position sociale de la mise en valeur d'une petite propriété par leur propre travail, en un mot les « travailleurs indépendants » : petits agriculteurs, artisans

et petits commerçants, petits entrepreneurs, dans une moindre mesure les membres des professions libérales.

¶ D'autre part des catégories du salariat populaire : employés et surtout ouvriers.

Par contre, les catégories moyennes salariées, professions intermédiaires et cadres, mais aussi les dirigeants d'entreprise, ont tendance à bouder le FN : ils votent régulièrement moins pour lui que la moyenne de l'électorat national.

Au moment de sa percée sur la scène politique et dans les années suivantes, c'est dans le premier de ses deux groupes de prédilection, parmi les travailleurs indépendants, que le FN réalise ses meilleurs scores. A partir du début des années 1990, ses scores tendent à décliner (tout en restant importants) parmi ces derniers, tandis qu'ils augmentent au sein du salariat populaire. Le FN est désormais le parti qui recueille le

plus de suffrages ouvriers. Sous ce rapport, la dernière élection présidentielle semble indiquer un rééquilibrage de la composition de l'électorat lepéniste, à la faveur d'une remontée de ses suffrages dans les catégories traditionnelles (cf. tableau ci-dessous).

Ces deux électors du FN ne se distinguent pas seulement par leur situation socio-économique, mais aussi par leur provenance et leurs références politiques et idéologiques. L'électorat des catégories moyennes « indépendantes » vote traditionnellement majoritairement à droite et a constitué de longues décennies durant un électors et une clientèle privilégiés des partis de droite. Lorsqu'on leur demande de se classer politique, leurs membres sont une majorité à se classer à droite et à voter pour un candidat de droite en cas d'absence de candidature FN. D'où une première question : pourquoi une partie de cet électors s'est-elle, au

cours des deux dernières décennies et dès le début des années 1980, détachée des partis de la « droite républicaine » (RPR et UDF) pour soutenir le FN ?

A l'inverse, ouvriers et employés votent traditionnellement majoritairement à gauche et se classent d'ailleurs eux-mêmes majoritairement à gauche. Ce sont essentiellement eux qui constituent cet électors flottant entre le FN et la gauche, qui s'est de même constitué au cours de ces deux dernières décennies. D'où une deuxième question, complémentaire de la précédente : comment expliquer qu'une partie du salariat populaire tende de plus en plus à faire défaut aux partis de gauche pour, dans un mouvement qui apparaît contre-nature, soutenir un mouvement d'extrême droite ?

## LA FRACTURE DU

### « BLOC DES

Pourcentage des principales catégories socioprofessionnelles ayant voté pour Le Pen au premier tour lors des élections présidentielles de 1988, de 1995 et de 2002

Catégories socio-professionnelles	1988	1995	2002
Agriculteurs	18	14	nd
Artisans, commerçants	31	21	32
Cadres et assimilés	17	6	8
Professions intermédiaires	12	10	6
Employés	14	19	20
Ouvriers	16	27	26
Ensemble	14	15	18

Source : pour 1988, sondage CNRS-BVA « sortie des urnes », Le Monde, 27 avril 1998 ; pour 1995, sondage BVA « sortie des urnes », Le Monde, 25 avril 1995 ; pour 2002, sondage « sortie des urnes » Libération – Louis Harris – AOL, Libération, 23 avril 2002.

A la première question, on peut répondre en deux temps. Il est certain que la radicalisation politique à droite d'une partie des catégories moyennes traditionnelles au cours des années 1980 peut, au moins en partie, s'expliquer par l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai-juin 1981. Il faut se replacer dans le contexte de l'époque. C'était la première fois depuis le Front populaire, soit près d'un demi-siècle, que la gauche seule allait exercer le pouvoir. Une gauche dont le discours (sinon la pratique) était alors encore nourri de références anticapitalistes. Pendant de longs mois, le « spectre du communisme », largement agité alors par une droite défaite, hantera les esprits, tout particulièrement au sein de ces catégories moyennes dont l'anticommunisme est à la mesure de leur attachement à une propriété privée qui leur assure existence et statut social.

C'est le moment de se souvenir que, trois années durant (1981-1984), ce sont les organisations professionnelles de ces catégories (agriculteurs, petits patrons, transporteurs routiers, etc.) et non les syndicats ouvriers que l'on va retrouver dans la rue. Et comme, alors, les partis traditionnels de droite ont semblé impuissants à les défendre contre le « danger communiste » et ne leur ont pas paru assez engagés dans leur lutte contre la gauche, une partie de ces catégories s'est tournée vers ce parti d'extrême droite violemment anticommuniste qu'a toujours été le FN. De fait, c'est au cours de ces trois ans que celui-ci aura réalisé sa percée politique.

Cette explication est cependant largement insuffisante. D'une part, il est rapidement apparu qu'il n'y avait alors aucun danger communiste en

France : au bout de dix-huit mois de gouvernement, la gauche abandonnait toute velléité réformatrice pour adopter, avec quelle vigueur, la même politique néo-libérale favorable aux possédants que les autres gouvernements occidentaux. D'autre part, si seules les craintes engendrées par l'exercice du pouvoir par la gauche avaient motivé cette radicalisation politique d'une partie des catégories moyennes traditionnelles, celle-ci aurait dû prendre fin, du moins s'atténuer notablement, après le retour de la droite au pouvoir en 1986. Or tel ne fut précisément pas le cas. Il faut donc approfondir l'analyse. Rétrospectivement, différents signes d'un divorce progressif entre une partie des catégories moyennes traditionnelles et les partis de la « droite républicaine » sont visibles dès la seconde moitié des années 1970, en liaison avec une agitation chronique de certaines d'entre elles. Les relever tous est impossible ici ; rappelons simplement la tentative avortée, à l'automne 1977, d'un regroupement des « socioprofessionnels » de la FNSEA (la Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles), de la CGPME (Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises), de l'Assemblée permanente des Chambres des Métiers et de Confédération des Syndicats Médicaux Français, dans le but de présenter des listes autonomes lors des élections de mars 1978. Ce divorce était en fait le symptôme de la rupture grandissante d'une très vieille alliance, celle entre les catégories moyennes traditionnelles précisément, et la grande bourgeoisie, fondant une sorte de « bloc des possédants », alliance sur laquelle la grande bourgeoisie a assis son hégémonie depuis l'aube de la III<sup>e</sup> République et dont le « bloc des droites »

a été traditionnellement la traduction politique. Cette alliance impliquait une sorte de compromis historique entre ces différentes classes : tandis que les classes moyennes traditionnelles apportaient leur appui social et politique à la bourgeoisie contre leur ennemi commun, le mouvement ouvrier, de manière à marginaliser ce dernier, la bourgeoisie garantissait aux premières leur survivance historique. Car cette alliance a eu un coût : elle a supposé que la modernisation capitaliste de la société française soit durablement ralentie, en particulier sous son aspect de concentration du capital dans les secteurs (l'agriculture, le commerce, les services marchands) constituant la base socio-économique des catégories moyennes traditionnelles, sans compter toute une série de privilèges institutionnels (notamment fiscaux) réservés à ces catégories. Cette alliance compte ainsi parmi les principaux facteurs explicatifs du retard pris par le développement capitaliste (notamment industriel) en France, dès la fin du siècle et durant toute la première moitié de ce siècle. Ce coût, la bourgeoisie française a pu le payer tant qu'elle a eu le loisir de se protéger de la concurrence étrangère à l'abri de ses frontières nationales et de son empire colonial. Mais, avec la décolonisation à la fin des années 1950, avec la construction du « marché commun » durant les années 1960, surtout avec l'extension et l'accélération de l'internationalisation des marchés (des marchandises et des capitaux) et de l'internationalisation de la production à partir des années 1970, il ne lui a plus été possible de traîner derrière elle un pareil boulet. Elle s'est trouvée contrainte par la concurrence internationale de prendre des mesures qui mettaient directement en cause



la situation économique et les privilèges institutionnels des catégories moyennes traditionnelles. Évoquons simplement les effets de la politique agricole commune, puis de son démantèlement progressif, sur les agriculteurs français ; ou encore ceux du développement des « grandes surfaces » sur le commerce de détail.

On peut ainsi expliquer le divorce qui s'est produit entre une partie de ces catégories traditionnelles et les partis de la « droite républicaine » ; ainsi que la radicalisation consécutive des premières qui les a transformées en soutien d'un parti d'extrême droite. Ma première thèse sera donc la suivante : l'émergence du FN peut s'expliquer par la rupture de la vieille alliance républicaine entre la grande bourgeoisie, dont les intérêts ne peuvent aujourd'hui se déployer que sur le marché mondial, et les catégories moyennes traditionnelles, dont les intérêts ne peuvent au contraire se défendre que dans le cadre plus étroit d'un État national, replié sur lui-même et à forte structure corporative.

## LA CRISE

### DU MOUVEMENT OUVRIER

Une analyse analogue va nous permettre de comprendre pourquoi de plus en plus d'ouvriers et d'employés, qui traditionnellement votent en majorité plutôt à gauche, comptent désormais parmi les électeurs du FN. Elle va nous conduire à scruter la crise du mouvement ouvrier, qui sévit partout en Occident, mais qui a pris en France un tour particulièrement aigu.

Là encore, il est possible de ne s'en tenir qu'à la surface des choses. J'ai déjà évoqué le fait que la gauche qui arrive au pouvoir en mai-juin 1981 se présente alors comme une force an-

ticapitaliste. Elle promettait de résorber la crise, et notamment de résorber le chômage, par une série de mesures à caractère anticapitaliste : augmentation des salaires, nationalisation de grands groupes industriels et financiers, renforcement du pouvoir des syndicats, etc. De ce fait, elle avait suscité des grands espoirs parmi des travailleurs déjà éprouvés par la crise.

On sait ce qu'il en est advenu. Dans un contexte d'internationalisation croissante de l'économie, notamment au sein de l'espace européen, la politique économique de la gauche a rapidement échoué ; et la gauche a alors résolu de suivre, elle aussi, l'orientation néo-libérale empruntée par la quasi-totalité des gouvernements occidentaux. Avec toutes les conséquences négatives pour sa propre base sociale : licenciements collectifs, augmentation du chômage, développement des formes d'emploi précaire, austérité salariale sous couvert de lutte contre l'inflation, démantèlement rampant du système public de protection sociale, etc., autrement dit tout le contraire de ce que la gauche s'était engagée à faire. Pareils renoncement et démission de la part de ses représentants auront suscité, au sein du « peuple de gauche », incompréhension, découragement, désespoir mais aussi colère et ressentiment. Si certains se sont réfugiés à partir de là dans l'abstention (dont le pourcentage a considérablement crû depuis le début des années 1980 au sein des couches populaires), le ressentiment envers la gauche en aura conduit d'autres vers un vote en faveur de l'extrême droite. Vote peut-être simplement protestataire dans un premier temps, mais qui, en se répétant, sera devenu un vote de conviction [2].

Cependant, une nouvelle fois, l'ana-

lyse ne peut en rester à la surface des événements politiques. Car l'échec de la gauche n'était pas le fruit du hasard ou d'une simple maladresse politique : elle faisait apparaître au grand jour la crise mortelle d'un certain modèle du mouvement ouvrier, le mouvement social-démocrate [3]. Ce modèle s'est imposé au sein du mouvement ouvrier ouest-européen au cours de la première moitié de ce siècle. Sa caractéristique essentielle était le privilège accordé à l'État national comme cadre et instrument de la transformation sociale ; ce qui présupposait la constitution de partis de masse capables de conquérir et d'exercer, avec l'appui des syndicats, le pouvoir d'État. Cette stratégie a été pleinement couronnée de succès après la Seconde Guerre mondiale dans le cadre socio-institutionnel de ce qu'on a appelé le compromis fordiste. Mais celui-ci présupposait des conditions bien précises : d'une part une taylorisation et une mécanisation intensives des procès de travail, de manière à dégager des gains de productivité suffisants pour accroître à la fois les salaires (directs et indirects) et les profits ; d'autre part, une économie nationale essentiellement centrée sur elle-même, au sein de laquelle l'État pouvait jouer un rôle régulateur, en veillant à équilibrer l'offre et la demande globales par les politiques des salaires, du crédit, des finances publiques, du taux de change principalement.

Mais ce sont précisément l'ensemble de ces conditions du compromis fordiste et, partant, celles de la réussite de la stratégie du modèle social-démocrate du mouvement ouvrier qui se sont trouvées bouleversées et remises en question à partir des années 1970. La mécanisation des procès de travail s'est heurtée à des li-

mites à la fois physiques et sociales, si bien que les gains de productivité, qu'elle assurait jusqu'alors, se sont réduits, bloquant la dynamique de la croissance fordiste ; et surtout l'internationalisation croissante puis la transnationalisation des économies a rendu les différents États nationaux incapables d'assurer la régulation d'ensemble de l'activité économique à l'intérieur de leurs frontières respectives. En bref, du fait de profondes modifications survenues au cours des deux dernières décennies dans le processus d'accumulation du capital, l'« Etat-providence », fleuron du fordisme, est devenu une sorte d'anachronisme et le mouvement ouvrier européen, qui en avait fait son objectif ainsi que sa ligne de défense, s'est retrouvé sans stratégie. Cela explique notamment que ses représentants, non seulement n'ont pas été en mesure de répliquer à l'offensive néo-libérale qui s'en est pris, au cours des années 1980, précisément à l'« Etat-providence » ; mais encore qu'ils ont quelquefois eux-mêmes conduit cette offensive. C'est précisément ce qui s'est produit en France à partir de 1982.

Cette crise générale du mouvement ouvrier laisse donc sa base sociale, composée essentiellement d'ouvriers et d'employés, sans perspective politique d'ensemble. Bien pire, elle les prive bien souvent de tout encadrement syndical et politique, les organisations du mouvement ouvrier ayant payé du prix de l'affaiblissement de leur audience et de leur implantation leur impuissance politique ou leur trahison, tout en se trouvant affaiblis par ailleurs par les licenciements, le chômage, le développement du travail précaire. Ce défaut d'encadrement a été d'autant plus préjudiciable qu'il a coïncidé avec une dégradation générale des condi-

tions d'existence des catégories du salariat populaire, victimes de la crise économique et des politiques néo-libérales, en les privant des moyens organisationnels de défendre leurs intérêts les plus immédiats. Dans ces conditions, faut-il s'étonner qu'un nombre grandissant de membres de ces catégories, s'abandonnant au désespoir et au ressentiment, se mettent à la recherche de « boucs émissaires » et d'« homme providentiel » ? C'est précisément ce qui a eu lieu en France sous l'espèce du Front national.

## LA CRISE DE L'ETAT-NATION

La base sociale du FN est très hétérogène. La question se pose donc de savoir comment cette formation parvient à l'unifier en un mouvement politique. Cette question nous conduit à scruter de près l'idéologie de cette formation. Deux thèmes majeurs la dominent : d'une part, un nationalisme teinté de xénophobie et de racisme ; d'autre part la représentation angoissée d'une décadence générale de la civilisation. Pour comprendre comment une pareille idéologie crépusculaire peut prendre sur la base sociale du FN et en assurer la cohésion, il va falloir nous pencher sur deux nouvelles crises, s'ajoutant aux deux précédentes.

En premier lieu, la crise de l'Etat-nation. A titre de cause essentielle, on retrouve une fois de plus le processus d'internationalisation puis de transnationalisation de l'économie. Car ce processus tend à la dissolution voire à la destruction des différents aspects constitutifs des unités nationales [4].

En premier lieu, il remet en question la cohérence et l'autonomie des économies nationales, dans le mouve-

ment même où il développe leur dépendance réciproque. Cela est sans doute d'autant plus vrai que la situation d'un pays est moins favorable au sein de la division internationale du travail. Mais aucun pays n'échappe aujourd'hui à ce processus d'extraversion de son économie.

Dans cette mesure même, comme j'ai déjà eu l'occasion de le rappeler, chaque État national a vu, en second lieu, s'affaiblir sa capacité de réguler son économie et plus largement son organisation sociale. Plus précisément, sous l'effet du processus d'internationalisation, l'appareil d'État s'est redéployé à trois niveaux :

▮ D'une part, il a été contraint de renoncer plus ou moins à différents attributs traditionnels de sa souveraineté. La chose est aujourd'hui évidente au sein de l'Union Européenne : lentement mais sûrement on assiste à l'édification d'un proto-Etat fédéral européen exigeant de pareils abandons de souveraineté de la part des différents vieux États européens parties prenantes du processus d'intégration. Car, dans le contexte de la transnationalisation de l'économie, c'est le seul moyen de reconstituer un cadre institutionnel dans lequel on puisse espérer réguler à nouveau le développement économique et social. A quoi s'ajoute l'autonomie grandissante des institutions du capital financier transnational, le FMI et la Banque Mondiale, dont la tutelle s'exerce désormais sur l'ensemble des États de la planète, bien que très inégalement.

▮ D'autre part, et simultanément, chacun de ces États a aussi été contraint de faire sous-traiter différentes tâches et missions, notamment dans le cadre de sa politique sociale (éducation et formation, santé, aménagement du territoire, etc.), par les autorités et administrations

régionales ou locales, dont les pouvoirs et compétences se sont ainsi renforcés et étendus un peu partout. C'est là encore une conséquence de l'internationalisation, qui aura aggravé les inégalités de développement entre les régions et les « pays », autre facteur de remise en cause de l'unité nationale.

En pris en sandwich entre des institutions internationales et supranationales dont l'autonomie et l'autorité se renforcent et des pouvoirs locaux et régionaux aux compétences étendues, l'État national (ou ce qu'il en reste) n'en est pas moins sommé de continuer à assurer l'unité et la cohésion nationales, alors même que les moyens de celles-ci (notamment la régulation de l'activité économique et sociale) lui font de plus en plus défaut. Une tâche qui, par conséquent, est de plus en plus impossible à remplir.

En dernier lieu enfin, le processus de transnationalisation aura aussi mis à mal les différentes cultures nationales. D'une part en les soumettant au rouleau compresseur d'une « culture de masse » au rabais, diffusée par des moyens de communication de masse au rayon d'action proprement planétaire, conduisant à l'homogénéisation des modes de vie et de pensée ; d'autre part en les faisant éclater en une mosaïque de subcultures à base régionale, ethnique ou religieuse, revendiquant chacune son identité propre.

C'est ainsi l'ensemble des éléments matériels, institutionnels et culturels des unités nationales qui sont ébranlés par le processus de transnationalisation des économies. Les différents mouvements nationalistes qui se sont affirmés en Europe au cours de ces dernières années, dont le FN en France, sont des réactions immédiates à cette crise de l'État dans sa

forme nationale. Leur principe commun est de réaffirmer que l'État-nation fournit, aujourd'hui comme hier, le seul cadre matériel, juridique et symbolique à l'intérieur duquel une communauté politique est viable. Aussi ce cadre leur apparaît-il comme intangible, et toute atteinte qui lui est portée est pour eux une menace mortelle. Leur nationalisme se mue alors volontiers en xénophobie et en racisme, en s'en prenant en particulier aux populations immigrées.

Une pareille idéologie ne peut que rencontrer un écho particulier au sein des différentes catégories qui constituent la base sociale du FN. Ces catégories sont en effet devenues incapables d'améliorer ou simplement de maintenir leur situation sociale par la lutte collective, professionnelle, syndicale ou politique ; de ce fait, leur conscience en tant que catégorie sociale et a fortiori leur conscience de classe se trouvent affaiblies. Certains de leurs membres peuvent sans doute encore espérer s'en sortir par eux-mêmes et gagner de ce fait une identité individuelle, voire individualiste, forte. Mais tous les autres, qui sont la majorité, n'ont d'autre alternative que d'en appeler à la réaffirmation autoritaire de l'État national pour ne pas être sacrifiés sur l'autel de la transnationalisation. En un mot, il ne leur reste plus d'autre identité que nationaliste. En quelque sorte, l'identité nationaliste est la seule identité qui reste quand toutes les autres (individuelles, familiales, professionnelles, de classe) ont été compromises ou perdues. C'est le type même des identités résiduelles et réactives à la fois.

Ainsi apparaît une des contradictions majeures de notre époque. Le processus de transnationalisation de l'économie, dans le mouvement même par lequel il remet en cause les

différentes identités nationales, crée en même temps des conditions favorables à l'affirmation de mouvements nationalistes. Et ces mouvements sont d'autant plus dangereux que précisément ils vont à contre-courant du mouvement historique-mondial actuel ; car ils sont alors inévitablement conduits à recourir à la violence pour soumettre à leurs principes une réalité qui les dément et les dépasse sans cesse.

## LA CRISE DU SENS

En plus de son nationalisme, le discours du FN charrie une autre thématique : l'image apocalyptique d'une société en pleine décadence, où tout irait de mal en pis. Si cette thématique a prise sur certains esprits, c'est qu'une dernière crise affecte profondément les sociétés européennes contemporaines. On parle à son sujet généralement de « crise culturelle » ou de « crise de civilisation » ou encore de « crise des valeurs ». Je préfère pour ma part parler de crise du sens.

Il s'agit en effet de la difficulté grandissante, qui caractérise les sociétés contemporaines, soumises de manière de plus en plus étroite au mode capitaliste de production, de produire et de maintenir un ordre symbolique cohérent et stable. J'entends par ordre symbolique un système d'idées, de normes et de valeurs (logiques, morales, politiques, religieuses, esthétiques), communes à l'ensemble des membres d'une société donnée ; et qui constituent la condition indispensable de la construction des identités aussi bien individuelles que collectives, partant de la communication entre les individus et les groupes, ainsi que de leur participation à l'activité sociale. En un mot, la condition qui leur permet

de donner sens à leur existence. Cette crise ne date pas d'hier. De bons esprits (notamment Nietzsche) la diagnostiquaient déjà à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Elle tient en fait à quelques-uns des processus constitutifs des sociétés capitalistes, notamment à la subordination en leur sein de l'ensemble des rapports sociaux et des pratiques sociales aux exigences des rapports marchands ; ainsi qu'à l'individualisme grandissant, lui-même lié à la toute puissance des rapports marchands. Les effets de cette crise étaient encore supportables dans les années 1960 et jusqu'au début des années 1970 quand tout un chacun pouvait s'étourdir et se divertir en accédant aux charmes et leurres de la « société de consommation ». Mais avec le déclenchement et l'approfondissement de la crise économique, les effets destructeurs de la crise du sens allaient rapidement se renforcer.

Car cette crise n'est pas sans conséquences sur la psychologie de masse. Elle génère et diffuse tout d'abord un sentiment d'étrangeté, d'aliénation : dans un monde privé de sens et de repères, chacun finit par se sentir étranger non seulement au monde, mais encore aux autres et à soi-même. Ces mêmes conditions ne peuvent que générer, par conséquent, un sentiment d'insécurité, une peur diffuse, variante d'un sentiment d'abandon, avec le sentiment de culpabilité qui l'accompagne généralement [5]. A quoi s'ajoute une intolérance contre tout ce qui est ou qui paraît étranger, contre tout ce qui semble menacer ce qu'il reste d'identité propre.

Quand ces différents éléments se combinent avec l'impossibilité réelle d'améliorer sa situation sociale, avec le sentiment de sa propre impuissance pratique, alors prend forme une

attitude caractéristique de ressentiment, qui constitue à mon sens le fondement psychologique de toute adhésion à une idéologie autoritaire et réactionnaire. Cette attitude se définit par une sorte de rage contenue, de révolte passive, d'aigreur résultant de la rumination permanente de maux qu'on ressent d'autant plus douloureusement qu'on les sait injustes et qu'on se sait incapable d'y mettre fin. Attitude dans laquelle le sujet ne trouve de solution possible que dans la recherche de boucs émissaires, de coupables imaginaires sur lesquels se décharger de son agressivité et de sa culpabilité, faute de pouvoir s'en prendre aux responsables réels de la situation dans laquelle il vit. Ainsi que dans la recherche d'un salut providentiel, en la personne d'un chef charismatique propre à redonner espoir en promettant de châtier les coupables et de laver leurs affronts. On aura aisément reconnu les ressorts qu'actionne avec succès la démagogie lepéniste. Cette crise du sens affecte évidemment les individus de toutes les catégories sociales, mais inégalement. En particulier, elle trouve des conditions particulièrement favorables dans la situation des catégories dont l'avenir est (ou semble être) irrémédiablement bouché. Ce qui est précisément le cas, comme nous l'avons vu, des catégories qui constituent la base sociale du FN. Dans ces catégories, le ressentiment devient une substance véritablement explosive. La vision apocalyptique d'une société décadente, doublée de la désignation des coupables et des responsables de cette décadence, devient alors, auprès des membres de ces catégories, l'expression à la fois du désespoir douloureux et de la rage impuissante d'individus appartenant à des catégories en plein déclin, qui

se perçoivent comme des victimes sacrifiées à une modernisation qui les ignore en même temps qu'elle les écrase [6].

## COMMENT LUTTER

### CONTRE LE FN ?

Une première conséquence pratique de l'ensemble de l'analyse précédente est que le développement du FN pose un problème politique, au sens le plus fort du terme, et non pas un simple problème moral. Par conséquent, le condamner pour sa xénophobie ou son racisme ou le flétrir en rappelant les crimes dont le racisme et le fascisme se sont rendus coupables au cours de ce siècle est tout à fait insuffisant. Se contenter de s'opposer au FN par de pareils moyens revient à vouloir combattre la lèpre en agitant des clochettes autour des lépreux : si cela prévient qu'il y a là une maladie infectieuse grave, en en freinant à la rigueur le développement épidémique, cela ne permet nullement de l'éradiquer.

Si l'on veut se proposer d'affronter sérieusement le problème que pose le développement du FN, il faut trouver des solutions aux différentes crises précédentes. Les propositions qui suivent vont dans ce sens ; elles n'ont pas cependant la prétention d'être exhaustives.

En premier lieu, il faut s'attaquer au chômage et à la précarité professionnelle, facteurs de misère matérielle, relationnelle et psychologique. Or, d'une part, il est totalement illusoire d'attendre d'un hypothétique retour de la croissance la résorption du chômage : c'est faire fi de la donnée fondamentale actuelle que sont les gains de productivité croissants qu'engendre l'automation des procès de travail, dans les services comme dans l'industrie. D'autre part, il faut

rompre avec le dogme néo-libéral qui ne voit dans le chômage qu'un déséquilibre du marché du travail qu'une baisse du coût du travail devrait rééquilibrer : toutes les mesures prises en ce sens depuis des années, en France comme ailleurs, n'ont qu'aggravé le mal qu'elles prétendaient soigner. Pour s'attaquer à la fameuse « fracture sociale », c'est une toute autre politique qu'il s'agit de poursuivre fondée sur :

▮ Une réduction massive et générale de la durée du travail, à la mesure des gains de productivité déjà réalisés et encore potentiels. Le mot d'ordre ne peut être ici que : « travailler moins pour pouvoir travailler tous et vivre mieux ». Ce qui implique d'accompagner la réduction du temps de travail de la création d'emplois ; et ce qui exclut d'en faire un simple moyen d'accroître la flexibilité des horaires, comme cela a été le cas avec les lois Aubry.

▮ Une vaste redistribution des revenus, doublée de la réduction de leurs inégalités. Pour financer cette politique de réduction du temps de travail, notamment sous la forme d'une socialisation accrue du salaire, il faudra sans doute écraser la hiérarchie des salaires, particulièrement ouverte en France, mais aussi et surtout s'en prendre aux revenus de la propriété (notamment ceux générés par les placements financiers) qui ont connu des progressions considérables au cours de ces dernières années.

A ceux qui objecteraient qu'une telle politique supposerait une coordination étroite entre les différents gouvernements de l'Union Européenne, nous ferons remarquer qu'une telle coordination existe déjà, qu'elle est d'ailleurs exigée par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, qu'il s'agit simplement de lui donner un

autre contenu et une autre orientation.

En second lieu, pour mettre fin à la crise de l'Etat-nation, qui renforce toutes les tendances autoritaires au sein de l'espace public, il s'agit d'abord de développer la pratique et la culture démocratiques. Cela implique notamment :

▮ Une démocratisation des institutions étatiques et civiles actuelles, en tout premier lieu des institutions européennes : par exemple une extension des pouvoirs et des compétences du Parlement Européen, de manière à le transformer en une assemblée véritablement législative et de placer la Commission de Bruxelles sous son contrôle. Car si la construction européenne se poursuit dans le déni des exigences les plus élémentaires de la démocratie représentative, comment s'étonner qu'elle donne lieu à des réactions de rejet de caractère nationaliste ?

▮ De même, la construction européenne doit permettre de combler le déficit démocratique et social qui s'est creusé, ces dernières années, au sein de chacun des États européens. En particulier en leur permettant, par l'intermédiaire d'une Union Européenne forte, de reconquérir des moyens de contrôle de la dynamique économique, de sorte que celle-ci ne produise plus des dégâts sociaux inacceptables. Car l'angoisse et le ressentiment dont se nourrit l'extrême droite résultent également du sentiment que l'État est devenu infidèle aux exigences les plus essentielles de la démocratie, qu'en l'occurrence il ne défend plus l'intérêt général et qu'il est prêt à abandonner une part grandissante de la population dans le malheur.

▮ Enfin il faut également développer la démocratie directe à travers des pratiques et des structures « alterna-

tives » conçues comme autant d'éléments de contre-pouvoir face aux institutions officielles, aussi bien civiles (par exemple les entreprises) qu'étatiques (les administrations).

Ce n'est qu'à travers une telle pratique démocratique à la fois étendue et approfondie que l'on pourra espérer délégitimer l'extrémisme de droite, de manière à le marginaliser politiquement.

En troisième lieu, il faut répondre à la crise de l'identité nationale, à deux niveaux à la fois.

▮ D'une part, par une nouvelle extension de la citoyenneté : dans un monde de plus en plus ouvert, la nationalité ne peut plus être la condition de la citoyenneté. Cette dernière doit être ouverte, avec tous les droits afférents, y compris le droit de vote à toutes les élections, à toute personne qui vit et travaille régulièrement depuis un certain temps (un an ? trois ans ? cinq ans ?) en France, quelles que soient son origine nationale et son appartenance ethnique ou religieuse. A ceux qui crient à l'atteinte à la souveraineté nationale, rappelons que cette disposition était comprise dans la Constitution montagnarde de 1793... Serions-nous devenus moins démocrates que nos « pères fondateurs » ?

▮ D'autre part, en répondant au besoin d'appartenance communautaire, sans quoi ce besoin cherchera à se satisfaire dans un nationalisme xénophobe ou par des replis communautaristes. On peut y parvenir par deux moyens différents : en premier lieu, par un renforcement de la protection sociale, couplée avec la politique de résorption du chômage précédemment évoquée ; en second lieu, par la construction (ou reconstruction) de solidarités locales, dans les villages, les quartiers, notamment les banlieues, impliquant l'extension

de l'activité des associations, des syndicats, des partis politiques, en liaison avec les pouvoirs locaux et régionaux.

Enfin, pour s'en prendre à la crise du sens, une « révolution culturelle » s'impose. Le FN est aujourd'hui le seul parti politique qui propose une utopie, une utopie noire, mais une utopie tout de même. Il est le seul parti à promettre à ses électeurs des lendemains qui chanteront, à les faire rêver, même si ce « rêve » a tout lieu d'être considéré comme un cauchemar. Cela nous lance le défi de réinventer une utopie émancipatrice, une utopie capable de redonner sens non seulement au combat politique mais aussi aux gestes et actes les plus simples de la vie quotidienne. Cette utopie se doit de recueillir et de faire fructifier l'héritage de l'humanisme classique, tout en lui permettant de dépasser ses limites idéologiques, notamment dans deux directions :

▮ Il faut en finir avec la croyance en la toute-puissance de l'humanité face à la nature, et se pénétrer de la conscience des limites que lui impose sa dépendance écologique.

▮ Il faut de même en finir avec l'euro-péocentrisme et affirmer au contraire la richesse de l'essentielle diversité culturelle de l'humanité, pour instituer les conditions d'un dialogue entre les civilisations qui doit permettre à chacune de dépasser ses limites propres.

Depuis plus de vingt ans maintenant, on assiste en France à la répétition du même scénario. Les majorités politiques, alternativement de droite ou de gauche, sont régulièrement défaites, du fait du mécontentement que provoque la mise en œuvre de politiques néo-libérales, aux effets sociaux mais aussi mentaux désastreux. Tandis que l'extrême droite ca-

pitalise progressivement le mécontentement qui s'étend et s'approfondit de la sorte. Sur la base d'une pareille dynamique infernale, on peut pronostiquer sans avoir trop de crainte de se tromper que, quelle que soit celle des coalitions de droite ou de gauche qui remportera les prochaines élections législatives, sa politique néo-libérale créera des conditions qui permettront dans cinq ans à l'extrême droite de se retrouver à près de 25 % !

Sortir de ce scénario catastrophe, qui voit la droite et la gauche alterner au pouvoir pour pratiquer, à des détails près, la même politique néo-libérale aux accents de plus en plus sécuritaires, pour le plus grand bénéfice de la classe dominante sur le plan socio-économique et de l'extrême droite sur le plan politique et symbolique, suppose la lente et patiente reconstruction d'un mouvement social d'orientation nettement antilibéral, aussi anticapitaliste que possible, capable de rendre crédible, et d'abord par les luttes sociales auxquelles il participerait ou qu'il serait capable d'animer, une perspective politique alternative de celles imposées par les forces d'orientation néo-libérale comme à celles proposées par l'extrême droite. Dans l'immédiat, il est de la responsabilité de tous les mouvements et organisations, qui ne se reconnaissent pas ou plus dans la fausse gauche néo-libérale qui vient d'être défaite et qui défendent des propositions anticapitalistes, de commencer ou recommencer à travailler ensemble, de manière à inscrire à terme le plus rapproché possible la réalisation d'un pareil mouvement dans le champ du possible.

Notes

1- Je me contenterai de résumer dans cet article quelques-unes des thèses que j'ai eu l'occasion de développer dans deux ouvrages : *Le Spectre de l'extrême droite. Les Français dans le miroir du Front national*, Éditions de l'Atelier, 1998 ; *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*, Editions Page deux, 1999.

2- Pour une analyse à chaud de cette démission historique de la gauche gouvernementale au début des années 1980, je renvoie à *La Farce tranquille*, Spartacus, 1986

3- Pour un développement des analyses sur ce point, cf. *Du Grand Soir à l'alternative. Le mouvement ouvrier européen en crise*, Éditions Ouvrières (Éditions de l'Atelier), 1991.

4- Là encore, je suis contraint de condenser en les simplifiant des analyses développées dans *Le Crépuscule des Etats-nations*, Page deux, 2000.

5- On tient là la racine du fameux sentiment d'insécurité dont toutes les enquêtes sociologiques montrent qu'il est largement déconnecté des facteurs objectifs d'insécurité : risque de perte d'emploi, risque de déclassement social, risque d'exposition aux agressions contre les biens et les personnes.

6- La place me manque ici pour discuter la question de la nature fasciste ou non du Front national. A mon sens, le FN, pas plus que les autres mouvements politiques d'extrême droite qui ont percé au cours des deux dernières décennies en Europe (l'Alleanza Nazionale et la Liga nord en Italie, le FPÖ en Autriche, le Vlaams Blok dans les Flandres belges, le Dansk Folkeparti au Danemark, etc.), ne sont des formations fascistes au sens propre du terme. Je renvoie pour l'argumentation de cette thèse au chapitre 6 de *Le Spectre de l'extrême droite*, op. cit.

Carré rouge a publié ce tract au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle, et l'a distribué dans la manifestation du 1er mai.

# Débattre, clarifier, faire l'unité, agir...

La situation politique qui résulte du premier tour des élections présidentielles du 21 avril pose aux militant(e)s politiques, syndicaux et associatifs des problèmes inédits. C'est particulièrement vrai pour les militant(e)s des organisations trotskistes vers lesquelles près de trois millions de voix se sont portées dimanche. Toutes et tous ressentent le besoin de discuter dans la recherche urgente des conditions de l'action commune.

## DERRIERE L'INDIGNATION ET LA COLERE, UNE DISPONIBILITÉ POLITIQUE PROFONDE

Les manifestations et les rassemblements qui se succèdent tous les jours, dans les centres-villes comme dans les quartiers, qui rassemblent à chaque fois des centaines de milliers de jeunes au plan national, et ce depuis l'annonce des résultats dimanche dernier, expriment une indignation, une colère très fortes. Elles sont fondées. Il est effectivement insupportable que le second tour mette face à face « l'escroc » et « le facho ». Il est insupportable de constater que Le Pen se voit accorder des heures d'antenne sur les télévisions pour y faire sa propagande, y distiller le venin de ses idées haineuses. Il est insupportable que cela ait lieu au nom du « respect de la loi », celle du second tour d'un scrutin au caractère profondément antidémocratique, puisque ne peuvent s'y affronter que

deux candidats, indépendamment du nombre de votants qu'ils représentent. Il est insupportable de se trouver exclu politiquement du vote (dans le cas présent, pour plus de 60 % des suffrages exprimés le 21 avril et pour près de 70 % du corps électoral) sauf sous la forme du « choix » qui leur est laissé de voter « escroc » plutôt que « facho ».

Il est insupportable de penser que c'est de l'issue de ce simulacre électoral entre le candidat de la droite et celui de l'extrême droite, que devraient dépendre les conditions d'existence (leur travail, leurs retraites, etc.) de millions de salariés, ainsi que l'avenir de la jeunesse.

Mais ce n'est pas seulement la colère qui s'exprime. C'est aussi une demande politique ; elle est une composante essentielle de la situation et prolonge certains éléments essentiels des résultats de dimanche : Les manifestations et les rassemblements expriment un immense potentiel de mobilisation « par en bas », dont l'ampleur inquiète déjà ceux qui portent la responsabilité directe du vote pour le FN.

Pour bloquer cette demande politique, on voudrait maintenant enserrer la mobilisation dans le carcan d'un « pacte républicain » et de « l'anti-fascisme ». Celui-ci serait aussi factice et mou que les nombreux « consensus » des dernières années. Il serait un nœud coulant pour les salariés et les jeunes. L'objectif de ceux qui ont créé les conditions du vote Le Pen est maintenant de donner comme seul débouché à

l'indignation et à l'énergie de ceux qui ont toujours combattu le FN un vote le 5 mai pour Chirac, présenté comme le seul horizon.

Ainsi, alors que le vote du 1er tour a manifesté un refus sans appel de la politique du capitalisme mondialisé, qu'elle soit portée par Chirac/Juppé ou par la Gauche plurielle, il s'agit de culpabiliser ceux qui ont manifesté ce refus, de museler les aspirations au changement anti-capitaliste d'une très large fraction de ceux qui manifestent, de leur faire porter la responsabilité de la présence de Le Pen au 2<sup>e</sup> tour. Il s'agit surtout de les contraindre à voter pour le dernier candidat en lice du MEDEF : J. Chirac. (C'est comme si, en Italie, on avait appelé à voter Berlusconi pour arrêter le néo-fasciste Fini et le xénophobe Bossi !)

## EMPECHER QUE SOIENT OCCULTÉES LES DIMENSIONS RADICALES DU VOTE DU 21 AVRIL

Le vote du 21 avril a infligé une sanction contre ceux, au Parti socialiste et dans la gauche plurielle, qui ont décidé que Lionel Jospin se présenterait avec un programme, dont il a bien précisé qu'il n'était pas socialiste, mais « moderne ». Après avoir privatisé, instauré la flexibilité à l'occasion des lois Aubry sur les 35 heures, confirmé la mise en œuvre du PARE, Lionel Jospin a défendu, sur les re-

traites, sur la réforme de l'État, sur la baisse des charges des entreprises, sur la privatisation par étapes de la Sécurité sociale, sur la priorité au « sécuritaire », les mêmes objectifs que Chirac. Ce sont ceux du MEDEF. Par deux fois, la démarche de Lionel Jospin a reçu, au même titre que celle de Jacques Chirac, le satisfecit d'Antoine Seillière (« le MEDEF ne labélisera aucun candidat »). Ce qui a été sanctionné dimanche est aussi le fait que, « unis » ou « pluriels », le PS et le PCF, flanqués ou non des Verts, ont, depuis vingt ans, gouverné en « alternance » ou en « cohabitation » avec le RPR et l'UDF. Ils ont présidé, impulsé des contre-réformes capitalistes, des attaques anti-ouvrières. Ils sont même devenus plus efficaces, plus performants que le RPR, l'UDF... Ils ont fait le choix de l'ordre capitaliste et impérialiste et ont renoncé à tout projet de transformation sociale. L'immense majorité de leurs militants, mais aussi des salariés qui votaient pour eux l'a compris. Le PS retrouve son niveau de voix de 1969, avant le congrès d'Épinay. Le PCF, avec ses 3,4 %, a bien montré ce qu'il est : un appareil squelettique, peuplé de gens totalement démoralisés. Incapable de se dégager du stalinisme autrement qu'en épousant la « modernité » capitaliste pour « l'humaniser », le PCF s'est fait l'agent des privatisations et le bouclier du gouvernement Jospin.

Pendant des années, le même piège a été utilisé : « Vous n'êtes pas satisfaits de notre gestion, mais votez pour nous aux élections, sinon, ce sera le retour de la Droite ! » Longtemps, ce chantage a permis d'étouffer ou de bloquer les luttes de résistance des salariés et des jeunes. Pourtant, et de plus en plus massivement, cette résistance est parvenue

à s'exprimer, au point de chasser les ministres Allègre et Sautter. Le nombre de journées de grève n'a cessé de s'élever. Elle s'est de plus en plus conjugée aux mobilisations antimondialisation capitaliste (Gênes, Barcelone, etc.). Cette résistance vient de trouver une expression sur le terrain électoral. Des millions de travailleurs et de jeunes se sont dégagés du chantage. Ils ne se sont pas trompés (comme on ose le leur dire aujourd'hui). Oui, Jospin et Chirac ont défendu le même programme dans ces élections. Oui, le gouvernement Jospin et toutes ses composantes portent seuls la responsabilité de leur propre débâcle. Ils portent seuls la responsabilité de la montée (en pourcentage seulement !) du FN, ce produit monstrueux du machiavélisme mitterrandien, destiné à renforcer le chantage politique contre toute résistance, et à sauver les élus PS déjà menacés par l'abstention dans les années quatre-vingt.

L'expression la plus positive de ce refus, nous la trouvons dans le vote pour les organisations trotskistes. Ce n'est pas une affaire secondaire ou anecdotique que presque trois millions de voix (2 965 535 très exactement), représentant 10,4 % des votants, se soient portées sur les candidats de Lutte Ouvrière et de la LCR, avec un petit complément pour celui du PT. Ce vote est partie intégrante de la situation politique. Ces voix ne sont pas un simple « vote sanction ». Ce sont des voix qui sont tournées dans leur écrasante majorité vers l'avenir, des voix qui expriment dans un cadre très difficile une attente et une disponibilité pour l'action dans un sens anti-capitaliste. Il n'est pas surprenant que, depuis le 21 avril, tout soit fait pour que ce résultat-là soit effacé, nié, oublié. Dans ce

contexte, le bon résultat du candidat de la LCR (4,3 %), rééquilibre le poids électoral et donc les rapports politiques au sein de l'extrême gauche, et doit l'aider à jouer le rôle positif que la situation exige. D'autres salariés et jeunes ont exprimé leur rejet du PS et du PCF par l'abstention ou les votes blancs et nuls. Le record historique de l'abstention pour un premier tour de présidentielles s'est fait surtout aux dépens des candidats de ces deux partis, de la part de gens qui avaient toujours voté pour eux. Ces abstentionnistes ne sont pas des électeurs « passifs », mais des femmes et des hommes actifs dans la vie associative et le combat social.

LA SEULE ISSUE :  
SE PRÉPARER À DÉFAIRE  
DANS LA LUTTE  
DES CLASSES LE SECOND  
CANDIDAT DU MEDEF,  
JACQUES CHIRAC

Si l'on veut répondre au vote Le Pen, à la frustration et à la haine raciste dont elle est l'un des fondements, il faut se fixer comme objectif de défaire par les moyens de la lutte des classes Jacques Chirac, l'autre « grand candidat » porteur dans ces élections du programme du MEDEF. Tout le monde s'accorde pour dire qu'au cœur de la crise qui frappe notre société, on trouve d'abord le chômage de masse, « l'insécurité » (dont la première forme est celle de la précarité de l'emploi), la peur de « l'autre », qui se focalise en peur de « l'étranger » et de ses enfants, même s'ils sont français. La solution à ces problèmes ne peut pas se faire par le truchement d'un front « anti-fasciste » aux côtés de ceux qui ont



creusé le lit du FN et qui défendent plus que jamais (voir les pages Débats ou Rebonds des grands quotidiens), « l'adaptation nécessaire de la France à son temps », en clair la mise en œuvre des changements exigés par la mondialisation capitaliste.

Le vote Le Pen est un signal, un signal très grave, qu'il faut prendre au sérieux. Mais il faut savoir l'interpréter et trouver la réponse là où elle se trouve vraiment. Sur le terrain de la précarité et de la paupérisation des régions et des quartiers les plus frappés par le chômage et dans la mobilisation contre une politique qui va les aggraver encore plus. La solution aux problèmes que Le Pen et le FN exploitent honteusement suppose que soit engagé le travail de préparation politique avec les salarié(e)s, les chômeurs et la jeunesse. Elle suppose qu'ils se mettent en ordre de combat face à la menace tangible de mesures sur les retraites et même sur le temps de travail (maintenant que la flexibilité a été rendue au patronat) qui seront d'une ampleur analogue à la loi Juppé sur la sécurité sociale de 1995. (Ces mesures sont d'autant plus annoncées que Chirac et Jospin les ont entérinées lors du récent sommet européen de Barcelone)

La solution aux problèmes exploités par Le Pen se trouve dans la mise en élaboration d'un programme qui inclurait des éléments comme la réappropriation sociale de l'ensemble des services publics, qui ont été soumis à la gestion financiarisée avant d'être privatisés (en y incluant les médias et le service de l'eau) ; la ré-étatisation du secteur financier ; la transformation radicale de la fiscalité. C'est en commençant à répondre sur des questions telles que celles-ci et bien d'autres encore et en engageant le

combat contre le nouveau train de mesures préconisées par le MEDEF, que le combat contre la « lepénisation des esprits » se fera le plus efficacement.

La réponse à la propagande lepéniste suppose que, sur des questions aussi essentielles que celle de l'Europe, les mobilisations et les affrontements de Gênes et de Barcelone soient traduits en forme de perspective programmatique. L'actuelle Union européenne, partenaire zélée des États-Unis dans la guerre comme dans la libéralisation et la déréglementation, ne peut provoquer que rejet.

Le combat contre le pouvoir capitaliste ne peut se mener sans être relié aux combats des salariés immigrés et des exploités des pays les plus proches, à commencer par ceux du Maghreb et de l'Afrique. Seule une Europe des travailleurs et de la jeunesse peut leur tendre la main, dans une alliance contre la mondialisation impulsée au compte du capital financier. Adossé à cette perspective il devient plus facile de mobiliser sur la question de l'immigration, du « tout sécuritaire », du combat contre la « fabrique de la haine ».

**UNITÉ D'ACTION  
DES ORGANISATIONS  
ET RASSEMBLEMENT  
DES FORCES  
DU MOUVEMENT SOCIAL**

L'unité d'action des organisations trotskistes est une nécessité maintenant posée de façon immédiate. Elle l'est, notamment, dès les élections législatives de juin. Des rendez-vous ont été pris entre la LCR et LO. Les militants « encartés », mais au delà tous ceux et toutes celles qui leur ont

donné leurs voix, ont le droit et le devoir d'exiger que les réunions annoncées débouchent sur des accords qui permettent à cette fraction (10,4 %) des électeurs (et à tant d'abstentionnistes du 21 avril) d'intervenir positivement dans les élections législatives. Il faut faire de ces élections un point d'appui dans la préparation des combats inévitables qui suivront.

Les directions des organisations vont se réunir. Sans préjuger de ce qu'elles décideront, il nous semble extrêmement souhaitable qu'elles proposent que des candidats unitaires anticapitalistes, y compris du mouvement associatif, puissent être élus démocratiquement par circonscriptions dans des assemblées ouvertes de travailleurs et de jeunes, qui en préciseront également le programme. Il revient aux trois organisations d'extrême gauche, mais aussi aux courants de gauche issus du PCF (notamment les Rouges Vifs et la Gauche Communiste du PCF), comme aux membres voire aux élus du PCF, du PS, des Verts, qui tourneraient publiquement le dos à l'orientation précédente et se situeraient dans le camp des exploités et des opprimés, comme aux militants du mouvement social plus largement, de travailler en commun dans cette voie.

Ainsi, il pourrait être possible d'élire des députés qui défendraient les intérêts des travailleurs et qui seraient un point d'appui pour le développement de leurs luttes. Ainsi, en tout état de cause, des pas importants seraient réalisés dans le rassemblement et la centralisation des forces politiques du monde du travail. Et nous aurions fait un pas immense dans la préparation politique des affrontements inévitables qui attendent les salariés et la jeunesse.

Le numéro 26/27 de la revue Agone est tout entier consacré à un thème, « revenir aux luttes », et ce numéro s'ouvre sur l'article de Franck Poupeau. Nous le remercions (ainsi que Thierry Discepolo, rédacteur en chef de Agone) de nous avoir permis de reproduire ici son article. Cette publication a valeur pour nous d'acte de solidarité avec les éditions Agone, dont tout le stock a été détruit en même temps que celui des autres éditeurs hébergés par Les Belles Lettres (voir dans ce numéro). Elle est une invitation à commander sans tarder ce numéro d'Agone, en cours de réimpression. Mais l'article de Franck Poupeau présente en soi un très grand intérêt. L'analyse qu'il nous propose du fonctionnement de la « contestation » éclaire d'une lumière particulière un phénomène que nous ne pouvons passer sous silence, sous peine de payer très cher à l'avenir ce « refoulement » : comment a-t-il pu se faire que quasiment tous les « représentants » du « mouvement social » aient appelé à voter Chirac (ou à faire barrage à Le Pen dans les urnes...). Les outils de la sociologie, maniés rigoureusement et surtout sans complaisance par Franck Poupeau, peuvent nous aider à le comprendre.

## Revenir aux luttes Éléments pour une critique de la contestation

Nous autres, nous nous éloignons de la masse : entre nous et la masse se forme un écran de quiproquos, de malentendus, de jeu verbal compliqué. Nous finirons par apparaître comme des gens qui veulent conserver leur place.

Antonio Gramsci

**R**evenir aux luttes et douter de la bonne santé de la contestation renaissante, telles sont les évidences qui se sont imposées pendant que s'élaborait ce dossier [1]. Pourtant, la contestation de la politique néolibérale de globalisation paraissait plus forte que jamais après les spectaculaires – et tragiques –

manifestations de Gênes, point culminant d'une internationalisation des résistances, de Québec à Göteborg, de Barcelone au Chiapas et à Porto Alegre. Il nous semblait cependant que, pris dans la spirale de la médiatisation, ce mouvement n'était pas aussi fort que le laissait croire le discours triomphaliste de ses porte-parole mandatés ou auto-désignés. D'autre part, les luttes locales, au cœur du monde du travail, paraissaient plus que jamais disqualifiées comme « ringardes ». D'abord discréditées par le succès de la propagation de la dépolitisation néolibérale depuis les années 1980, elles pre-

naient ensuite un autre « coup de vieux » avec la visibilité croissante d'une contestation internationaliste dont les protagonistes les plus médiatisés apparaissaient à l'écart des formes traditionnelles de syndicalisme ouvrier : militants associatifs investis principalement dans les combats pour les « sans », jeunes activistes développant la « contre-culture marchande » comme style de vie, membres d'organisation non-gouvernementales (ONG) ou de collectifs agissant sur des thèmes aussi divers que l'annulation de la dette ou la taxation des profits financiers.

Toute cette agitation fut emportée par les événements du 11 septembre 2001 à New York. Trop dépendante des médias pour exister sans eux dès lors qu'ils avaient trouvé un autre sujet d'importance « planétaire », la contestation « antimondialisation » laissait apparaître ses faiblesses : celle de ses moyens de diffusion, qui n'ont pas permis de contrer l'assimilation de la contestation au terrorisme ; celle de l'implantation militante qui n'a pu diffuser la contestation au-delà des cercles habituellement mobilisés. Ce qui apparaissait quelques semaines plus tôt comme du « pessimisme » venait de prendre un air de réalisme.

Mais on ne connaît jamais vraiment la chanson et, à Porto Alegre en février 2002 comme ailleurs en d'autres temps, le discours triomphaliste reprit ses droits – sauf qu'il est, aujourd'hui, beaucoup moins relayé, ou que l'adversaire offre moins de prises : Davos n'est plus à Davos mais à New York, et le sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) au Qatar a bien été, en novembre 2001, le désert politique espéré par ses organisateurs.

Face à des modes de domination de plus en plus internationaux, il est évi-

dent que la résistance doit s'internationaliser – ce que la contestation de la politique libérale de « globalisation » a compris et mis en œuvre. Une telle internationalisation perd cependant toute sa force si elle reste dans le cercle enchanté de la visibilité publique, à la traîne des sommets officiels. Revenir aux luttes, c'est d'abord ancrer le combat dans le militantisme de terrain, c'est ensuite refuser d'accepter les termes du débat imposés par l'idéologie dominante. Et ces efforts sont vains s'ils ne s'accompagnent pas d'un diagnostic des problèmes actuels du champ militant qui ne se résume pas à la dépendance médiatique – plus effet que cause en l'occurrence.

## OPINION PUBLIQUE

### LOGIQUES D'APPAREILS

Le discours triomphaliste de certains animateurs de la contestation – qui ne s'est jamais exprimé avec autant de certitudes que lors des manifestations contre le G8 à Gênes en juillet 2001 [2], constitue le premier obstacle à une telle critique interne de la contestation. Ainsi cette mobilisation constituerait, selon l'un des responsables d'ATTAC, « un tournant très important », du fait des hésitations du G8, de l'ampleur des manifestations et de la répression ; le sigle choisi par une des instances organisatrices, le Genoa Social Forum, serait une filiation du World Social Forum de Porto Alegre, « généalogie certes courte mais riche de moments fondateurs », qui marquerait l'émergence d'une « nouvelle génération militante » dans le cadre d'une « volonté unitaire permanente, qui a permis au mouvement de s'élargir régulièrement » : « une autre mondialisation est en marche », en particulier de-

puis la « victoire de Seattle » [3]. De tels discours ont pour effet de rendre le mouvement social dépendant de l'opinion publique – comme l'a montré, parmi d'autres faux débats imposés par la diffusion médiatique dominante, la condamnation des formes d'action violentes des Black Blocs, identifiées à des « dégradations » d'anarchistes dont il sera, pour ses contempteurs, « difficile de se débarasser » [4]. Ce qui est en jeu pour ces militants réside moins dans les moyens d'action directe utilisés que dans les conséquences éventuelles sur le débat public vu au travers de l'image du mouvement dans les médias – comme l'explique clairement un dirigeant d'ATTAC lorsqu'il parle du risque d'un « décrochage du mouvement d'avec l'opinion publique » [5]. Le présupposé principal du discours triomphaliste et de son envers (la condamnation de l'action violente) réside dans la croyance que « le soutien qu'apporte l'opinion publique aux manifestants est une des clés de la réussite du mouvement » [6]. Il faudrait pour cela être « prêts à discuter avec tout le monde, car nous considérons que le débat démocratique a toute sa place » [7]. À travers la discussion publique et le dialogue avec les gouvernements, ce serait donc la « société civile » qui aurait sa « place autour de la table ». Voilà précisément ce que préconise Klaus Schwab, l'organisateur du Forum économique de Davos [8].

Au-delà de la cécité induite par ce discours triomphaliste, un discours critique sur la contestation se heurte à la tendance à l'institutionnalisation des organisations (partis, syndicats, associations) qui pousse à promouvoir le succès pour « entretenir la machine » – ce qui a pour effet de reproduire, dans le champ militant, la coupure entre les profanes et les

professionnels de la politique. Ainsi « en matière de politique comme en matière d'art, la dépossession du plus grand nombre est corrélative, ou même consécutive, de la concentration des moyens de production aux mains de professionnels, qui ne peuvent entrer avec quelque chance de succès dans le jeu proprement politique qu'à condition de posséder une compétence spécifique [9] ». Ces « lois d'airain de l'oligarchie » ne s'appliquent pas seulement aux partis politiques « traditionnels » : elles produisent une concentration du capital politique au sein même des organisations militantes, qui ne fait que s'accroître avec l'internationalisation des luttes. La constitution d'une véritable « jet set » de la contestation, qui va de manifestation en manifestation, n'est pas faite pour assurer le travail politique de mobilisation. Dans cette « antinomie du pouvoir révolutionnaire établi » – pour reprendre une expression de Bakounine – s'institue alors une division sociale du travail contestataire, qui trouve son principe dans l'inégale distribution du capital culturel et scolaire (comme la plus ou moins grande maîtrise de compétences linguistiques), permettant de bien s'exprimer en public ou d'écrire rapidement des textes – tracts, communiqués de presse ou pages d'analyse « à chaud ». Dans les pôles les plus en vue du champ militant, d'autres types de vertus entrent en jeu, et en particulier la détention d'un capital culturel permettant d'être sélectionné par les médias en leur fournissant un discours correspondant à leurs attentes [10]. Si la forme principale de capital militant est constituée par un savoir-faire organisationnel qui, de la prise de parole en assemblée générales à la capacité à organiser un rassemblement, une réunion ou à mobiliser

des « noms qui comptent », elle fait de l'ombre aux formes moins reconnues de ressources, qui constituent une sorte de capital social « exogène », à l'image du « radical chic » de certains artistes. À l'opposé de ces valeurs, les compétences spécifiques valorisées dans les milieux militants s'accompagnent de dispositions (comme le fait de « se mettre en danger », d'« y croire ») qui donnent une impression d'autonomie à ces milieux où le seul intérêt reconnu à agir est un « intérêt au désintéressement ». Pourtant cette forme d'investissement dans le jeu militant, qui s'incarne dans la figure mythifiée de ceux qui n'ont « rien à perdre » (sans-terres, sans-logis, victimes des dictatures, etc.) favorise en réalité, dans le quotidien des luttes politiques, ceux qui sont les plus aptes à se passer d'un intérêt matériel – et parfois vital – à adhérer au jeu.

#### UNE « DUPLICITE STRUCTURALE »

L'inégale distribution du capital militant redouble par l'effet d'imposition médiatique dont la logique privilégie le spectaculaire d'une lutte internationale, festive et bariolée (ou bien « noire » et « violente ») à l'« archaïsme » d'une lutte ouvrière du type Cellatex, Danone ou Moulinex [11]. Alors que les premiers, présentés comme « avant-garde de situation », sont les « porteurs d'espoir », les autres, « fossiles » d'un monde ouvrier voué à disparaître, sont décrits en « désespérés » auxquels tout avenir est refusé. Les principes sociaux de la division du travail contestataire renvoient ainsi à une hiérarchie des objets politiques : défendre son emploi à Cellatex paraît moins noble qu'exiger l'annulation de la dette du tiers-monde ou l'instauration

de la taxe Tobin.

L'institutionnalisation des mouvements sociaux engendre d'autres obstacles à la réception par les militants d'un discours critique sur la contestation parce qu'elle occulte dans la concurrence interne au champ militant. La lutte pour la direction et les bénéfices de la contestation induit par exemple une sélection des manifestations en fonction de l'investissement des groupes les plus structurés : tout comme certains partis politiques sont passés maîtres dans l'art du sabotage des manifestations qu'ils ne dirigent pas, le choix des manifestations internationales est soumis aux logiques d'alliances militantes. En choisissant et en désignant les porte-parole autorisés, les médias contribuent alors à constituer les événements et les forces politiques dignes d'intérêt. L'occultation médiatique du renouveau libertaire dans les luttes nationales et internationales est ainsi moins le produit d'une connivence entre journalistes et groupes politiques concurrents que la conséquence de l'ajustement des catégories d'analyse de leurs porte-parole aux attentes des médias dominants – comme le montre l'omniprésence médiatique de la LCR, dont les intellectuels militants ou militants intellectuels associés sont toujours les premiers interrogés dès qu'il faut, règles démocratiques obligent, donner la parole à un « mouvement social » dont la diversité importe peu. Ainsi la relation que les vendeurs professionnels de biens politiques entretiennent avec leurs clients médiatiques s'inscrit toujours plus ou moins consciemment dans la relation qu'ils entretiennent avec leurs « concurrents » dans le monde militant : « duplicité structurale » du discours politique qui « n'a rien d'intentionnel puisqu'elle résulte de la

dualité de l'univers de référence, les professionnels concurrents et les profanes » [12]. Les transformations induites par l'emprise des médias sur le monde militant font que les luttes internes ont tendance à s'effacer derrière les luttes pour la visibilité publique, source de nouvelles formes de capital symbolique.

L'institutionnalisation liée à la médiatisation n'a pas seulement pour effet de clôturer le monde militant sur lui-même, ses jeux et ses enjeux. Elle a pour principale conséquence de produire une confusion entre les moyens et les fins de la contestation ou, plus exactement de transformer les moyens en fins. Ce manque d'objectifs [13] ne peut qu'accentuer les logiques d'appareils : à la différence des luttes ouvrières du début du siècle, qui s'orientaient vers des idéaux de société alternatifs au système capitaliste (socialisme, collectivisme, etc.), le mouvement social se retrouve à invoquer un processus de « transformation sociale » d'autant plus obscurément verbal (« Un autre monde est possible ») qu'il oscille entre les vieilles recettes révolutionnaires et les mesures réformistes partielles. La fascination pour le discours prophétique résulte de cette exaltation mystique d'un mouvement imaginaire, véritable discours d'importance qui veut se donner une plus-value symbolique en tentant de rehausser la valeur de son objet [14] : attitude qui débouche sur un héroïsme de la résistance assez peu porté à analyser la réalité des mécanismes sociaux de domination. Cette transformation des moyens en fins a un corollaire : les mobilisations deviennent les seules fins et, faute de victoires effectives suffisamment nombreuses et diffusées contre les politiques néolibérales actuelles [15], on en vient à ne mesurer le succès qu'à

l'applaudimètre du nombre de manifestants et d'organisations présentes dans un collectif unitaire, ou à la portée médiatico-symbolique des rassemblements – comme l'illustre l'engouement pour le « carnavalesque ». La justification des rassemblements festifs réside dans leur existence même : créer des relations, produire des collectifs, regrouper les forces éparses. S'ils révèlent un « esprit contemporain de résistance au capitalisme » lorsqu'ils portent la dimension politique de Reclaim the streets [16], on peut cependant rester sceptique face à la théâtralisation à laquelle ils donnent lieu lorsqu'ils finissent par n'exister que pour leur répercussion dans les médias et, au bout du compte, justifier publiquement l'existence de l'appareil politique qui les anime.

C'est l'ambiguïté même de la lutte politique : un « combat pour des "idéas" et des "idéaux", [qui est] inséparablement un combat pour les pouvoirs et, qu'on le veuille ou non, des privilèges » ; une ambiguïté « au principe de la contradiction qui hante toutes les entreprises politiques aménagées en vue de la subversion de l'ordre établi : toutes les nécessités qui pèsent sur le monde social concourent à faire que la fonction de mobilisation, qui appelle la logique mécanique de l'appareil, tend à prendre le pas sur la fonction d'expression et de représentation, que revendiquent toutes les idéologies professionnelles des hommes d'appareil » [17]. Ainsi les mobilisations festives finissent-elles par perdre leur capacité à faire remonter les paroles « profanes » au niveau des « professionnels » de la politique, et à n'exister que dans la production collective d'une image narcissique d'elles-mêmes. L'écart croissant entre les actions symboliques et les

problèmes concrets, rencontrés et pris en charge par des organisations traditionnelles ou le secteur associatif, redouble alors celui qui existe entre les mouvements « anti-globalisation » et les luttes menées au niveau local. Ce que Naomi Klein a appelé la « Mc Protest » [18] ne fait qu'entériner la hiérarchie dominante des objets politiques où les luttes du travail (qui sont bien souvent des luttes pour le travail) sont disqualifiées comme « corporatives », « archaïques », « localistes » – et ce, bien souvent auprès des militants eux-mêmes, qui ne trouvent pas, dans l'état actuel du champ politique, les profits symboliques qui pourraient être, dans d'autres conditions, associés à ces combats.

## DES UNIVERS SÉPARÉS

Cet écart entre les profanes et les professionnels du militantisme, que révèle l'institutionnalisation de la contestation, ne fait que retraduire, sur un mode propre au champ militant, les logiques antagonistes des différentes catégories sociales qui contribuent à « faire la contestation » : militants, journalistes et « intellectuels » semblent en effet évoluer dans des univers séparés. Ce vide est entretenu par un certain nombre d'agents qui ont intérêt à l'entretenir parce que le fondement de leur capital symbolique et de leur position est d'appartenir un peu à ces trois domaines, et de transférer leurs ressources de l'un à l'autre. Vivant de cette séparation, ils contribuent à l'entretenir afin d'entretenir leur rôle d'entremetteur : intermédiaires intéressés, ils mettent à jour le manque d'un espace d'expression des conflits sociaux.

Mais les milieux militants ne se prêtent pas forcément à une telle

convergence : adhérents aux partis politiques, syndicalistes, militants associatifs inorganisés, ou militants intellectuels, tous ont déjà leurs lieux d'échange. Les périodiques syndicaux ou les bulletins n'ont du reste pas forcément cet objectif. Les publications contestataires se sont trop multipliées récemment pour réaliser cette ambition – mais pourquoi ne faudrait-il qu'un seul lieu d'expression ? Cette dissémination fournit au moins une garantie contre les situations de monopole de la représentation, toujours propices aux récupérations. Le problème vient plutôt des rapports entretenus par ces milieux militants avec l'université qui, tout comme le monde politique, restant fermée sur elle-même, ses intérêts, ses enjeux, est incapable d'investir ces espaces. La seule ouverture des chercheurs aux réalités sociales se fait souvent par le filtre des médias qui imposent leurs propres contraintes de production et de diffusion, mais aussi leurs propres catégories sociales de perception du monde social.

Les chercheurs, dont certains travaux pourraient être utiles aux militants, continuent pourtant de produire des articles et des livres destinés aux seuls chercheurs, dans une logique d'accumulation de capital académique. Pris par les charges administratives et les obligations liées à leur position dans le milieu universitaire, ils n'ont pas plus le temps de lire les papiers militants que de s'investir dans les luttes. Cette clôture, qui renforce l'illusion confortable de l'autonomie du champ intellectuel, impose de fait une idée réductrice de la recherche qui confond « neutralité axiologique » et « objectivité scientifique » [20]. Et de leur côté, les journalistes remplissent leurs colonnes journalières ou hebdomadaires sans

avoir le temps de lire les résultats des travaux de sciences sociales. Tandis que les militants produisent des textes dans leurs revues qui ne sont lues, bien souvent, que par d'autres militants ; la voix des salariés, des précaires et des « sans », confinée dans des publications que dédaignent chercheurs et journalistes, se trouve ainsi bannie des médias de masse. Il résulte de tout cela un profond sentiment d'incommunicabilité, même si les uns et les autres donnent l'impression de se rencontrer parfois : les journalistes interrogent à l'occasion les militants sur les « problèmes brûlants » de l'actualité ; les chercheurs interviewent les militants sur des « problèmes de fond » que leur position de retrait leur autorise à traiter ; les militants sollicitent les chercheurs pour signer des pétitions tandis que les journalistes font appel à eux pour expertiser les questions sociales ; les militants sollicitent eux-mêmes les journalistes et les intellectuels pour accéder à la reconnaissance publique de leurs luttes. Enfin, militants, journalistes et chercheurs se croisent de temps en temps au détour d'une émission, d'une réunion publique ou d'une manifestation. Cela ne veut pas dire qu'ils se parlent pour autant.

Et il y a le courrier électronique... Les listes de diffusion déversent leurs milliers de caractères quotidiens, que l'on trouve à peine le temps d'ouvrir et de lire. Les listes scientifiques, pour des colloques. Les listes militantes, pour un rassemblement, un procès, un appel à soutien, un communiqué de presse. Les sites des magazines et des quotidiens. Les messages à répétition auxquels on répond, brièvement, et qu'on oublie tout aussi vite. Le vertige des pages qui défilent sur l'écran et s'impriment inlassablement. Cette abon-

dance, qui confine à la surproduction, ne favorise pas la transmission d'informations autant qu'on veut bien le dire – et le croire. Ce qu'elle permet, en revanche, c'est la présence de ceux qui, pas tout à fait journalistes, chercheurs ou militants à plein temps, sont un peu tout cela, jouent un rôle d'intermédiaire permis par la frilosité des chercheurs, les contraintes journalistiques et les urgences des luttes. C'est dans cet interstice qu'ils finissent par se poser en porte-parole du « mouvement social », grâce à leurs contacts, voire leurs connivences, avec des journalistes « de gauche » influents, qui leur permettent de convertir à moindres frais leur capital politique dans le champ intellectuel et leur capital intellectuel dans le champ politique. En situation de fast-thinkers, ils offrent à chaque partenaire les produits dont il a besoin : un contact avec les luttes pour les chercheurs, une légitimité intellectuelle pour les politiques, et un peu de tout cela pour les journalistes les plus bienveillants. Fossoyeurs de l'engagement intellectuel, ils suivent la moindre mobilisation, le moindre événement intellectuel. Présents dans la moindre publication politique, critique, scientifique ou médiatique qui s'offre à leur ubiquité militante, ils ne menacent pas seulement l'autonomie du champ scientifique mais contribuent à replacer les luttes sous la coupe des logiques médiatiques qui ont clôturé, depuis les années 1980, le « jeu politique » sur ses propres enjeux [19].

Le manque d'un espace d'expression des conflits sociaux réside d'abord dans l'absence d'un lieu où puissent se retrouver les uns et les autres, sans vouloir représenter qui que ce soit, ni les forces alternatives, ni la « voix du peuple », et donc sans

se voir instrumentalisés par les luttes des uns et des autres, et en particulier des « intellectuels organiques » de partis ouvriéristes sans ouvriers, dont la prétention de se situer à contretemps des idées dominantes n'a d'égal que l'opportunisme qui caractérise leurs tentatives de récupération des conflits. Mais il ne suffit pas de dire, pour dépasser la contradiction entre la position de surplomb du savant et l'engagement dans les luttes, que la clôture du monde de la recherche sur lui-même est pour partie responsable de cet écart avec le monde politique. Plutôt que vouloir englober tous les points de vue, les chercheurs peuvent intervenir politiquement en utilisant le capital constitué par les outils spécifiques des sciences sociales [21], et en assumant, contre la doxa savante, le paradoxe de leur position : parce qu'il y a tout à perdre dans l'investissement militant, et surtout les profits académiques liés aux finalités savantes d'un monde de la recherche qui ne voit dans l'action politique qu'une façon de déroger, l'intérêt au désintéressement du chercheur engagé constitue sans doute une occasion de conquérir son autonomie – car c'est la présence dans les luttes qui mobilise le plus d'exigences scientifiques et requiert le plus de réflexivité.

Mars 2002

\* Chercheur au Centre de sociologie européenne et cofondateur du collectif *Raisons d'agir* (1996), Franck Poupeau vient de coordonner le choix de texte de Pierre Bourdieu, *Interventions, 1961-2001. Science sociale & action politique*, Agone, 2002.

#### Notes

1. Ce texte doit beaucoup à de nombreuses discussions avec Pierre Rimbart.

2. Lire Serge Quadrupani, « Les multiples visages de la révolte globale & la face assassine de Big Brother », in « Revenir aux luttes », *Agone*, 2002, 26/27, p. 106.

3. Lire Christophe Aguiton, *Le monde nous appartient*, Plon, 2001 ; « Quelques réflexions pour la discussion après Gênes », texte diffusé le 27 août 2001.

4. Le thème de la violence d'État, de la manipulation et du détournement de la contestation populaire légitime a fait l'objet de dossiers dans de nombreux périodiques anarchistes ; signalons *Le RIRE*, « Violence et mouvement social » (janvier-février 2002, n° 43) et *No pasaran* (hors-série 2002, n° 1).

5. Lire Christophe Aguiton, op. cit.

6. Lire *ibid.* De son côté, Pierre Khalfa, autre dirigeant d'ATTAC, affirme que « l'écho croissant des thèmes portés par le mouvement a mis les gouvernements sur la défensive sur le plan idéologique et a accéléré la crise de légitimité des institutions internationales, même si cela n'a entraîné aucun changement d'orientation de leur part. C'est ce lien grandissant à l'opinion publique qui est le danger principal pour les gouvernements, c'est ce lien qu'ils veulent casser. [...] Tout cela a pour conséquence de renforcer par contrecoup le poids du mouvement dans l'opinion. Dans cette situation, nous devons remplir simultanément quatre objectifs. D'une part, nous devons maintenir et renforcer le lien avec l'opinion publique, d'autre part éviter un éclatement du mouvement, ensuite être capable d'en assumer la radicalité montante, enfin continuer par des manifestations massives d'en démontrer la force ».

7. Christophe Aguiton, *Le Figaro*, 18 juillet 2001.

8. Ainsi, pour Klaus Schwab, « la société civile qui veut contribuer activement au débat, mérite une place autour de la table » (*Libération*, 30 juillet 2001). [Lire Paul Lagneau-Ymonet, « Refondation sociale & pacification syndicale. Les fonctions de la notion de "société civile" », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 47]

9. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir sym-*

*bolique*, Seuil, 2001, p. 217.

10. Lire Serge Halimi & Pierre Rimbart, « La récupération de la contestation par les médias », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 141.

11. Lire Fanny Doumayrou, « Licenciement, reclassement, déclassement », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 21.

12. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit., p. 229.

13. Lire Michael Albert, « De nouvelles cibles », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 126.

14. Le meilleur exemple est sans doute donné par Michael Hardt et Antonio Negri, *Empire, Exils*, 2000.

15. Le peu d'intérêt porté à la « guerre de l'eau » en Bolivie, qui s'est concrétisée par une déprivatisation et l'instauration d'une entreprise municipale contrôlée par la population contraste avec la médiatisation de la « lutte héroïque » du Chiapas exaltée par tous les porte-parole de la contestation [lire p. 133-140].

16. Lire John Jordan & Jennifer Whitney, « Un air de carnaval & de révolution », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 115.

17. Pierre Bourdieu, *Langage et pouvoir symbolique*, op. cit., p. 257-258.

18. Lire Naomi Klein, « Critique des "Mc Protests" », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 123.

19. Pour l'analyse de ces processus de différenciation du champ politique, lire Patrick Champagne, *Faire l'opinion*, Minuit, 1990.

20. Lire « La sociologie dans les luttes. De la situation coloniale à l'impérialisme néolibéral », Franck Poupeau & Thierry Discepolo, suivi de « Les sous-prolétaires algériens » ; « Sartre, l'invention de l'intellectuel total » ; « Incorrigiblement optimiste », par Pierre Bourdieu, in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 201.

21. Lire François Athané, « Marcel Mauss, le don & la révolution », in « Revenir aux luttes », op. cit., p. 183.





Alexis Violet  
(Membre de  
l'Observatoire des  
Libertés Publiques  
et de la LCR).

# Résistons ensemble !

**F**lash ! 2<sup>e</sup> tour des élections présidentielles, match Chirac, Le Pen. Flash-Ball Sarkozy, ministre des flics et des gendarmes dégainé. Une arme qui à 10 mètres ne tuerait pas un lapin, mais qui entre 5 et 7 peut tuer un homme. Une arme qui annonce la fermeté sécuritaire contre les jeunes des banlieues et qui, dans un même mouvement, laisse prévoir, on vous l'avait bien dit, qu'émeutes il y aura. Un saut qualitatif certes, mais dans la continuité.

La remise en cause de l'ordonnance de 1945 va être remise en cause. Il ne faut pas faire d'angélisme à son égard. Un rescapé du bagne d'enfants de Belle-Ile, où il fut enfermé dans les années soixante, déclarait à la télé : « On était des bêtes, ils nous poussaient à ça » et on a connu qui était un ancien bagnard. Quant aux filles, elles étaient encadrées par des bonnes sœurs. Malgré tout, poussée par le rapport de force démocratique, cette ordonnance bouleversait les traditions : l'éducatif devenait prioritaire et le suivi individuel des jeunes permettait d'obtenir des résultats nettement supérieurs à ceux d'avant-guerre. On veut remplacer ça par des centres fermés. Soyons clairs : par des prisons. C'est pourtant Peyrefitte, l'auteur de la loi liberté-sécurité, qui ferma le dernier centre fermé en 1979, reconnaissant que ces centres étaient générateurs de violence à tous les niveaux (c'est curieux, ces gens-là n'utilisent jamais le mot viol !) Un chiffre met à jour le problème dans toute son ampleur. Dans les zones d'Éducation prioritaire, le chômage et la précarité touchaient 40 % de la po-

pulation jeune en 1990 ; aujourd'hui, ils en touchent 60 %. La vie des jeunes est devenue insupportable dans ces zones de « sécurité », d'autant que la politique sécuritaire du PS, décidée au colloque de Villepinte en 1997, rejoint alors celle de la droite à quelques infimes détails près. Les politiques de sécurité ne vont s'intéresser qu'à un type particulier de délinquance, la délinquance de voie publique, la petite délinquance qui concerne les vols avec ou sans violence. Les statistiques de cette violence-là vont enfler démesurément dans un savant mélange qui va du vol de la célèbre miche de pain au meurtre, en ajoutant à ces délits les fameuses incivilités, qui ne sont en aucun cas des délits, mais qui arrivent là, miraculeusement, pour justifier le fameux sentiment d'insécurité, sentiment inchiffrable matériellement, mais que le matraquage de la télévision va cultiver opiniâtrement.

S'il est vrai que certains délits sont en augmentation, ce n'est pas le cas des meurtres, et les premières victimes de la violence sont les jeunes eux-mêmes. De nombreux spécialistes ne cessent de le répéter, quelles que soient leurs opinions politiques, les statistiques ne mesurent en réalité que l'activité des services de police.

La délinquance augmente, certes, mais son fondement c'est l'insécurité sociale, les politiciens de droite ou de gauche l'ont bien compris. La répression cible des quartiers bien précis qu'elle appelle les « quartiers sensibles », qui sont ni plus ni moins les anciens quartiers ouvriers. La manipulation consiste, en jouant y compris

sur le racisme, à faire oublier les racines de classes de la politique sécuritaire. On vise ceux que l'on pense être le maillon le plus faible de la classe, pour masquer l'incapacité du libéralisme à leur assurer un avenir décent, le droit au travail, à la santé, à l'éducation. Alors comment s'étonner que dans un monde où circulent des milliards d'argents dit « sale », il se développe une économie parallèle, qui pour de nombreuses familles dans lesquelles trois générations successives sont touchées par le chômage devient une économie de subsistance. Quant à l'insistance mise sur l'âge de plus en plus bas des délinquants, elle n'est pas très nouvelle. Le Monde titrait un article consacré à un rapport de celui qui rêvera de devenir super-flic, Julien Dray : « La délinquance urbaine commence à dix ans » C'était le 4 juillet 1992 !

Une théorie avait cours aux USA dans les années soixante-dix-80 ; elle interprétait la violence en termes de privation : elle se développe lorsque l'élévation des aspirations des individus ne s'accompagne plus d'une amélioration comparable de leur niveau de vie. Ce fut le cas dans les pays impérialistes (et dans les autres aussi par conséquent) dans les années quatre-vingt. On trouva alors une théorie adéquate à la nouvelle situation, celle de « la vitre brisée » traduite en français par « qui vole un œuf vole un bœuf ». Ce n'est pas la société qui est coupable mais l'individu. Cela donna en pratique la « tolérance zéro » made in US, que Sarkozy, va maintenant appliquer. « La gauche » aurait-elle fait un autre choix ? Rien n'est moins sûr !

Dimanche 26 mai, Bourse du travail de Saint-Denis. Autour du Mouvement de l'Immigration et des banlieues (MIB) s'est déroulé un forum, prévu lors de l'acquiescement du flic Hi-

blot, assassin de Youssef Khaïf sur le thème :

**CONTRE LES VIOLENCES**

**POLICIERES**

**ET SÉCURITAIRES**

**RÉSISTONS ENSEMBLE !**

La discussion a porté aussi sur l'action à mener contre la précarité et l'insécurité sociale que vit au quotidien une grande partie de la population, problème abordée par une militante d'Agir contre le Chômage (AC) et par un animateur des Sans papiers.

L'essentiel des débats a porté sur les violences faites aux jeunes des quartiers populaires et issus de l'immigration, et sur le soutien et les actions que nous devrions envisager pour les aider. Nous savons tous que violences policières et insécurité sociale sont intimement liées et que la mise en avant systématique de la politique sécuritaire a essentiellement pour fonction, de faire oublier le volet social du libéralisme.

Dès 1999 Amnesty International pointait la volonté du gouvernement français d'arriver à une situation qui assurerait l'immunité de la police, donc de son droit de tuer. De nombreux verdicts allaient dans ce sens, celui d'Hi-blot atteint totalement l'objectif.

En réaction à cette décision, s'est créé le réseau « contre la Fabrique de la Haine » : avec le Collectif « Les Mots sont importants » et le réseau « No Passaran », il a joué un rôle important dans la préparation de cette journée du 26 mai. Participaient également au forum les organisations suivantes : Act Up, APEIS, CNT, FASTI, Droits devant, MRAP, RIRE, SUD Éducation et SUD Étudiant, Syndicat de la Magistrature, SNPES-PJJ-FSU (protection judiciaire de la jeunesse), Fédération anarchiste, Observatoire

des Libertés Publiques (qui depuis des années dénonce les « bavures policières »). Plusieurs comités locaux : Dammarie-les Lys, Melun, Saint-Denis, Chatenay-Malabry, Nice, le comité « Témoin », qui intervient sur la région lyonnaise, Femmes plurielles, les Périphériques, Souriez, vous êtes filmés étaient présents... que ceux que j'oublie m'excusent). Une large brochette militante qui, à la fin de ses travaux, a unanimement décidé que « Résistons ensemble » devait devenir un « réseau des réseaux » permanent pour intervenir concrètement à chaque agression de la politique sécuritaire gouvernementale. Dès le lendemain soir d'ailleurs le rassemblement de soutien aux jeunes de Dammarie-les-Lys à la gare de Melun fut une réussite.

**DU DROIT À LA SURETÉ**

**DE L'HOMME**

**À L'AUGMENTATION**

**DU DROIT**

**À LA RÉPRESSION**

Le débat démarra par une intervention d'un représentant du Syndicat de la Magistrature : il expliqua comment on était passé, surtout depuis Chevènement, du droit à la sûreté de l'homme à l'augmentation du droit à la répression. La séparation des pouvoirs (pour autant qu'elle existe encore aujourd'hui) allait encore davantage être remise en cause par la mise en place d'un ministère de la sécurité. Investigations et ouverture d'informations judiciaires dépendent du bon et bien souvent du mauvais vouloir de la justice. À cela s'ajoute le fait que certains juges, y compris du syndicat de la magistrature, sont très souvent sensibles à cette vieille tradition consistant à toujours donner raison au policier fa-

ce à un plaignant. Face à cette injustice originelle, il est nécessaire de mettre en place un collectif large et politique capable de harceler la justice, particulièrement les procureurs, car actuellement l'arbitraire est complet.

S'il y eut accord sur le fait d'utiliser les quelques maigres recours ouverts par le droit, l'intervention essentielle a porté sur la question clef : comment se comporter maintenant lors des procès, et particulièrement ceux où il y a eu mort d'homme, victimes de la police, face à une justice factice dont on connaît les jugements arbitraires. Doit-on lui donner un semblant de légitimité en assistant au procès, en plaidant tout à fait légalement ? Ou doit-on refuser résolument cette parodie de justice et manifester notre refus de son comportement raciste ? La discussion est lancée, elle se poursuivra. La mise en place d'un collectif d'avocats fut adoptée

Ce premier débat fut suivi par l'intervention de la sœur de Zamani, trouvé mort dans la prison de Nantes, il y a quelques années. Passage à tabac comme le sous-entend le film « Justice pour Zamani », ou suicide, comme l'affirme l'administration ? Plus de cent suicides en prison l'année dernière (selon les chiffres officiels), souvent de jeunes toxicomanes sevrés brusquement, et qui ne résistent pas au manque. Leur place n'est pas dans les prisons, mais dans des centres spécialisés qui peuvent les aider à « décrocher ». La loi pénitentiaire, dont on avait beaucoup parlé lors de la parution du livre de Véronique Vasseur, médecin à la Santé, n'a jamais été votée. La construction de trois prisons neuves a bien été prévue, mais la majorité des prisonniers vit encore dans des bâtiments délabrés et sordides. Le nombre des mineurs emprisonnés depuis dix ans a doublé.

Certains sont incarcérés pour simple usage de cannabis, particulièrement des jeunes de banlieue. Il faut légaliser son usage car la répression a montré sa totale inutilité. On fume de plus en plus. Sans doute une partie des Français, grands buveurs de vin, se sentiraient trahis par une telle décision : leurs enfants fumant du hasch comme les « ratons », quelle horreur ! Ce serait perdre une seconde fois la guerre d'Algérie... Et pourtant, c'est bien ce qui se passe : black, blancs, beurs fument de plus en plus. Les « malades » dit psy, les drogués, ne devraient jamais être internés, pas plus, et c'est une évidence, que les « sans papiers ». Les jeunes ne devraient jamais faire de prison préventive. Au train où vont les choses, il est à craindre que les nouvelles prisons ne dégarnissent pas les vieilles mais qu'augmentent plutôt le nombre de prisonniers. « Il faut déconstruire les prisons », disait une participante qui en avait une longue connaissance.

Plusieurs comités locaux sont intervenus : celui de Saint-Denis, insistant sur la nécessité d'occuper le terrain, d'être présent en permanence sur la localité ; celui du XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris aussi. Deux représentants du comité de Dammarie-les-Lys étaient présents. Dans cette ville, deux morts en une semaine. La version des jeunes, dont le frère d'une des deux victimes, met en cause l'attitude de la police : les voitures de la BAC (brigade anti-criminalité), dont nous demandons tous la dissolution, poursuivent les jeunes et s'amuse à « parechocage » qui déstabilise les deux roues. L'affaire (qui s'en étonnera ?) a été classée immédiatement sans suite. Le plus important et le plus grave fut qu'un des deux jeunes expliqua que ce n'était pas Le Pen, mais Chirac qui avait tué leurs compains, et Jospin qui en avait laissé

assassiner un autre en 1997 par les flics. La salle était un peu tendue, mais la vérité était bien là.

Que dire ? Sinon réaffirmer encore l'immense responsabilité de la gauche dans cette situation, qui amène des jeunes à mettre Le Pen sur le même plan que tous les autres politiciens. La volonté affirmée des jeunes est de s'organiser dans les quartiers et de militer d'abord pour leurs frères

## NE PAS LAISSER

### LES JEUNES ISOLÉS

Dammarie-les-Lys, une ville en état de siège où un membre de la BAC n'hésite pas à affirmer : « on a le droit de tuer ». Face aux violences et aux crimes policiers, c'est une tâche militante prioritaire de ne pas laisser cette jeunesse dans l'isolement. La droite et la gauche politique les enfoncent, les « grands » syndicats restent silencieux ; quant à Lutte ouvrière, elle écrit dans son bulletin d'entreprise du 19 février 1999 : « les bandes qui se livrent à des violences [...] À transformer les quartiers populaires en ghettos coupés de tout où elles pourront tranquillement faire régner leurs lois » parlant par ailleurs de bandes « de petits malfrats qui vivent aujourd'hui dans la misère et le désespoir comme des poissons dans l'eau ». LO a choisi là son camp, celui de ceux qui par la peur veulent rassurer les gens sérieux : ceux qui votent ! Alternative Libertaire, l'OCL, No Passaran ont fait d'excellents dossiers de presse sur le sujet. La LCR aborde assez fréquemment le problème dans Rouge, mais elle est loin d'en avoir fait une priorité de sa campagne électorale. Il y a eu, les chiffres peuvent varier selon l'accès aux sources d'informations, plus de 200 morts violentes, quasi uniquement des jeunes, depuis la rédaction du rapport Peyrefitte en 1997, et ce

sont souvent les « flics tueurs » qui mènent l'enquête, les juges reprennent leurs conclusions, les flics vont donc en correctionnelle et non aux Assises.

## UN PROBLEME

### DU MOUVEMENT OUVRIER

Tout cela mériterait une bataille unitaire de grande ampleur du mouvement ouvrier, car ceux qui sont visés sont tout d'abord des fils d'ouvriers immigrés, cloîtrés dans leurs cités ; mais à l'évidence ce sont des associations démocratiques liées, bien souvent, au mouvement social qui interviennent le plus sur ce sujet

Notre aide actuelle est trop faible. Il n'empêche que les jeunes s'organisent. L'intervention de Pierre Didier, de l'association Agora de Vaulx-en-Velin, liée à la coordination de la région lyonnaise Diverscité, fut de ce point de vue remarquable : « Avec des moyens dérisoires, nous nous sommes formés, économiquement, socialement, politiquement. Et l'on a commencé à se mêler de tout : l'éducation, le logement, le travail, l'insertion. C'est chez nous qu'on a le plus de chances d'être en échec scolaire, de tomber dans la toxicomanie ou d'être assigné à résidence. Alors on a décidé de ne plus laisser parler les autres à notre place et de rompre les liens traditionnels et infantilisants avec ceux qui font leur carrière sur notre dos. Il nous faut être présents là où les choses se décident. », ajoutant que « l'organisation politique était plus forte que l'émeute dans le cadre du rapport de force local », et que toutes les autres « assos » ont déserté le terrain, y compris SOS racisme, la seule organisation prétendument antiraciste qui a refusé de participer à la 40<sup>e</sup> commémoration du massacre des Algériens le 17 octobre 1961. Pierre Didier s'est

élevé contre toutes les discriminations, y compris celle de l'Islam, et conclut en précisant que l'on vivait encore les conséquences de la guerre d'Algérie et du colonialisme. « Il faut réécrire l'histoire de cette époque. » Nous sommes de son avis.

Le témoignage de deux collectifs eut un succès particulier : Greenwich en Angleterre, où tous les non-blancs sont catalogués comme « noirs », où il n'y a jamais d'enquête sur le racisme, alors même que huit personnes sont mortes en garde-à-vue. Ce collectif a organisé un grand concert pour l'égalité raciale. Le collectif allemand d'Heidelberg, qui entretient des rapports réguliers avec le collectif de Montpellier, a dénoncé 350 morts « sécuritaires » en Allemagne, et insisté sur le fait que les luttes devraient se développer à l'échelle européenne. Tout le monde en a convenu.

La journée devait se terminer par la projection du film « Douce France, la saga du mouvement beur », mais l'ensemble des participants a préféré continuer le débat sur l'organisation de l'action et sa nécessaire structuration. Une réunion de travail réunissant des représentants de chaque organisation a été programmée.

Après quelques expériences temporaires, les wagons semblent cette fois « bien accrochés » pour démarrer un travail collectif et faire comprendre largement à quel point la politique libérale est une médaille « cancéreuse » : d'un côté, un minimum de contrôle pour les patrons, qui peuvent à leur guise restructurer, privatiser, licencier, bref mener une politique anti-ouvrière systématique ; de l'autre côté, un maximum de moyens pour réprimer, criminaliser, intimider, provoquer, par un racisme éhonté, tous ceux dont l'avenir social est bouché, précarisé à perpétuité.

Nos tâches sont énormes sur ce ter-

rain face au gouvernement et à ses Groupements d'Intervention Régionaux, qui friment aujourd'hui mais qui seront féroces demain. Certains inspecteurs du travail se demandent déjà si on ne va pas les intégrer de force dans cette galère. D'abord il faut briser l'isolement dans lequel on a placé ces jeunes, avec souvent l'accord de la population dont il faut « délepeniser » l'esprit en intervenant localement, en créant des collectifs capables d'intervenir dans chaque cas de débordement policier : par exemple, tout propos raciste des forces « de l'ordre » devrait être dénoncé et sanctionné, mais il faut aussi essayer de calmer le jeu du côté des jeunes eux-mêmes, en discutant avec eux, en les traitant sur un total pied d'égalité, sans la moindre hypocrisie, y compris quand on n'est pas d'accord avec eux. Il faut reconstruire un tissu social qui s'est effondré en même temps que le PCF sombrant.

Il est d'autres revendications que le mouvement ouvrier devrait prendre en charge dans son ensemble. La mise en place, ou la remise en place, de services publics décents : poste (pas de police), dispensaires, écoles, transports, gratuits pour les jeunes et les chômeurs ! Des locaux de loisirs où les jeunes pourraient s'auto-organiser, des bistrotts, mais oui, comme pour tous les français. Des lieux de débats et de rencontre, y compris pour les victimes des violences. Recruter des milliers d'éducateurs, et non des flics, prêts à travailler dans l'esprit de la construction d'êtres humains indépendants, mais comprenant la nécessité du collectif. Il faut reconstruire un cadre humain et non des bidonvilles de 12 étages. La tâche est immense, là encore plus qu'ailleurs sans doute, mais si on veut changer le monde, il faut commencer à le faire partout où la gangrène

gagne du terrain, et elle en gagne y compris devant nos propres portes.

« Socialisme ou barbarie », la formule est bien connue. Moins bien compris est le fait que le capital peut placer des êtres humains dans un tel état de difficulté et de survie, qu'eux-mêmes seront tentés d'imiter leurs maîtres, les véritables « barbares ».

# Palestine : La vraie politique de l'État israélien

Quel est l'objectif véritable de l'attaque en cours contre les Palestiniens ?

L'offensive militaire brutale que mène actuellement l'armée israélienne contre les Palestiniens (intitulée dans la novlangue orwellienne typique d'Israël « Opération muraille défensive ») signale l'ouverture d'une nouvelle étape du long processus qui vise à détruire le mouvement national palestinien qu'incarnent les combattants de l'Intifada et, comme l'a déclaré Haidar Abdel Shafi au journaliste Yossi Algazi du quotidien *Haaretz* le 2 avril « à liquider l'existence du peuple palestinien sur la terre de Palestine ». Cet objectif stratégique de l'État juif sioniste est en accord avec les intérêts impérialistes des États-Unis qui veulent éliminer au Moyen-Orient (comme d'ailleurs dans le tiers-monde en général) tout mouvement politique ou régime nationaliste indépendant qui ne peut être par définition qu'un obstacle à la globalisation capitaliste dans la région.

Les accords d'Oslo qu'avait négociés et mis en œuvre le gouvernement dirigé par le Parti travailliste israélien, qui est le parti de la classe capitaliste israélienne, étaient aussi déjà une tentative de réaliser ces objectifs communs d'Israël et des États-Unis. L'opération militaire israélienne qui a

débuté il y a deux semaines signale la fin du processus d'Oslo. En effet ce processus reposait sur le postulat central que, dans le bantoustan palestinien, l'Autorité nationale palestinienne dirigée par Arafat assumerait la fonction de réprimer toute opposition, ce qui aurait de facto aboli le mouvement national palestinien et réalisé la « kurdisation de la question palestinienne » comme l'a dénommé Azmi Bishara. Or ce postulat s'est révélé tout à fait erroné.

L'Intifada a éclaté justement parce que les Palestiniens ont refusé de jouer le rôle qu'Oslo leur attribuait et d'accepter les propositions humiliantes que Clinton et Barak leur ont faites à Camp David et à Taba. L'Intifada indique le réveil des forces nationales populaires qui avaient semblé endormies durant les 7 années depuis Oslo. Dans l'intervalle, l'entière des territoires occupés de 1967 a été couverte de colonies et de routes de contournement qui étaient la condition pour la concrétisation du futur État bantoustan morcelé. L'Intifada marque la rupture de la part des Palestiniens avec le carcan d'Oslo et un effort pour imposer des exigences alternatives à ces « négociations de paix » qui se sont révélées n'être qu'une couverture de la continuation de l'occupation israélienne. L'Intifada est dirigée par toutes les organisa-

tions politiques palestiniennes, y compris le Fatah, et soutenue par presque toute la population palestinienne. Le peuple entier, avec ses leaders populaires qui ont grandi dans les Territoires et y ont combattu l'occupation, est revenu à la résistance. Cela implique en même temps de leur part une attitude critique à l'égard de la direction revenue de Tunis, bourgeoise et bureaucratique, et à l'égard du régime autoritaire qui s'est construit sous son règne.

C'est cette lutte de libération que le gouvernement de Sharon est déterminé à briser au moyen de l'actuelle offensive. Le but proclamé de « démanteler l'infrastructure terroriste » n'a rien à voir avec ce que l'offensive militaire vise vraiment : démolir systématiquement et de manière préméditée l'infrastructure minimale d'une vie quotidienne comme les ministères et institutions de l'Autorité palestinienne, les routes, les hôpitaux, les écoles et les réseaux d'eau et d'électricité et jusqu'aux maisons de la population civile. C'est une guerre totale qu'Israël a déclarée aux Palestiniens en tant que société civile et entité nationale, en même temps que la décision était prise d'en finir avec Arafat qui en est venu à symboliser le mouvement national aujourd'hui attaqué, et qui représente l'Autorité nationale palestinienne créée par les accords d'Oslo.

Sharon a refusé d'obéir à l'exigence du président Bush d'arrêter immédiatement l'opération et de se retirer sur les positions que les troupes israéliennes occupaient avant le début de l'offensive « Opération muraille défensive ». Il semble que même la mission de cessez-le-feu du secrétaire d'État Colin Powell est condamnée à échouer et qu'il va laisser Sharon « terminer l'opération jusqu'à ce que "l'infrastructure du terrorisme

soit démantelée" ». Cela veut dire qu'à l'intérieur des paramètres que lui fixent les États-Unis, Israël dispose d'une relative carte blanche pour choisir le moment et les méthodes pour mettre en application les buts stratégiques communs aux deux États.

Dans cette nouvelle ère post-Oslo, Israël revient à une version de domination coloniale directe. Cette fois par contre, Israël, de manière rusée, essaie de « seulement assumer à nouveau la responsabilité de la sécurité dans la zone A » (puisque les zones B et C, qui représentent 82 % de la Cisjordanie, n'ont jamais cessé d'être sous cette responsabilité des forces israéliennes) en laissant ainsi les Palestiniens se débrouiller pour administrer leurs besoins quotidiens dans les limites des conditions d'étranglement que Israël leur impose (selon le commentateur qui fait autorité, Akiva Eldar du quotidien Haaretz, dans l'édition du 11 avril). Comme Sharon le déclare, cette situation continuera jusqu'à ce que « une direction palestinienne de recherche, responsable, elle, ait été trouvée », une sorte de direction qui ne peut apparemment surgir qu'après que le mouvement national palestinien ait été aboli. L'entrée au gouvernement Sharon du parti religieux national, ce parti d'extrême droite qui est maintenant dirigé par le fanatique général messianique Efi Eitam qui plaide en faveur du « transfert » de toute la population palestinienne, et de David Levi du parti « Geshar » et prochainement le retour au gouvernement de l'extrémiste d'extrême droite Avigdor Liberman, visent à assurer au gouvernement une majorité parlementaire pour un plan de reconquête des Territoires avec ou sans le parti travailliste.

L'objectif du gouvernement israélien est-il vraiment, comme il le prétend, de capturer ou de tuer lesdits terroristes palestiniens ?

Il faut faire attention de pas faire le jeu des Israéliens en présentant l'attaque brutale contre la population civile et l'infrastructure civile comme si elle ne visait qu'à capturer lesdits « terroristes » que l'armée peut identifier car elle a leurs noms sur une liste. Comme les Israéliens le disent eux-mêmes, c'est « l'infrastructure du terrorisme » qu'ils visent, ce qui est une notion très vague et qui englobe des leaders politiques autant que des commandants militaires, comme Marwan Barghouti, que les Israéliens viennent d'arrêter, et Ahmed Sa'adat, le secrétaire général du Front palestinien pour la libération de la Palestine (FPLP), qui est réfugié dans le bâtiment où est assiégé Arafat. C'est ainsi que les médias israéliens, quand ils annoncent que tant de Palestiniens ont été tués (ce qu'ils font peu souvent), prennent soin de préciser qu'ils étaient « armés », comme si la participation des civils à la défense de leur camp ou de leur quartier justifiait qu'on les décrive comme des « terroristes ».

Bien sûr, un des objectifs de cette attaque militaire a été de capturer ces personnalités palestiniennes. Selon les responsables israéliens, sur les centaines qui ont été tués et les quatre mille qui ont été arrêtés durant les deux premières semaines de l'invasion (dont mille ont été depuis lors relâchés), ils comptent 300 activistes qu'ils recherchaient. Néanmoins le succès de l'arrestation de ces militants et la destruction de quelques « laboratoires » où des armes étaient fabriquées ne peuvent pas arrêter la résistance, ni même ses opérations militaires ni les attentats suicides, comme l'ont démontré

les attentats suicides de Haïfa et de Jérusalem et les attaques militaires contre des colons et des soldats qui ont eu lieu tandis que se déroulait l'opération militaire israélienne. Les généraux israéliens estiment que « l'infrastructure du terrorisme » peut être reconstruite en quatre mois. Ainsi, comme le font remarquer les commentateurs israéliens, dans très peu de temps l'armée entrera forcément à nouveau dans les villes palestiniennes (dont elle ne s'est pas encore retirée à l'heure où j'écris ces lignes) et dans toute la zone A et déploiera une offensive militaire encore plus dure que l'actuelle. Cela pourrait alors donner l'occasion à Sharon de finalement frapper son « grand coup » qui allumera l'incendie au Nord également, et fournirait à Israël le prétexte et l'occasion d'une grande conflagration pour tenter d'en finir une fois pour toutes avec le « problème » palestinien.

Il faut supposer que le but à long terme du gouvernement israélien est d'intensifier la pression sur la majorité de la population palestinienne afin de l'amener à « quitter le pays ». Est-ce cela que le gouvernement Sharon essaie de faire : Mettre en pratique la politique du transfert sans l'appeler par son nom ?

Tous les gouvernements israéliens, tant du Likoud que travaillistes, ont cherché à rendre la vie des Palestiniens insupportable dans le but de les obliger soit à se soumettre soit à quitter le pays. Néanmoins le plan de Sharon, qui prévoit d'expulser massivement les Palestiniens en profitant de « circonstances orageuses » créées par le futur « grand coup » prémédité, n'a jamais été déclaré publiquement. Jusqu'à il y a deux ans environ l'appel explicite à un « transfert » était considéré comme une

idée « barbare » des seuls cercles messianiques de l'extrême droite. Ce n'est plus aujourd'hui le cas. Le gouvernement d'Union nationale Sharon-Peres inclut le parti Moledet qui appelle au transfert, et dont le leader, Rehavam Zeevi, dit Gandhi, a été assassiné récemment par des militants de l'aile militaire du FPLP. Depuis lors c'est le général en retraite Efi Etam qui est entré au gouvernement et au cabinet de sécurité. L'entrée de ce partisan du transfert des Palestiniens n'a pas été considérée par le parti travailliste comme une raison suffisante de quitter ce gouvernement dominé par l'extrême droite.

Entretemps, le transfert des Palestiniens est devenu un sujet de discussion légitime dans les médias israéliens et au sein de divers cercles académiques et instituts de recherche. Les plans discutés n'envisagent pas seulement l'expulsion des Palestiniens des Territoires occupés, mais aussi de ceux qui sont citoyens d'Israël. L'identité nationale et la solidarité de ceux-ci avec ceux des Territoires se sont accentuées récemment rapidement. Leurs revendications politiques en tant que minorité palestinienne au sein de l'État juif sioniste ont connu une transformation totale. A l'initiative du mouvement de l'Alliance nationale démocratique (Tajamu), ils ne se contentent plus d'exiger l'égalité des droits civils mais revendiquent désormais la reconnaissance de leurs droits collectifs en tant que minorité nationale palestinienne.

Cette revendication constitue un vrai défi à la définition d'Israël comme un « État juif » que presque toute la population juive d'Israël perçoit comme l'essence même du sionisme, et à laquelle adhèrent totalement ceux qu'on appelle la « gauche israélienne ». En outre, la définition d'un État

juif qui prévaut est la notion d'une majorité numérique des juifs considérée comme la condition nécessaire d'une « identité juive » d'Israël dont la remise en question mettrait en danger celle de tout le peuple juif. Une telle interprétation amène fatalement ceux qui la partagent à soutenir des politiques censées combattre le « danger démographique » d'une majorité palestinienne, même quand ils sont des gens de gauche qui croient sincèrement dans une solution de deux États. Par conséquent, même eux approuvent divers moyens d'oppression visant à encourager les Palestiniens à partir, y compris une épuration ethnique jugée « inévitable », comme le montrent les récents articles de pacifistes israéliens aussi prestigieux que le romancier Amos Oz et l'historien Benny Morris.

Quels sont les alliés potentiels pour une véritable alternative à long terme ? Existe-t-il des mouvements politiques ou des organisations qui pourraient être gagnés à une telle perspective ?

Aujourd'hui il n'existe aucune force politique parmi la population juive d'Israël qui puisse mener la lutte contre le projet colonialiste d'Israël et des États-Unis. Tous les partis politiques juifs représentent les intérêts de la classe capitaliste ashkénaze et l'hégémonie de la bourgeoisie ashkénaze n'a encore jamais été sérieusement contestée. Non seulement il n'y a aucune différence entre la droite et la « gauche » pour ce qui est de l'idéologie néo-libérale, mais c'est précisément le parti travailliste qui a négocié les accords d'Oslo et qui est en Israël le foyer politique du néo-libéralisme. L'idéologie sioniste, qui place l'État juif au centre, est en Israël l'idéologie dominante et s'est ré-



vélée un instrument efficace pour unir la population juive, y compris la classe ouvrière, derrière le projet colonialiste sioniste.

La classe ouvrière israélienne est divisée selon des clivages nationaux et ethniques. Les juifs dits mizrahim, c'est-à-dire d'origine arabe (marocaine, yéménite, irakienne, etc.), qui constituent avec les citoyens arabes d'Israël les couches inférieures du prolétariat, sont dépourvus de toute organisation indépendante qui puisse exprimer leur oppression économique, sociale et culturelle. Ils étaient contrôlés par le passé par le parti travailliste et le sont aujourd'hui par la droite à l'aide de cette fausse direction du parti Shas soi-disant « misrahi ». Il n'y a même pas en Israël de syndicats, ni pour les travailleurs juifs ni pour les travailleurs arabes, qui puissent se battre pour des droits minimaux en tant que travailleurs. La Histadrout, qui était puissante par le passé et avait traditionnellement servi les besoins du sionisme en collaboration avec le capital juif, ne défend plus que les intérêts des « grands comités », c'est-à-dire l'élite ashkénaze de la classe ouvrière organisée.

Ce qu'on appelle, à tort, la « gauche » en Israël, c'est uniquement cette partie de la population juive qui est partisane d'une solution politique au « conflit entre Israël et les Palestiniens » et qui est prête à faire pour cela les « concessions » de « se retirer sur les frontières de 1967 » et d'accepter la création d'un « État palestinien » tout en ayant diverses opinions quant au sort des colonies et quant au degré de contrôle qu'Israël aurait sur l'entité palestinienne. La plupart d'entre eux ont accepté de tout leur cœur les accords d'Oslo en fermant les yeux sur le fait que ce qu'ils offraient aux Palesti-

niens n'était guère qu'un bantoustan. Même l'aile dite « radicale », minoritaire au sein du mouvement israélien de la paix, n'a procédé à aucune réflexion autocritique sur l'essence même des accords d'Oslo. Une minorité se contente d'aller jusqu'à penser que l'échec d'Oslo est dû à la violation par Israël de la lettre des accords et de l'esprit des « rapprochements » sur lequel ils étaient fondés. Le camp de la paix est constitué principalement par une classe moyenne ashkénaze qui, tout en luttant pour la « fin de l'occupation » et l'établissement d'un État palestinien (en attribuant à ces slogans diverses interprétations), ne contextualise ni ne situe généralement cela dans une perspective anti-impérialiste d'ensemble, ni dans une compréhension et une remise en cause du statut d'Israël comme protégé des États-Unis dans la région ni du soutien actif des États-Unis à l'occupation même. Encore moins ces « gauchistes » s'opposent-ils à la globalisation capitaliste ou aux politiques néo-libérales dans l'économie israélienne.

L'analyse antisioniste d'un point de vue socialiste s'est concentrée pendant trop longtemps pour l'essentiel sur les slogans habituels et les valeurs proclamées au sein du camp de la paix, sur l'image qu'il a de lui-même. Comme si cela suffisait pour expliquer ses positions politiques et pour en tirer des conclusions quant aux alliés potentiels que peuvent trouver les antisionistes socialistes dans leur lutte pour les droits nationaux des Palestiniens. Nous aussi nous avons trop souvent oublié de tenir compte dans notre analyse d'une interprétation marxiste basique du lien entre leur appartenance à la classe bourgeoise ashkénaze hégémonique et leur intérêt à maintenir cette hégémonie grâce à « l'État

juif » et au bantoustan palestinien par lesquels ils gouverneraient l'entière Palestine historique. Leur origine de classe, aussi bien que leur idéologie sioniste, les rend incapables de diriger dans ce pays une lutte démocratique qui est la précondition pour une concrétisation des droits nationaux palestiniens. Quand on cesse de ne voir que leur conscience et leurs motifs déclarés, on s'aperçoit alors que la seule explication de leur comportement politique, c'est leur origine européenne et leur appartenance de classe, qui fait d'eux les bénéficiaires des diverses versions de bantoustans proposées jusqu'à aujourd'hui, et qui détermine quels alliés ils se cherchent chez les Palestiniens. Ainsi il est frappant que même les secteurs les plus radicaux du mouvement israélien de la paix se sont toujours engagés en faveur de la direction bureaucratique de l'Autorité palestinienne, dont la plus grande partie a été ramenée de Tunis par Arafat et a perdu la confiance des couches populaires qui vivent dans les camps de réfugiés et dans les villages, les étudiants et les travailleurs qui forment la colonne vertébrale de la résistance. Cela a été toujours ainsi jusqu'à la présente offensive militaire qui va probablement modifier les rapports de forces au sein de la direction palestinienne. L'aile radicale du mouvement israélien de la paix a toujours préféré négliger le surgissement de leaders locaux qui représentent le renouvellement de l'esprit du mouvement national palestinien mais qui promettent une transformation sociale et politique du régime autocratique et corrompu que l'Autorité palestinienne a mis en place.

Quels sont les nouveaux aspects de la mobilisation des Palestiniens qui

sont citoyens israéliens ?

Les Palestiniens qui sont citoyens d'Israël sont opprimés tant d'un point de vue national que d'un point de vue de classe, et aucune part des « dividendes de la paix » n'est prévue pour eux dans ce « Nouveau Proche Orient » à l'ère de la globalisation capitaliste. Ils ont surgi comme la seule véritable force démocratique sur la scène politique israélienne qui défie sérieusement l'État juif sioniste. Inspirés par le parti de l'assemblée nationale démocratique que dirige le député à la Knesset Azmi Bishara, ils ont fait un pas en avant en passant de leur revendication traditionnelle de « l'égalité des droits de citoyens » à la revendication de « droits collectifs comme minorité nationale ». Cette revendication remet en cause les fondements même de l'État juif. L'ancien premier ministre Ehud Barak l'a souligné lui-même lors des débats agités qui ont suivi la mort de 13 citoyens arabes israéliens tués par la police lors de manifestations en octobre 2000 : « En tant qu'État juif, nous pouvons être d'accord avec l'égalité pour les Arabes des droits individuels qui ne nuisent pas à l'État sioniste démocratique. Mais l'État juif ne peut pas accepter l'aspiration à la définition d'une autre identité collective nationale en son sein avec la perspective à long terme d'un "État de tous les citoyens" comme le veulent les extrémistes. »

Le renforcement de l'identité au sein d'Israël des Palestiniens dits de 1948 et leur solidarité croissante avec la résistance de leurs frères dans les territoires occupés en 1967 pourraient croître jusqu'à devenir une menace pour l'État juif qui se conçoit comme l'incarnation du mouvement sioniste. Depuis des décennies, la question de la Palestine a

été définie, entre autres par la « gauche » israélienne, comme si elle concernait uniquement les territoires occupés en 1967 et en disant alors qu'elle peut être résolue par la solution des deux États. On a considéré à tort comme acquises la marginalisation et l'atomisation des citoyens palestiniens d'Israël. Les 18 mois qui se sont écoulés depuis le début de la nouvelle Intifada ont prouvé le contraire. Ainsi se trouve démenti également un postulat de base de la décision de partition de la Palestine historique par les Nations Unies en 1947, à savoir qu'il serait facile de détruire le mouvement palestinien en tant que mouvement de l'ensemble de la population palestinienne dans les frontières de la Palestine historique. Aujourd'hui, plus de 50 ans après la fondation de l'État d'Israël, nous voyons le sionisme et l'impérialisme s'inquiéter qu'un possible soulèvement incontrôlé du peuple palestinien unifiant la partie qui vit en Israël et celle qui vit dans les Territoires occupés en 1967 pourrait enflammer les masses opprimées des pays arabes et de tout le Proche-Orient.

La prise de conscience de ce risque est la raison de la guerre que l'establishment israélien a déclarée récemment aux citoyens palestiniens d'Israël et à leur direction en les qualifiant de véritable « bombe à retardement ». Sans aucun doute, c'est un second front que les Palestiniens ont ouvert à l'intérieur même d'Israël contre l'implantation d'un régime d'apartheid sur tout le territoire de la Palestine historique. Inspiré par le mouvement Tajamu que j'évoquais plus haut, ce second front pourrait se révéler tout aussi important que la lutte des Palestiniens dans les Territoires occupés en 1967. C'est pourquoi je suis arrivée à la conclusion

que les internationalistes et les anti-sionistes au sein de la population juive d'Israël devraient soutenir ces courants véritablement nationalistes qui sont croissants au sein des citoyens palestiniens d'Israël. Certes ces courants n'ont ni une politique de classe ni un programme socialiste pour l'avenir de la Palestine. Mais leur nationalisme devrait être évalué en fonction du seul critère que des vrais internationalistes devraient appliquer pour décider si un mouvement national, quel qu'il soit, est progressif, à savoir s'il représente un défi à l'impérialisme qui, en Israël/Palestine, équivaut au projet sioniste. Comme Aijaz Ahmed le souligne dans son livre *Lineages of the Present* (page 300) : « J'ai longtemps été très méfiant à l'égard du nationalisme parce que beaucoup de nationalistes m'ont toujours paru pour le moins chauvins sinon carrément fascistes. Mais le mépris indiscriminé à l'égard de tout nationalisme tend à escamoter la question de l'impérialisme. Je pense que ceux qui luttent contre l'impérialisme ne peuvent pas simplement renoncer à leur nationalisme... »

Les luttes quotidiennes menées par les Palestiniens en Israël contre la nature de l'État juif-sioniste, comme la lutte de libération des Palestiniens des Territoires occupés en 1967 sont en même temps une lutte contre l'impérialisme des États-Unis dans la région. C'est pourquoi je considère que rejoindre leur lutte et accepter leur rôle dirigeant dans la définition du programme des cercles juifs radicaux au sein même d'Israël est la tâche démocratique la plus progressiste qui s'impose aux internationalistes.

Des dizaines de milliers de métallos ont participé à un mouvement de grève en Allemagne, du 6 au 15 mai. C'est la première fois depuis 1995 que le syndicat IG Metall dépasse le stade des grèves d'avertissement (Warnstreik) pour organiser une grève en vue d'un renouvellement du contrat collectif de travail de l'industrie des machines et de l'automobile. Le 15 mai, la direction de l'IG Metall et celle de l'association patronale, Gesamtmetall, ont conclu un accord, qui a de fait mis un terme au mouvement. Les salarié·e·s revendiquaient 6,5 % d'augmentation pour une période de 12 mois ; ils ont obtenu nettement moins : 3,36 % pour une période de 22 mois.

Compte tenu du poids économique de l'industrie des machines allemande en Europe, et de l'importance de l'IG Metall au sein du mouvement syndical allemand et européen, l'impact de cette grève, et de son abrupte conclusion, dépasse largement les frontières du secteur et de l'Allemagne. Cette mobilisation intervient de plus dans un contexte marqué, en Allemagne, par les élections fédérales en septembre prochain et, au niveau européen, par un certain renouveau des luttes ouvrières (la grève générale en Italie ; les mobilisations en Espagne, notamment lors du sommet européen de Barcelone ; les actions syndicales, qui affirment leur indépendance face au Labour, à La Poste et aux chemins de fer britanniques ; en Allemagne même, dans le sillage des métallos, les revendications dans la construction, la vente et l'imprimerie, etc.).

## Bilan de la grève des métallos : Un élan brisé net

**P**our mieux se faire une idée de ce qu'a représenté cette lutte des métallos en Allemagne, nous nous sommes entretenus avec deux syndicalistes, membres de l'IG Metall : Udo Bonn, membre du conseil d'entreprise (Betriebsrat) du constructeur de machines Atlas Copco à Cologne (Rhénanie du Nord-

Westphalie), porte-parole des personnes de confiance de cette entreprise, et Tom Adler, membre du conseil d'entreprise de Daimler-Chrysler à Stuttgart-Untertürkheim et membre de la commission contractuelle (Tarifkommission) de l'IG-Metall pour de Bade-Wurtemberg.

**SORTIR DU PIEGE DE  
L'« ALLIANCE POUR LE  
TRAVAIL »**

Pourquoi le renouvellement du contrat de l'industrie des machines et de l'automobile a-t-il débouché cette année sur une grève, pour la première fois depuis 1995 ? Pour Udo Bonn, « une des premières causes est à chercher dans l'Alliance pour le travail » (Bündnis für Arbeit) mise en place par le gouvernement Schröder et réunissant autour de lui les représentants des syndicats et des associations patronales. Durant trois ans, l'Alliance pour le travail a servi de fait à la mise en place d'une forte modération salariale. Le mauvais accord conclu par l'IG Metall en 2000 pour une durée de deux ans – et qui avait mécontenté de nombreux salariés – en est un exemple. L'argument était le suivant : cette modération salariale se traduira, d'une manière ou d'une autre, par des créations de places de travail. Or cela n'a nullement été le cas. L'appareil de l'IG Metall a fait le bilan qu'il n'était plus possible de continuer avec cette politique. En janvier, le syndicat s'est donc retiré préventivement de l'Alliance pour le travail, pour sortir de ce corset salarial. »

Pour les salarié·e·s, deux autres considérations ont aussi joué. « Premièrement, poursuit Udo Bonn, ils ont constaté les profits massifs engrangés par les entreprises ces dernières années. Deuxièmement, ils ont fait l'expérience que le passage à l'euro a été accompagné d'une forte hausse des prix des biens de consommation courants et des services, contrairement à ce qui avait été promis. C'est moins le cas des loyers ; par contre, les prix de l'alimentation, des billets de cinéma

(25 %), de la bière, des repas au restaurant ont pris l'ascenseur. En ce début d'année, les salariés ont donc fait l'expérience qu'ils ont besoin de plus d'argent pour tourner. »

**« VRAIMENT RAS-LE-BOL »**

Mais l'écho rencontré par la mobilisation parmi les salarié·e·s s'explique aussi par ce qu'ils vivent, et subissent, depuis des années dans les entreprises. « Flexibilisation, dégradation des conditions de travail, multiplication des tracasseries de la hiérarchie : les gens en ont vraiment ras-le-bol, constate Tom Adler. Dire oui à la grève, c'était aussi une manière de faire ses comptes avec son entreprise. » C'est exactement le même bilan que fait Udo Bonn : « Ces dernières années, les salarié·e·s ont vécu, dans un très grand nombre d'entreprises, une détérioration nette des conditions de travail, des formes de travail toujours plus flexibles, la suppression des acquis de boîte, supérieurs aux normes minimales du contrat national, etc. Les salarié·e·s ressentent très violemment ces changements. La grève est l'occasion d'exprimer son ras-le-bol à ce sujet. »

**UNE MOBILISATION QUI  
DÉMARRE TRES FORT**

Ces différents éléments ont créé un contexte favorable pour agir. « En avril, constate Udo Bonn, la participation aux grèves d'avertissement a été excellente, dans toute l'Allemagne. La mobilisation était très nettement meilleure que les années précédentes : plus de 700 000 salarié·e·s y ont pris part. Le secteur des employés, moins organisé syndicalement, a davantage participé aux débrayages, dont certains ont duré

plusieurs heures. Un argument revenait régulièrement : "Toute cette modération n'a rien apporté ; nous devons aujourd'hui faire en sorte que notre paie augmente." C'était un bon signe pour la suite. »

Ce constat ne veut pas dire que l'état d'esprit était le même partout : « Il est probable que le climat est un peu moins revendicatif dans les Länder de l'est, analyse Udo Bonn. Même dans ceux de l'ouest, l'ambiance variait beaucoup selon les régions et les entreprises. Dans le sud, en Bavière ou en Bade-Wurtemberg, des entreprises ont par exemple revendiqué 10 % d'augmentation. Ici en Rhénanie du Nord-Westphalie (RNW), une région où il y a davantage d'entreprises de taille moyenne installées dans des régions rurales, les revendications tournaient plutôt autour de 3 ou 4 %. Certaines entreprises étaient même pour ne rien revendiquer. Cependant, durant la discussion qui a précédé l'établissement de la revendication, ce sont les entreprises les plus combatives qui ont donné le ton. »

**« EN GREVE POUR LA  
PREMIERE FOIS DEPUIS  
DES GÉNÉRATIONS »**

Cette disponibilité s'est ensuite retrouvée dans la grève. Tom Adler travaille dans l'Etat de Bade-Wurtemberg, le Land où la grève a effectivement été menée, avec un appui, dès la deuxième semaine, de Berlin-Brandebourg. « La participation à la grève a été très bonne. En Bade-Wurtemberg, la dernière grève date de 1984 [celle de 1995 s'était centrée sur la Bavière]. Cela signifie que la grande majorité des salarié·e·s qui ont fait grève l'ont fait pour la première fois ; seulement 30 % à 40 % des collègues qui étaient présents en

1984 sont encore là aujourd'hui. »  
 Le syndicat avait choisi pour cette bataille une nouvelle tactique de grèves tournantes. Cela a eu pour effet d'impliquer dans l'action un très grand nombre d'entreprises : « Dans le sud du Bade-Wurtemberg, dans des régions qui ne sont pas des centres industriels, c'était la première grève depuis des générations pour un grand nombre de salarié·e·s de petites et moyennes entreprises », explique Tom Adler.  
 De plus, de l'avis de Udo Bonn, les employeurs avaient « un problème avec l'opinion publique. Cette dernière n'était pas opposée à la grève, contrairement aux années précédentes au cours desquelles faire la grève était toujours ressenti comme quelque chose de terrible. Les employeurs n'avaient pas réussi à imposer leur vision des choses. »

#### LES RAISONS DE LA GREVE TOURNANTE

La direction de l'IG Metall présente son concept de « flexi-grève », c'est-à-dire de grèves tournantes d'un jour chacune, comme une tactique permettant d'éviter la mise au chômage technique d'entreprises. « Ce problème du chômage technique est un problème sérieux, explique Udo Bonn. C'est la conséquence d'une disposition antigrève introduite par le gouvernement Kohl, dans les années quatre-vingt : les salarié·e·s qui se retrouvent au chômage technique suite à un mouvement de grève – ce qui arrive très rapidement compte tenu de l'importance de la sous-traitance et de la réduction massive des stocks – n'ont pas droit aux indemnités de chômage. Le syndicat ne peut pas non plus les indemniser et cette situation exerce une très forte pression pour interrompre le mouvement.

Le gouvernement Schröder avait promis de modifier la loi de manière à ce qu'en cas de chômage technique, les personnes touchées aient droit au chômage. Or, il ne l'a pas fait. De plus, ce concept de grève est un bon moyen d'impliquer activement le plus grand nombre possible de salariés dans la grève. Les problèmes pouvaient apparaître s'il y avait blocage et que les grèves d'une journée restent la seule forme d'action. La pression sur les employeurs serait alors trop faible. Au début du mouvement, on avait discuté de faire une distinction entre les entreprises pouvant provoquer rapidement du chômage technique, où l'on s'en tiendrait aux grèves d'un jour, et d'autres, qui deviendraient des centres de gravité du mouvement, avec des grèves qui se prolongent sur plusieurs jours. Mais on n'en est pas arrivé là. »

Cet élargissement de la participation à la grève s'est-il aussi traduit par l'engagement de nouvelles couches de salarié·e·s ? Tom Adler et Udo Bonn sont prudents. « Je ne peux pas dire cela, estime Tom Adler. Les jeunes n'ont pas joué un rôle plus important qu'en 1984. Alors, les collègues étrangers jouaient un rôle très important ; c'est aussi le cas aujourd'hui. » Pour Udo Bonn, ce serait « aller trop loin que d'affirmer que l'on assiste à l'émergence d'une nouvelle couche combative de salarié·e·s ». Certes, il y a eu « un engagement plus important des employé·e·s ; mais cela se fait pour l'instant plutôt de manière passive. Les apprentis sont aussi très présents. Lors du dernier renouvellement du contrat, ils n'avaient rien obtenu en termes de salaire, en échange de la prolongation de 6 mois à 1 année de l'obligation qu'ont les entreprises de les engager à la fin de leur forma-

tion. »

#### « IL Y AVAIT PLUS À GAGNER QUE CELA »

C'est dans ce contexte qu'est tombé l'accord négocié le 15 mai, au 7<sup>e</sup> jour du mouvement (cf. encadré). Tom Adler est « d'avis que le syndicat n'a pas utilisé toutes les possibilités qui existaient et qui se sont accrues avec la forte mobilisation. Le résultat est non seulement inférieur aux attentes des membres, mais il est inférieur à ce qu'il aurait été possible d'obtenir. Si l'on prend en compte la dynamique de la mobilisation et de la confrontation, si l'on considère comment la combativité a pris de l'ampleur, si l'on observe les craintes qu'avaient les employeurs, le bilan est net : il y avait plus à gagner que cela. » Udo Bonn estime qu'avec cet accord, « on a gaspillé une grande chance de réaliser enfin ce que la direction de l'IG Metall et Zwickel [le président d'IG Metall] annonçaient depuis des années, à l'occasion du renouvellement des contrats : "en finir avec la modestie". Si l'on considère l'accord du strict point de vue financier, on arrive à une augmentation globale réelle de 3,36 % pour 22 mois, ce qui est très loin des 6,5 % pour 12 mois revendiqués. »

Quel est l'accueil de cet accord parmi les salarié·e·s ? Au moment des entretiens [20 au 20 mai], les votations générales n'avaient pas encore eu lieu et le recul manque pour une vue d'ensemble. Tom Adler et Udo Bonn sont prudents. Ils livrent cependant quelques éléments d'appréciation : « Je ne peux donner que des indications limitées, précise Tom Adler. Chez Bosch [accessoires automobiles], par exemple, l'accord a été très vivement critiqué par les personnes de confiance. Chez nous à

DaimlerChrysler, il y a eu une assemblée générale des militants syndicaux. Ceux qui défendaient l'accord ont dû essuyer de très fortes critiques. Il en a été de même chez Man Roland [machines à imprimer]. Cela dit, je ne sais pas encore comment cet accord sera vécu. Il y a une grosse colère ; mais je ne sais pas si cet accord aura un effet démobilisateur. » Udo Bonn est également nuancé : « En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, les gens ne sont pas si mécontents avec l'accord, à ce que j'ai pu constater. Il ne faut pas oublier qu'il n'y a pas eu de grève dans la région. De plus, même si l'impact réel sera une augmentation de 3,36 % sur 22 mois, pratiquement, les gens vont voir leur fiche de paie augmenter de 4 % en juin de cette année, et une nouvelle fois de 3,1 % en juin 2003. Je ne pense donc pas que l'accord aura un effet démobilisateur. Mais, en même temps, il n'y aura pas non plus de nouvelle dynamique combative, contrairement à ce qu'aurait pu faire espérer l'ampleur de la participation à la grève. »

Pour Udo Bonn, un point de l'accord va particulièrement susciter des critiques à l'échelle nationale : la clause d'exception introduite, qui permet aux entreprises en difficulté de déroger à l'application du contrat : « C'est la première fois qu'une telle clause est introduite en lien avec les salaires. Les conditions pour sa mise en œuvre sont relativement contraignantes, davantage par exemple que celles pour des clauses d'exception existant déjà dans le domaine de l'emploi. Mais le fait même d'introduire une telle clause est très négatif. »

« UN BON ACCORD POUR SCHRÖDER »

Comment expliquer la conclusion de cet accord ? Tom Adler voit un ensemble de causes. « La première est justement le fait que la mobilisation avait pris une certaine dynamique. Un appareil syndical a toujours peur d'en perdre le contrôle. L'autre cause est certainement le fait que le "corridor" pour un accord, prédéfini au niveau politique, était très étroit. Depuis des semaines, 4 % avait été présenté comme le maximum pour qu'un accord n'ait pas d'effet négatif pour le gouvernement Schröder. La direction de l'IG Metall a finalement respecté ce cadre, ce qui est une indication du fait qu'elle ne veut pas de vrai conflit avec le chancelier. Durant la dernière période, elle avait déclaré à de nombreuses reprises qu'il ne fallait pas, dans ce conflit, prendre en considération le gouvernement. L'accord conclu indique exactement le contraire. »

Lors d'un premier entretien, alors que la grève était encore en cours, Udo Bonn appréciait ainsi le rôle du gouvernement : « Pour l'instant, le gouvernement fait des pressions, mais en coulisses. Publiquement, le discours est : "Certes, la grève est possible ; mais elle ne doit pas affaiblir l'économie." Il faut noter que c'est aussi ce qu'a dit Gregor Gysi du PDS [ex-SED de l'Allemagne de l'Est], sénateur [membre de l'exécutif] de Berlin, responsable de l'économie, devant des métallos de Berlin : une grève trop longue serait nocive. Il s'est aussi prononcé indirectement contre une égalisation des salaires entre les Länder de l'est et ceux de l'ouest, au nom de la défense des avantages comparatifs des premiers. » Udo Bonn poursuivait : « Il y a eu publiquement un conflit relativement violent entre la direction de l'IG Metall et le SPD. Klaus Lang, qui est le responsable du département de la poli-

tique contractuelle de l'IG Metall et qui est un peu le chef théoricien du syndicat, a tenu devant une conférence ouvrière du SPD des propos très durs contre la "politique du milieu" [Politik der Mitte] de Schröder. Il s'est aussi prononcé contre la campagne électorale de Schröder, qui vise à se présenter uniquement comme l'anti-Stoiber [le candidat du camp conservateur, président du Land de Bavière et patron de la CSU] et à utiliser l'épouvantail d'une victoire de droite pour refuser toutes les revendications syndicales. L'IG Metall veut garder son indépendance face au gouvernement. C'est aussi la conséquence du constat que Schröder n'a tenu aucune de ses promesses. Même les changements en matière de participation dans les entreprises sont si maigres que l'IG Metall ne peut pas les présenter comme un exemple de victoire acquise grâce au gouvernement. Et sur les autres terrains, comme les assurances sociales ou la politique fiscale, c'est pire : le gouvernement a fait subir des défaites aux salarié-e-s et aux syndicats. Cela ne veut évidemment pas dire que l'IG Metall va complètement changer d'orientation. On en est très loin et, de toute manière, les forces militantes manqueraient pour cela. Il n'y a d'ailleurs pas de discussion allant dans ce sens. »

L'accord conclu, Udo précise : « C'est un bon accord pour Schröder. Cela m'oblige à réviser un peu mon opinion au sujet des rapports entre le syndicat et le gouvernement et cela constitue pour moi, de fait, la plus grande déception. Avec cet accord, l'IG Metall s'est à nouveau rapprochée du gouvernement. Je ne sais pas comment cela va se répercuter sur l'Alliance pour le travail. Mais, deux jours après la signature de l'accord, le président du DBG

[l'Union syndicale en Allemagne], Dieter Schulte, annonçait qu'il était indispensable que se tienne avant septembre [le mois des élections fédérales] une nouvelle ronde de négociations dans le cadre de l'Alliance pour le travail, afin de décider quelque chose au sujet du chômage. On verra comment l'IG Metall se réintègrera à ce processus. Je peux imaginer que cela se fera avec des réserves. Mais cela signifie que les syndicats font la campagne pour Schröder. Même si, simultanément, ils maintiennent, par exemple, une mobilisation nationale des jeunes syndicales, conjointe avec Attac, à Cologne une semaine avant les élections de septembre, avec le mot d'ordre : "Maintenant, il faut redistribuer !" »

#### EMPLOYEURS « PLUS QUE CONTENTS »

Pour Tom Adler, cet accord « ne posera aucun problème aux employeurs ». Les gains de productivité, la poursuite des restructurations, l'extension de la flexibilité permettent sans problème d'absorber cette légère augmentation des charges salariales. Udo Bonn est encore plus catégorique : « Les employeurs sont plus que contents. Il n'y a qu'en Saxe-Anhalt qu'il y a une tentative patronale de torpiller l'extension nationale de l'accord conclu en Bade-Wurtemberg. C'est une région de l'est où il y a eu de forts investissements. Mais les associations patronales nationales font pression pour que tout rentre dans l'ordre. Il en est allé de même lorsque les associations patronales de Bavière et de Basse-Saxe ont écrit à leurs membres, au cours du conflit, pour les inviter à devenir des membres non soumis au contrat. Les centres patronaux ont violemment attaqué

cette démarche et ces lettres ont dû être retirées. » Cela confirme son opinion que les menaces récurrentes, formulées lors de chaque renouvellement de contrat, de démissions en masse de l'association patronale, et donc des contrats nationaux négociés avec les syndicats, restent pour l'instant des moyens de pression et pas une stratégie.

#### TENTATIVE DE COORDINATION DE LA GAUCHE SYNDICALE

Ce renouvellement du contrat de l'industrie des machines a été marqué par une campagne indépendante menée par les syndicalistes de gauche sur le thème « Un renouvellement contractuel 2002 mené à partir d'en bas » (Tarifrunde 2002 von unten). Quel premier bilan en faire ? Tom Adler explique que « c'était la première tentative pratique de mettre en réseau nos activités au sein du syndicat, afin non seulement de débattre mais aussi d'intervenir de manière coordonnée à l'occasion d'une échéance concrète. Durant la phase préparatoire, cela a relativement bien marché. Sans exagérer, je crois que la revendication retenue aurait été inférieure à 6,5 % si nous n'avions pas pu coordonner les voix s'exprimant à la base et intervenir ainsi dans le débat. De ce point de vue, cela a été un succès. Mais l'accord négocié et l'interruption brutale du mouvement montrent aussi les limites de la gauche syndicale. Si nous avons eu une influence sur la revendication, nous ne sommes pas suffisamment organisés pour pouvoir empêcher qu'un résultat de négociation marque de facto la fin d'un mouvement pour le renouvellement du contrat. » Udo Bonn ne veut également pas exagérer l'importance de

cette campagne animée par un réseau syndical, l'« Initiative pour la mise en réseau des gauches syndicales », qui se réunit depuis 4 ans (cf. [www.labournet.de/GewLinke/](http://www.labournet.de/GewLinke/)). « Nous avons essayé d'agir de manière plus coordonnée ; nous avons publié deux feuilles d'information. Mais, à l'exception peut-être du Land de Bade-Wurtemberg, on ne peut pas dire que cette action a eu vraiment une influence durant la campagne contractuelle. En fait, depuis 1989, la gauche syndicale s'est énormément affaiblie. »

Il est encore trop tôt pour anticiper la manière dont ces réseaux de syndicalistes combattifs pourront faire, avec des secteurs de salariés, un bilan de cette bataille contractuelle, et comment cette expérience va se traduire sur le rapport de force dans les entreprises. Pour Udo Bonn, cette bataille a permis « beaucoup de discussions avec les collègues, comme jamais depuis longtemps. Nous avons appris à mieux nous connaître. Mais, on ne peut actuellement pas en dire plus » au sujet de son impact sur l'influence des syndicalistes combattifs. « Dans les entreprises, estime Tom Adler, le rapport de force va largement dépendre d'une chose : est-ce que les collègues qui ont critiqué l'accord, et qui ont joué un rôle moteur dans la mobilisation, vont le vivre comme une défaite ? Pour l'instant, je ne le sais pas. D'un autre côté, que la grève ait eu lieu a fait faire l'expérience qu'il est possible de fonctionner autrement. Cela aussi va peser sur les réactions face à la flexibilisation – à laquelle l'IG Metall a laissé jusqu'à maintenant les portes ouvertes – et aux dégradations des conditions de travail. » ¶

## De la grève à l'accord du 15 mai

1/ La revendication présentée par le syndicat IG Metall portait cette année essentiellement sur deux points : 1) une augmentation salariale de 6,5 % pour une période de 12 mois ; 2) l'harmonisation des accords-cadres salariaux des employés et des ouvriers (ERA, cf. ci-dessous).

2/ Si l'accord (Tarifvertrag) conclu entre syndicat et association patronale a, de fait, une dimension nationale, il est formellement négocié à l'échelle régionale, au niveau d'une région tarifaire (Tarifgebiet). Conclu, l'accord est ensuite repris tel quel, ou avec quelques aménagements, dans les autres régions. Cette année, l'IG Metall a choisi de faire avancer la négociation dans la région du Bade-Wurtemberg. C'est le centre notamment de l'industrie automobile (DaimlerChrysler en particulier) et le siège d'entreprises qui ont réalisé des profits très élevés ces dernières années, comme Porsche. Le patron de l'IG Metall en Bade-Wurtemberg, Berthold Huber, est, par ailleurs, un des aspirants à la succession de Klaus Zwickel à la tête de l'IG Metall, en 2003.

C'est donc également dans cette région qu'ont eu lieu les grèves, après les débrayages d'avertissement qui s'étaient déroulés en avril dans toute l'Allemagne. Après une semaine de mouvement, l'IG Metall a étendu la grève à la région de Berlin-Brandebourg. Ce choix correspond à la volonté d'indiquer la dimension nationale de la lutte menée et de signifier que le syndicat n'accepte pas un accord au rabais pour les Länder de l'est.

3/ Pour qu'il y ait grève, les membres du syndicat sont appelés à se prononcer lors d'une votation générale. Une majorité de 75 % des voix est nécessaire. Ces pourcentages ont été très nettement dépassés. En Bade-Wurtemberg, 96,2 % des membres du syndicat ont participé à la consultation et se sont prononcés à 90,04 % pour la grève. A Berlin-Brandebourg, la participation a été de 87,2 %, avec 85,7 % pour la grève.

4/ Lorsqu'un accord est conclu, il doit également être soumis à la votation générale des membres. Dans ce cas, il ne faut cependant que 25 % de suffrages positifs pour que l'accord soit considéré comme accepté (puisque une majorité de 75 % serait nécessaire à la poursuite de la grève...).

5/ Les principaux points de l'accord conclu le 15 mai sont les suivants :

o Pour les mois de mars et avril 2002, il n'y a aucune augmentation des salaires.

o Pour le moi de mai 2002, une indemnité forfaitaire de 120 euros, correspondant à 4 % du salaire moyen de la branche, sera versée.

o A partir du 1er juin 2002, le volume global des salaires soumis au contrat augmentera de 4 %. Cependant, sur cette somme, 0,9 % sera affectée à la mise en place de l'ERA (cf. ci-dessous). Donc seuls 3,1 % se traduiront par une augmentation effective des salaires de référence.

o A partir du 1er juin 2003, le volume global des salaires soumis au contrat augmentera une nouvelle fois de 3,1 %, pour une période contractuelle se terminant fin décembre 2003. A nouveau, sur cette somme 0,5 % sera affectée à la mise en place de l'ERA.

o Ces chiffres ont permis au syndicat d'afficher un « quatre avant la virgule », ce qui avait été présenté comme le seuil à franchir pour que l'accord puisse être présenté comme bon. Cependant, les calculs faits en tenant compte des mois sans augmentation de salaire, du retard ainsi pris et des sommes affectées à l'ERA aboutissent au fait que l'augmentation réelle des salaires sera de 3,36 % pour une période de 22 mois. Il est tout à fait possible que ce montant soit inférieur à l'inflation durant cette période.

o L'accord prévoit que lorsque ces augmentations constitueraient un « danger pour la capacité de survie de l'entreprise », l'employeur et le conseil d'entreprise peuvent demander aux parties contractantes du contrat, le syndicat et l'association patronale, de prévoir une exception. La condition est que l'entreprise présente un plan d'assainissement et renonce à des licenciements économiques durant la période où cette exception est en vigueur. « Je suis personnellement pour aller vers plus de possibilités de différenciation, selon la situation des entreprises. Mais ce n'est pas là un point de vue majoritaire à l'IG Metall », explique Berthold Huber (Libération, 17 mai 2002).

6/ L'ERA renvoie à des enjeux un peu difficiles à comprendre à partir de la réalité helvétique. Le contrat de l'industrie des machines, comme d'autres en Allemagne, prévoit deux grilles salariales différentes en fonction du fait que les salarié·e·s sont considérés comme des ouvriers ou comme des employés. Cette distinction, qui remonte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, a des conséquences importantes. « L'écart entre les rémunérations des ouvriers et celles des employés, qui ont tous deux fait un apprentissage de trois ans et demi, se creuse au cours de leur vie professionnelle, explique Udo Bonn. En Rhénanie-du-Nord-Westphalie, un ouvrier avec de nombreuses années d'expérience gagne 400 euros de moins qu'un employé ayant une expérience analogue. Dans d'autres régions la situation est similaire. »

Face à cette réalité, que l'évolution des professions a rendue



encore plus intenable, le syndicat a porté la revendication d'une harmonisation des accords-cadres salariaux des employés et des ouvriers, l'ERA. Udo Bonn considère que cela correspond à un sentiment « très largement partagé parmi les salarié-e-s : il doit y avoir égalité de salaires entre ouvriers et employés ». Tom Adler estime également que c'est, en tant que tel, une revendication légitime que de vouloir corriger ces injustices. Tout le problème est : comment ? L'harmonisation se fera-t-elle vers le haut, ou vers le bas ? Quelles ressources seront-elles mises à disposition pour cela ? Par qui seront-elles financées ? Il y a de mauvais exemples : dans la chimie, cette harmonisation a abouti à des pertes pour une partie des employés. « C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles les employeurs ont aussi intérêt à un tel accord : ils espèrent pouvoir baisser les salaires des employés », explique Udo Bonn.

Les négociations au sujet de l'ERA se poursuivent jusqu'à la fin de l'année. Les salariés n'ont donc pour l'instant qu'une idée très floue de ce à quoi l'ERA pourrait finalement aboutir pour leurs salaires. Il peut y avoir de mauvaises surprises. L'accord conclu le 15 mai fixe à la fois un calendrier pour l'introduction de l'ERA (qui devrait être achevée au plus tard 2007) et une première affectation dans un fonds de l'équivalent de 1,4 % (0,9 % + 0,5 %) de la masse salariale soumise au contrat pour financer cette harmonisation des normes salariales. 7/ La votation générale sur l'accord du 15 mai a eu lieu en Bade-Wurtemberg les 21 et 22 mai : l'accord a été accepté par 56,63 % des votant-e-s (participation : 88,99 %). Pour Udo Bonn, c'est « un faible taux d'approbation, qui doit donner quelques soucis à la direction de l'IG Metall. Un réel mécontentement, pas organisé mais largement ressenti, s'est exprimé. »

#### DERRIERE LA GREVE...

Alors que la grève démarrait dans l'industrie des machines, l'hebdomadaire Business week (BW) consacrait une page de son édition datée du 13 mai 2002 à la consolidation de la position patronale dans l'est de l'Allemagne et, par ricochet, à l'échelle nationale. « Une force de travail flexible attire les investissements dans l'est de l'Allemagne », titrait BW. Qui enfonce le clou : il ne faut pas se laisser distraire par la grève. En effet, « IG Metall a aussi une autre facette, mieux connue des patrons et des salariés de l'ex-Allemagne de l'Est communiste. L'année dernière, par exemple, IG Metall voulait persuader BMW de construire une nouvelle usine à Leipzig plutôt qu'en Tchécoslovaquie. Le syndicat a donc signé un accord permettant à BMW de moduler les heures travaillées en fonction de la demande. "IG Metall a été infiniment flexible à l'est. Aucun employeur ne peut dire le contraire", affirme Sieglinde Merbitz, chef de l'IG Metall pour la région de Leipzig. » L'hebdomadaire économique donne d'autres exemples. Ainsi l'entreprise californienne AMD (producteur de microprocesseurs, 3,9 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2001) s'est installée à Dresde. « Avec des équipes de 12 heures jusqu'à 4 jours de suite, les salariés de AMD à Dresde maintiennent l'usine ouverte 24 heures sur 24, toute l'année. Ce type d'arrangement est quasiment inouï à l'ouest de l'Allemagne. » « En une année, poursuit BW, un salarié travaille en moyenne à l'est un mois de plus que son collègue de l'ouest. Ses coûts salariaux horaires s'élèvent en moyenne à 14 dollars contre 22 dollars à l'ouest. La productivité est certes plus faible, mais, selon les économistes, cela a davantage à voir avec les infrastructures qu'avec la productivité du travail. » Enfin, BW rappelle que si 62,8 % des salariés sont couverts à l'ouest par un contrat national négocié avec le syndicat, cette proportion n'est que de 45,5 % à l'est. « L'est pourrait bien apprendre à l'ouest une ou deux choses au sujet du capitalisme », conclut BW.

The Economist du 18 mai 2002 titrait, de son côté : « Malgré les titres sur les grèves, le marché du travail en Europe apparaît plus flexible ». Et de rappeler que selon une étude de Lombard Street Research, au cours de la dernière décennie, les salaires ont augmenté en Allemagne et en Europe de 0,7 % de moins par an que la productivité. Un tableau qui invite à ne pas confondre la grève de début mai avec le rapport de force social effectif entre salariat et patronat en Allemagne... et en Europe.

Nous publions ici quelques « bonnes feuilles » du livre que viennent de terminer nos camarades François Chesnais et Jean-Philippe Divès, sous le titre « Que se vayan todos !, qu'ils s'en aillent tous ! »

Le livre est à paraître aux éditions Nautilus.

# « Que se vayan todos ! »

# « Qu'ils s'en aillent tous »

## CHAPITRE I

### CE QUI SE JOUE EN ARGENTINE

Les 19 et 20 décembre, l'Argentine a vécu deux journées révolutionnaires au sens que ce terme revêt en Europe depuis les révolutions de 1830 ou de 1848. Plusieurs secteurs de la société argentine, jusqu'alors assez séparés, se sont soulevés et ont pris conscience dans la rue que leurs intérêts et leurs objectifs convergeaient. Ils ont affronté le gouvernement en lui contestant sur le terrain l'occupation physique des symboles du pouvoir, à commencer par la célèbre Place de Mai face au palais présidentiel. Malgré une trentaine de morts, ils ont bravé l'état d'urgence proclamé par le président de la République, Fernando de la Rúa. Au cours de la première nuit, ils ont chassé le ministre de l'économie et des finances haï ; au cours de la seconde ils ont forcé le président de la République lui-même à démissionner et à fuir du palais présidentiel en hélicoptère. Dix jours plus tard, l'alliance des classes populaires et de la « classe moyenne » a fait tomber le gouvernement transitoire qui avait été mis en place, avant qu'un président de la République très faible politiquement, le péroniste Eduardo Duhalde, émerge des tractations de partis rejetés en bloc par les manifestants.

La situation quotidienne des classes populaires et les exigences des puissances étrangères

En avril 2002, [...] les pauvres sont au nombre de 17,4 millions, dont 6,4 millions « d'indigents ». Le nombre des chômeurs augmente maintenant au rythme de plusieurs dizaines de milliers par mois sous l'effet de plusieurs facteurs conjugués : le désinvestissement ou le départ des multinationales, l'étranglement du petit commerce (entre janvier et avril, 10 400 magasins ont disparu) et l'effondrement du système du crédit à mesure que les banques tombent en situation de banqueroute virtuelle. Chaque jour des entreprises non étrangères ferment leurs portes. Malgré cette situation, le FMI qui été reçu à bras ouverts par le gouvernement et dont le secrétariat comprend de nombreux Argentins, n'en réclame pas moins à Duhalde le licenciement dans les prochains mois de 300 000 fonctionnaires et salariés de l'État fédéral et des provinces. De son côté, le gouvernement Bush a fait parvenir une lettre au gouvernement Duhalde lui ordonnant de présenter un plan de paiement de la dette « crédible et soutenable » [1]. Ce qui signifie en langage à peine diplomatique : vous devez continuer à payer le service de la dette, et cela quelles qu'en soient les conséquences tragiques pour le peuple. [...]

Une politique de désindustrialisation à très grande échelle, de démantèle-

ment de fond en comble de l'industrie d'un pays et de privatisation de tous ses services publics, comporte comme pour toutes les opérations, militaires ou civiles de « remise en ordre » des affaires d'un pays par les puissances étrangères, des « dommages collatéraux ». L'analogie entre les conséquences des plans de restructuration et de privatisation et celle des opérations de « paix » s'impose. Ici ces « dommages » ne sont autres que la liquidation – liquidation sociale tendant vers la liquidation physique par maladie et dénutrition – d'une large part des anciens ouvriers et de leurs familles. [2] [...]

Les grands groupes industriels étrangers et nationaux ont des situations de monopole, souvent doublées de garanties contractuelles obtenues de l'État au moment des privatisations, qui leur permettent de fixer les prix comme ils l'entendent. Ainsi les groupes agro-alimentaires argentins ont-ils le pouvoir économique et politique de proposer aux consommateurs argentins les produits essentiels – la farine, le riz, l'huile, la viande – pratiquement aux mêmes prix que ceux qu'ils pratiquent sur le marché mondial où ils sont exportateurs. Les sociétés étrangères qui ont pu acquérir à vil prix les entreprises nationales de service public grâce aux privatisations du gouvernement du péroniste Carlos Menem, ont fixé les prix de l'électricité et du téléphone facturés aux foyers au-delà des possibilités

d'une fraction très importante de la population [3]. Le prix de l'essence et du gasoil augmente tous les quinze jours avec ses conséquences en chaîne sur la distribution, les transports de marchandises et les transports collectifs. Les groupes pharmaceutiques et leurs intermédiaires locaux spéculent sur les médicaments (le diabète et le cholestérol sont très répandus), comme sur toutes les pièces de rechange que l'Argentine doit importer depuis le démantèlement de son industrie. Les chômeurs ne bénéficient d'aucune protection sociale. Les familles « indigentes » n'ont même plus la possibilité d'acheter du butane pour la cuisine. Dans l'un des pays agricoles les plus riches du monde, le seul maigre repas quotidien de millions d'enfants est au mieux celui que les écoles parviennent encore à leur fournir sur la base de maigres subventions et souvent de la solidarité de quartiers pourtant paupérisés. [...]

Un basculement d'un monde pour des classes entières et une crise politique systémique

Nous pensons qu'il est nécessaire à la fois de dire qu'il y a dans la situation actuelle de très importants facteurs pouvant conduire vers une situation révolutionnaire et être très prudent quant au stade atteint par leur maturation. [...]

Le premier facteur est que la vie, mais aussi la vision du monde de millions de gens ont basculé. Nous avons parlé des conditions d'existence des classes populaires, mais il y a aussi la réalité radicalement nouvelle à laquelle les classes dites « moyennes » se trouvent confrontées. Depuis le début de décembre 2001, elles ont subi des pertes qui sont aujourd'hui très difficilement réversibles dans un pays subordonné dans le contexte du

capitalisme mondialisé et financierisé. Du fait du blocage des comptes bancaires décidé par les banques avec l'aval du gouvernement pour retarder le moment de la banqueroute financière (ce que les Argentins ont nommé le « corralito » [4]), et de la dévaluation très forte du peso qui a suivi, les petits épargnants appartenant aux classes moyennes ont subi une véritable expropriation. Le blocage des comptes était déjà un coup dur. La dévaluation du peso qui l'a accompagné, après des années de change fixe et libre de la monnaie argentine avec le dollar, en a fait une mesure de spoliation, d'expropriation sur une très large échelle. Ceux qui en ont été les victimes l'ont compris tout de suite. Institution auparavant objet de leur respect, la banque est devenue un ennemi. [...]

La seconde raison pour défendre la caractérisation donnée plus haut tient aux origines et donc à la profondeur de la crise politique en cours. L'effondrement économique et la crise sociale qu'il a suscitée sont d'une telle gravité qu'ils ont provoqué une crise politique d'une dimension exceptionnelle. [...] Les dirigeants et les partis politiques qui se sont partagés le pouvoir depuis soixante ans ont perdu toute crédibilité auprès des dirigeants économiques et politiques étrangers dont ils sont les obligés, mais surtout dans le pays même auprès des administrés, des dominés, des exploités, en un mot des « gens de la rue ». [...] Dans le cas de l'Argentine, cette rupture représente une césure historique fondamentale. C'est la première fois que de façon aussi claire, la majorité populaire et prolétarienne qui a soutenu les péronistes si longtemps a rompu politiquement avec eux, même si l'appareil politique justicialiste (nom officiel de la formation péroniste) et de la CGT sont toujours debout, en

province notamment. De son côté, le Parti radical (l'Union civique radicale ou UCR) a perdu en large partie son appui traditionnel auprès des classes moyennes. Le Parti justicialiste et Parti radical sont mis exactement dans le « même sac ». Ils ont perdu les « bataillons populaires » qui leur ont apporté si longtemps un appui, pas seulement dans les élections mais aussi dans la rue. Les autres formations politiques plus récentes et bien plus petites ont subi pratiquement le même rejet. Ceci explique le rôle de premier plan que la hiérarchie de l'Église catholique joue depuis quelques semaines. D'un côté, elle a accentué ses critiques à l'égard du gouvernement et même du FMI. De l'autre elle cherche à endiguer le mouvement populaire en coiffant certains secteurs des déshérités grâce à son large réseau d'institutions caritatives.

]Une autre dimension proprement « systémique » de la crise de domination est la paralysie politique temporaire de l'armée, qui a pourtant toujours été un protagoniste central des crises nationales argentines. Une des raisons est la perte de légitimité profonde qu'elle a subie du fait de l'ampleur et de la sauvagerie de la répression qu'elle a menée de 1976 à 1983, pendant la dictature militaire initiée par Videla. L'autre raison, sans doute bien plus décisive que la première, c'est que pour réussir un coup d'État débouchant sur une domination stable ou sérieusement stabilisée, il faut disposer d'une base sociale assez large, contrôler des ressources économiques à distribuer et avoir un projet économique et un plan d'action à moyen terme dont on puisse se revendiquer et auxquels une partie de la population puisse croire. Or dans le cas de l'Argentine, on n'est pas dans cette situation. L'effondrement provo-

qué par le « néolibéralisme » est survenu après l'échec des politiques économiques antérieures menées dans le cadre de l'appel aux capitaux étrangers pour mener des politiques dites de « substitution d'importations ». [...] Pour sauver les grandes banques étrangères et nationales il a fallu procéder à l'expropriation de l'épargne des « classes moyennes », ce qui a renforcé chez ces dernières la compréhension que la voie de la paupérisation les menaçait également. On comprend que pour l'instant au moins, les candidats à un nouveau coup d'État militaire ne se bousculent pas aux portillons.

Un processus profond d'auto-organisation

Les modalités de l'auto-organisation sont diverses. La forme la plus « ancienne » (remontant à 1993-1994) est celle connue sous le nom de mouvement des « piqueteros » [...]. Les ouvriers jetés à la rue l'ont pris pour désigner des formes d'action qu'ils ont été forcés de mener loin de l'usine, suite à une désindustrialisation brutale qui s'est opérée en l'espace de 15 ans, mais auxquelles ils impriment, grâce à la jonction des expériences syndicales et de luttes dans entreprises avec des luttes de jeunes dans les zones déshéritées, des formes prolétariennes (dresser des barricades, affirmer un pouvoir de décision face aux automobilistes et à la police, assumer et contrôler au mieux le degré d'affrontement). Ces actions ont consisté à couper les routes (le corte de ruta), à y faire brûler des pneus, mais aussi à organiser des « soupes populaires » autour de ces piquets, puis à développer entre temps toute une série d'activités liées à l'organisation de la survie quotidienne. Dans les grandes villes de l'intérieur, chaque fois que les fonc-

tionnaires et les autres salariés n'étaient pas payés parce que les caisses des gouvernements provinciaux étaient vides (cela est arrivé de très nombreuses fois), ils se sont joints à ces formes d'actions, contribuant à maintenir ainsi le lien entre les « piqueteros » et les salariés encore employés.

D'autres formes d'auto-organisation se sont inspirées de l'exemple des « piqueteros ». Dans les zones les plus paupérisées, elles vont de la constitution de cantines collectives au troc organisé, en passant par l'aide à la scolarisation des enfants avec bibliothèques collectives ou encore à la construction de frêles logements. Des entreprises en faillites sont reprises par leurs salariés et se trouvent au carrefour entre une voie coopérativiste décentralisée et une appropriation et mise en commun des ressources pour répondre à des exigences de la société. Les épargnants — dont un grand nombre (près de 50 % du total) épargnait pour disposer d'un logement (condition pour survivre après une baisse brutale de salaire) — s'attaquent aux banques. Ils forcent leurs portes et commencent à recevoir l'appui d'employés de banques qui craignent pour leur emploi. Les cacerolazos se doublent de papelazos : les employés d'entreprises qui ferment balancent par la fenêtre les « archives » qui illustrent leur travail passé, qui, lui aussi, est jeté à la rue... [...].

Aiguisement des contradictions et aggravation des affrontements

Au moment où nous écrivons, le mouvement populaire est taraudé d'interrogations sur l'avenir du processus. Dans les organisations trotskistes qui dominent l'extrême gauche et dont l'intervention dans le mouvement des piqueteros et dans les as-

semblées est importante, comme dans celles de « gauche » qui se déclarent seulement « anti-néo-libérales » [5] mais qui sont aussi présentes, ces interrogations provoquent de profonds débats. Le chômage ne cesse de s'étendre. Il frappe toutes les couches populaires. La lutte contre ce fléau et ses effets se pose dans les assemblées de voisins, dans les soulèvements qui ont lieu dans des villes de province, dans les luttes de la fonction publique (contre la réduction du nombre des emplois et le non-paiement des salaires). Dès lors se pose la question des modalités d'une alliance organique entre assemblées de quartier et piqueteros, afin d'unir leurs forces et assurer une sorte de division des tâches. Un dépassement de la dualité des formes d'auto-organisation existe, parfois, sous la pression des nécessités de la survie, dans les villes de province. Une telle alliance permettrait de faire face aux opérations de division qui sont menées en direction des piqueteros par l'Église et par certaines grandes ONG, ainsi que par l'appareil péroniste et ses réseaux clientélistes, moyennant la répartition de l'aide caritative ou des subventions et « plans d'emploi ». Elle serait une réponse au processus centrifuge qui fait qu'en absence d'une centralisation effective et d'un accord sur un programme d'urgence, beaucoup de gens, dont le nombre varie selon les couches sociales, ne sont pas tournés vers l'avenir, mais rêvent du passé : le « retour du plein emploi » des années soixante-dix ; « el estado de bienestar » (à la fois Etat-providence et situation de bien-être) avec son assurance vieillesse ; des aides d'État à la scolarisation et à la nourriture. Un plan d'urgence et une meilleure centralisation de l'insoumission et de la révolte dans le cadre de l'auto-organisation

seraient des éléments de projection vers le futur, vers une société qui apporterait une solution aux besoins de la population. La question du pouvoir pointerait.

Dans les provinces de l'intérieur du pays (Jujuy, Chubut, Salta, San Juan...) où les problèmes de survie quotidienne sont les plus aigus, les actions populaires les plus directes, les affrontements les plus marqués, la répression la plus forte, on voit qu'une expérimentation sociale à grande échelle est en cours. C'est là que le FMI a demandé à Duhalde de faire de nouvelles coupes budgétaires. Privés des subventions fédérales et donc forcés d'appliquer une austérité encore plus brutale, les gouvernements locaux doivent accentuer la répression. Mais on voit aussi se dessiner des tentatives de mise en place d'une « démocratie autoritaire » qui serait construite sur un « fédéralisme » (terme désignant la décentralisation) accru et plus précisément encore sur un développement des solutions « locales ». Appuyées par l'Église et certaines grandes ONG, ainsi que par l'appareil péroniste et ses réseaux clientélistes, elles seraient censées répondre aux problèmes de la survie avec des allocations de misère. [...] En cas de succès, même relatif, il appartiendrait aux spécialistes de la communication et autres politologues acquis à l'ordre établi, de les présenter comme les canons de la nouvelle démocratie dans les pays auxquels l'impérialisme impose de nouveau un statut semi-colonial. Appliqué à un pays qui avait tenté d'échapper à ce statut par une industrialisation tardive, le résultat du « néolibéralisme » sinon son objectif, est de le lui réimposer. Les transferts de propriété d'entreprises comme de richesses agricoles par des achats à

vil prix donnent à ce processus l'allure d'une véritable recolonisation. Celle-ci prend des formes toujours plus voyantes, telles que l'acquisition de terres agricoles par des groupes financiers (Ted Turner de la CNN, la famille italienne Benetton ou, récemment, l'alliance Dassault-Rothschild qui a accaparé une part significative des vignobles de la région de Mendoza).

En raison de la profondeur de la crise sociale et du fait que les élites économiques et politiques « nationales » ont perdu l'appui dont en temps normal elles bénéficient, et qui ne leur a jamais vraiment fait défaut en Argentine, il sera difficile que la contre-révolution soit principalement le produit direct de forces endogènes, comme cela fut le cas encore en 1976, lors du coup d'État militaire de Videla. Cette fois-ci, la riposte contre-révolutionnaire devra être conçue et même très largement menée à partir de l'étranger. Elle prendrait alors la forme d'une re-colonisation dont les contours se dessinent déjà au travers d'articles qui paraissent dans la presse financière anglo-américaine. [...]

Ce projet n'est pas une abstraction puisque les prémisses commencent à en être créées concrètement au travers du rachat à vil prix (la parité dollar-peso est passée de 1 à 3,5) des entreprises, les quelques entreprises nationales qui restent à vendre mais aussi celles que le capital européen malmené par la crise économique et financière doit lâcher. Au niveau continental, c'est par le biais d'une « normalisation » politique et militaire brutale dans les pays plus au Nord — la Colombie et le Venezuela — que les États-Unis ont commencé à agir.

Même si le processus contenant en son développement la possibilité

d'un changement politique et social révolutionnaire, est nourri par des facteurs qui lui permettront de s'étendre sur de longs mois, même si le mouvement d'auto-organisation a une force propre considérable, la situation actuelle ne pourra pas se prolonger indéfiniment. Soit elle évoluera vers une transformation véritable des rapports de propriété, dont les bases politiques et les institutions devront être radicalement nouvelles par rapport à tout ce qui a marqué les révolutions depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale ; soit l'Argentine sera ramenée à une sorte « d'âge de pierre » dans le cadre d'un protectorat américain administré par le FMI, avec une redéfinition de sa place dans la division du travail du continent. [...]

## CHAPITRE 4

### « LE PAYS MODELE DU FMI »

Depuis 1997-1998, des centaines de milliers de travailleurs ont perdu par vagues successives leur emploi, sans aucun espoir d'en retrouver autrement que de façon très précaire et le plus souvent pas du tout. Le chômage a été alimenté d'abord à la fois par la liquidation de l'ancienne industrie manufacturière et par la privatisation du secteur public avec son cortège de licenciements massifs. La reconversion des industries ou segments d'industries qui ont survécu a également comporté des suppressions d'emplois très élevées. La montée du chômage a ensuite été nourrie par la banqueroute des gouvernements régionaux et des municipalités, petites et grandes dans les provinces de l'intérieur du pays, hors de la capitale fédérale et de la province de Buenos Aires [6]. Alors que les Argentins avaient le

revenu moyen le plus élevé d'Amérique latine et que celui-ci était encore proche de 9 000 dollars en 1997, il n'est plus aujourd'hui que de 3 200 dollars, soit une baisse de 65 %. La dette extérieure publique de l'Argentine a été l'un des leviers centraux de la politique de libéralisation et de privatisation. Beaucoup de mesures ont été justifiées à la fois au nom de la « supériorité du marché » et de l'obligation de se soumettre aux exigences des créanciers et de leurs représentants, Club de Paris, FMI, etc. Fin 2001, elle s'élevait à près de 160 milliards de dollars, là où elle n'était que de 8 milliards en 1975. Fin 2001, le service de la dette (remboursement des titres venus à échéance et paiement des intérêts sur l'ensemble des titres émis) était de 30,1 milliards de dollars. Ce montant très élevé reflète le niveau atteint par les taux d'intérêt imposés pour les prêts les plus récents : jusqu'à 50 % pour certaines émissions obligataires.

Entre le coup d'État militaire de 1976 et 2001, l'Argentine a déjà versé au capital de placement financier détenteur des titres de la dette, plus de 200 milliards de dollars... Pourquoi souligner une nouvelle fois le rôle de la dictature de Videla et des généraux qui lui ont succédé jusqu'en 1983 ? Parce c'est au cours de cette dictature que la dette extérieure de l'Argentine s'est formée. Entre 1976 et 1983, son montant a été multiplié par 5,5 passant de 8 à 45 milliards de dollars US. Une partie a été utilisée à des achats d'armes dont la guerre des Malouines sera le « débouché ». La France a figuré en bonne place dans les ventes de missiles et d'avions. En 1982, l'État a pris en charge un partie de la dette externe privée alourdissant ainsi son endettement au moment où les taux d'intérêt étaient au plus haut. La mesure a même été

étendue aux filiales argentines de sociétés multinationales et plus surprenant encore à des banques internationales. Ainsi Renault Argentina, Mercedes-Benz Argentina, Ford Motor Argentina, IBM Argentina, mais aussi la City Bank, la First National Bank of Boston, la Chase Manhattan Bank, la Bank of America et la Deutsche Bank ont bénéficié de cette « socialisation des dettes privées » sur le dos des contribuables argentins. Le FMI enfin, qui a soutenu et conseillé la dictature argentine, détachant même auprès d'elle en permanence un haut fonctionnaire (un certain Dante Simone), a poussé le régime à s'endetter pour gonfler artificiellement les réserves de change de la Banque centrale. La chute de la dictature et le retour à un régime constitutionnel auraient dû comporter l'annulation d'une dette contractée dans ces conditions. Pour le FMI et les investisseurs financiers, il n'en était pas question. Dès son élection, le nouveau président, le radical Raoul Alfonsín, a été invité à signer un texte engageant le remboursement par l'Argentine de la totalité de la dette, jusqu'au moindre cent [7].

Les chiffres qui viennent d'être donnés nous mettent en présence d'un mécanisme de transfert de la richesse de très grande ampleur qui est l'une des causes de l'effondrement social catastrophique.

L'une de ses principales conséquences de la libéralisation des mouvements des capitaux introduites dès la dictature de Videla a été de permettre à la bourgeoisie argentine de l'organiser plus tôt que d'autres et forte de son expérience d'oligarchie financière, de s'assurer plus vite que d'autres les avantages que la détention de fonds à l'étranger procure. On en mentionnera juste une qui est de faire ses placements en bons du Tré-

sor émis par le gouvernement national à partir de l'étranger et en se prévalant à travers des filiales et des prête-noms de la qualité de « non-résident », d'étranger auquel des garanties et des privilèges particuliers sont réservés. Si les montants de la fuite des capitaux « nationaux » ne sont pas connus avec précision, des études sérieuses l'estiment entre 120 et 150 milliards de dollars. La classe dominante dans ses différentes composantes possède ainsi à l'étranger des capitaux d'un montant à peu près équivalent à celui de la dette publique étrangère.

A l'État-économique, État-providence a succédé un État spoliateur et de pure répression, un associé du capital étranger travaillant sous ses ordres. Il est de plus en plus perçu comme tel par le peuple argentin. Telle est la base objective, matérielle, du cri « qu'ils s'en aillent tous ». Tel est le processus qui a conduit des secteurs significatifs des chômeurs, des travailleurs et finalement de la classe moyenne à penser l'État comme un corps étranger et hostile – pas encore l'État capitaliste en général sans doute, mais en tout cas cet État-là – et à rechercher des solutions alternatives fondées sur leur propre intervention, indépendante et autonome.

## CHAPITRE 5

### LE MOUVEMENT DES PIQUETEROS

La première explosion de révolte face aux conséquences des changements structurels imposés depuis 1989 a été le soulèvement de décembre 1993 dans la ville de Santiago del Estero, capitale de province dans le nord de l'Argentine. En novembre 1993, le gouvernement de la province, conformément à la poli-

tique du gouvernement fédéral de Menem, avait décidé de réduire l'emploi public, annonçant 10 000 licenciements et une baisse de 50 % des salaires pour les emplois restants. Les directions syndicales locales ont été contraintes d'appeler à la grève générale. Celle-ci a été totale. Les manifestations ont commencé. De façon spontanée, les travailleurs et la population ont occupé les places publiques, démoli sur leur passage tous les sièges des partis politiques et les demeures des politiciens corrompus, coupé les rues et enfin attaqué, en y mettant le feu, le palais gouvernemental. Le santiagueñazo a créé un choc très fort et suscité l'opprobre unanime des médias. A l'époque où le soulèvement a éclaté, Buenos Aires et les régions autour du Rio de la Plata connaissaient encore l'euphorie factice de la « nouvelle politique économique » du gouvernement Menem portée par l'injection des placements financiers étrangers. Le santiagueñazo a ainsi marqué le début d'un cycle de luttes qui a culminé dans l'argentino.

Le soulèvement de Santiago del Estero posait également les prémisses du mouvement piquetero (ou « mouvement social des chômeurs » [8]), qui a commencé à prendre forme fin 1994 /début 1995 à Neuquen et dans les villes ouvrières de la région industrielle de l'État du Rio Negro. La conjonction des licenciements consécutifs à la privatisation de YPF (la société pétrolière étatique) et sa reprise par le groupe espagnol Repsol, la paralysie de l'industrie de la construction et l'effondrement des finances du gouvernement de la province de Rio Negro ont porté le taux de chômage officiel à 20 %. Des « assemblées de chômeurs » se sont alors constituées et ont élu des comités de responsables révocables qui

ont organisé la première coordination régionale. [...]

En amont et en marge des « cortes », des manifestations et des occupations, il y a de la part des comités de piqueteros un immense travail « d'organisation des inorganisés » [9] et de lutte permanente pour tenter de limiter les effets de l'atomisation de la classe ouvrière résultant du chômage de masse. Les comités de piqueteros ont pratiquement tous été construits par des ouvriers jetés à la rue et condamnés au chômage à vie. Dans beaucoup de cas ils ont été créés avec l'aide de la CTA (la centrale ouvrière en rupture avec le syndicalisme le plus institutionnel) et ils ont reçu l'appui d'une partie des organisations politiques d'extrême gauche, surtout du PTP-PCR [10] (maoïste) et du PO, même si l'on y a vu aussi des militants individuels d'autres formations. Les comités de piqueteros opèrent la jonction entre l'expérience syndicale et politique gagnée par ces ouvriers lors des luttes menées dans l'entreprise et les combats des jeunes dans les zones déshéritées, mais aussi la lutte quotidienne pour la survie de familles réduites à l'extrême pauvreté. Les ouvriers-chômeurs mettent des formes prolétariennes de discipline dans la discussion préparatoire et dans le combat au service des formes nouvelles de lutte exigées par la fermeture des usines : dresser des barricades, expliquer les raisons d'être des cortes aux automobilistes, organiser des « marmites populaires » (« ollas populares ») autour des piquets, assumer et contrôler au mieux le degré d'affrontement avec la police et la gendarmerie.

Les militants syndicaux et politiques licenciés ont joué un rôle très actif dans la constitution des comités de piqueteros. Ils ont fait en sorte qu'il y

ait aussi souvent que possible jonction entre leur action et le combat « classique » des ouvriers, des employés publics et des salariés encore employés, de façon à maintenir ainsi le lien entre ceux-ci et les chômeurs. La jonction s'est faite généralement à l'occasion de grèves, notamment de grèves générales locales ou provinciales, contre les plans de licenciements (dans le secteur privé après les privatisations, et dans le secteur public lors de chacun des « plans d'austérité » qui ont commencé après la crise mexicaine), mais aussi tout simplement pour exiger le paiement des salaires et traitements. Dans les grandes villes de l'intérieur, chaque fois que les employés publics et les autres salariés n'ont pas été payés parce que les caisses des gouvernements provinciaux étaient vides (ce qui arrive très souvent), les syndicats locaux ont été contraints d'appeler à la grève et chaque fois les comités de piqueteros se sont joints à ces actions. [...]

L'extension nationale du mouvement piquetero

Le mot « Cutralcazo » vient du nom de Cultral-Co, zone pétrolière au nord de Neuquen, où la privatisation de la société pétrolière étatique (YPF), sa reprise par Repsol puis les fermetures et licenciements massifs décidés par celui-ci ont donné lieu à une longue lutte jalonnée de deux soulèvements. Le premier Cutralcazo, en juin 1996, a abouti à une victoire très importante, de sorte que le genre d'action et d'organisation dont il a donné l'exemple s'est ensuite développé à l'échelle du pays. Par les « cortes » et les occupations, le mouvement a obtenu du gouvernement provincial des indemnités de chômage, le rétablissement de l'électricité et du gaz aux travailleurs licenciés,

l'ouverture de travaux publics provinciaux et surtout le maintien en fonctionnement d'un gisement de gaz naturel (à El Mangrullo), qui allait être exploité par le gouvernement provincial pour l'alimentation des villes ouvrières de la région, cette exploitation permettant aussi le maintien en activité d'une usine de fertilisants chimiques. [...] Cela explique que le gouvernement de la province et le parti péroniste n'ont eu de cesse de mettre en cause l'accord signé avec le mouvement piquetero de Cultralco en 1996 et de fomenter la division au sein des organisations syndicales qui se sont associées à différents moments à sa lutte (essentiellement la CTA et les syndicats, qui en sont membres, des enseignants et des employés publics de la province). C'est ainsi que se produit le second Cutralcazo, en mars-avril 1997, qui prend la forme d'une « pueblada », c'est-à-dire d'un soulèvement semi-insurrectionnel qui tiendra jusqu'à ce s'abatte une répression brutale. Différentes parties de la ville sont occupées et bloquées durant des semaines. L'ensemble de la population participe à cette défense collective de l'emploi et de la survie d'une région. Une assemblée populaire se forme et nomme un comité de douze membres, dont un tiers des membres sera renouvelé lors de chaque négociation avec les autorités pour réduire les dangers de corruption. La répression provoque des affrontements violents au cours desquels une piquetera, Teresa Rodriguez, est tuée. Elle deviendra l'emblème, jusqu'à aujourd'hui, de l'une des plus importantes organisations de chômeurs et chômeuses : le Movimiento de Trabajadores Teresa Rodriguez (MTR). Le second Cutralcazo voit cependant la division s'installer à l'initiative de ceux qui pensent

que les ponts ne doivent pas être coupés avec le gouvernement et les entreprises, seules capables « d'offrir du travail ».

L'année 2000 a vu la multiplication, dans tout le pays, de luttes contre des licenciements, pour obtenir le versement d'arriérés salariaux, pour la création d'emplois par l'ouverture de travaux publics et pour le versement d'indemnités de chômage. Certaines luttes ont eu une répercussion nationale. C'est le cas de celles menées une nouvelle fois par la population et les travailleurs licenciés des raffineries et des entreprises de transport de General Mosconi et Tartagal. En décembre 1999 et en mai 2000 s'y sont déroulées deux « puebladas » d'une intensité exceptionnelle, de par leur caractère massif et la détermination qui s'y est exprimée à affronter la répression, conduisant à la mort d'un ouvrier, Anibal Verón, qui sera un autre symbole du mouvement. [...]

Le mouvement a franchi un pas qualitatif en juin-juillet 2000, lorsque l'immense cordon industriel du Grand Buenos Aires, dévasté par la désindustrialisation, a commencé à être le théâtre des mêmes affrontements que les provinces de l'intérieur : manifestations, occupations, coupures de routes et combats avec les forces de l'ordre. La ville-département de La Matanza, dans la banlieue de Buenos Aires (autrefois le site de grands « frigoríficos ») est alors devenue l'un des principaux points d'implantation du mouvement des piqueteros.

Les pas dans la voie de la centralisation

La radicalité de la mobilisation à Salta a permis la tenue en décembre 2000 d'un Congrès régional piquetero, premier de cette ampleur. Six mois plus tard, un nouveau sou-

lèvement (troisième en un an et demi) a eu lieu à General Mosconi pour l'augmentation des salaires des travailleurs de la construction et le renouvellement des « planes Trabajar » arrivés à terme. Le Congrès régional piquetero du Nord de Salta a ouvert la voie vers la centralisation au plan national. Le mouvement s'est étendu à la province de Santa Cruz au sud, à celle de Jujuy au nord, puis Tucuman et le Chaco se sont également incorporés. Les paysans pauvres, métayers, ouvriers agricoles et petits propriétaires en proie aux exigences des banques usurières, ont commencé à se joindre aux ouvriers chômeurs. Mais c'est l'implantation des comités piqueteros autour de Buenos Aires qui a permis que se réalisent des assemblées proprement nationales.

Les mobilisations piqueteras de la période allant de mars à juillet ont été marquées par des hésitations, mais le niveau d'organisation et de combativité des comités de chômeurs était tel que le gouvernement a dû reculer de nouveau sur le renouvellement des plans et tout juste sauver la face sur les conditions de leur gestion.

C'est dans ce contexte que s'est réunie en juillet 2001, dans une église de La Matanza, la Première assemblée nationale des piqueteros, à l'initiative de la FTV-CTA, de la CCC, du Pôle Ouvrier et du Mouvement des travailleurs Teresa Rodriguez (MTR). La direction de la « CGT combative » (aile Moyano de l'appareil syndical péroniste) a été vivement prise à partie lorsqu'elle a voulu adresser un message aux 2 000 délégués, et a alors quitté la réunion. L'assemblée a été une sorte de congrès de travailleurs en lutte, principalement chômeurs, mais aussi de quelques secteurs salariés, réunis-



sant des représentants de mouvements de l'ensemble du pays. Sa tenue a sensiblement accru la visibilité politique du mouvement piquetero. Elle a voté un plan de lutte de barages routiers échelonnés et organisé une manifestation place de Mai qui a eu un retentissement important. Après ce début de centralisation nationale, les cortes, mobilisations et occupations ont continué à s'étendre dans tout le pays, en commençant à intégrer d'autres secteurs sociaux tels que des étudiants et des petits commerçants des quartiers paupérisés.

Parmi les décisions de la Première assemblée figurait la convocation prochaine d'une Deuxième assemblée nationale. Celle-ci s'est réunie début septembre 2001, avec près de 1 500 délégués représentant les piqueteros dans une proportion de 1 pour 20. Elle a élaboré une plate-forme de revendications, dont le volet central a concerné des revendications politiques majeures : la répudiation de la dette étrangère, la renationalisation des banques et des entreprises publiques socialement stratégiques (de service public notamment) et l'annulation des dettes des paysans pauvres (les charqueros). Cet appel se concluait par les mots d'ordre « dehors le régime affameur, non au gouvernement de salut national, qui n'est qu'une réorganisation interne aux exploités ». Dans le cas des piqueteros, les conditions du cri « que se vayan todos » étaient donc réunies dès septembre. La réalisation et la teneur de la Deuxième assemblée nationale piquetera font également partie du processus qui a conduit à l'abstention massive et au vote pour les organisations d'extrême gauche dans les élections du mois d'octobre.

C'est après cette Deuxième assem-

blée que les fortes tensions politiques qui s'étaient manifestées dans son déroulement même ont débouché sur la division du mouvement entre deux ailes, l'une anticapitaliste et l'autre préconisant une politique de collaboration avec des secteurs gouvernementaux et patronaux. Les organisations représentant cette aile droite, la FTV-CTA et la CCC, ont refusé d'appeler à la Troisième assemblée qui avait été convoquée d'abord pour la fin octobre, puis repoussée à la fin novembre par le « comité de coordination nationale », en mettant notamment en avant des problèmes de représentativité des délégués ainsi que des divergences surgies à l'occasion d'une manifestation tenue le 21 septembre. Et de fait, il n'y a plus eu jusqu'à ce jour d'initiative nationale unifiée. D'autant que les divergences se sont encore exacerbées avec les journées révolutionnaires de fin décembre, boycottées et même (sur le moment) dénoncées par la CTA et la CCC. [...]

Le mouvement piquetero depuis l'argentinazo

La chute du gouvernement De la Rúa a été saluée dans les capitales de province par des manifestations de soutien dans lesquelles les comités de piqueteros ont été au premier rang. A Buenos Aires, leur présence s'est fait sentir d'abord le 28 janvier, par une grande marche des banlieues du Grand Buenos Aires jusqu'à la place de Mai, puis par la tenue de la Troisième assemblée nationale de délégués du mouvement, non plus à La Matanza mais au centre de la capitale dans le prestigieux théâtre Colon (l'équivalent de l'Opéra Garnier). La marche a commencé à quarante kilomètres du centre de la capitale et a duré de plus de dix-sept heures. A la différence de

ce qui s'était encore passé lors de la marche d'août 2001, les 15 000 piqueteros ont été reçus avec enthousiasme par les habitants des quartiers de la périphérie et du centre-ville qu'ils ont traversés [11].

Les 16 et 17 février 2002, la Troisième assemblée nationale piquetera a réuni 1911 délégués venus de tout le pays, mandatés cette fois-ci par quelque 20 000 travailleurs très majoritairement chômeurs. Puisqu'elle s'est élargie à d'autres secteurs (les « syndicats combattifs » exclus des deux CGT, des secteurs de salariés en lutte et certaines assemblées populaires), elle s'est ainsi transformée dans une certaine mesure en « assemblée nationale des travailleurs en activité et au chômage ». [...]

Les problèmes et les limites actuels du mouvement

La plupart des organisations piqueteras sont structurées autour de groupes dirigeants défendant des orientations politiques bien définies, quand elles ne sont pas directement des émanations de partis de gauche ou d'extrême gauche. On a vu que la CCC est une création et une projection du PCR et le Pôle Ouvrier une création et une projection du Parti Ouvrier. Lors de la Première assemblée nationale de La Matanza, en juillet 2001, l'un des trois rapports introductifs, confiés au Pôle Ouvrier, avait été présenté par Jorge Altamira, le dirigeant historique du Parti Ouvrier, député (membre du conseil municipal) de la capitale fédérale, qui n'est donc pas exactement un chômeur piquetero. De même le MST (Mouvement des sans travail) a-t-il logiquement beaucoup à voir avec le MST (Mouvement socialiste des travailleurs). Quant au MTL, c'est l'organisation de chômeurs du Parti communiste argentin. On compren-

dra aisément qu'il y ait dans ces conditions une certaine dépendance directe d'organisations piqueteras vis-à-vis des courants politiques (ou politico-syndicaux) qui les ont créées, les animent et les encadrent, et que cette caractéristique limite le contenu d'auto-organisation du mouvement. Une telle situation facilite aussi des divisions politiques dont il arrive en outre qu'elles répondent davantage à des problèmes de suprématie entre courants rivaux qu'à de réels désaccords d'orientation. L'exemple est donné, au chapitre suivant, de la division intervenue au sein des assemblées populaires de Buenos Aires autour de deux meetings concurrents tenus le 1er mai 2002. Cette césure s'est alors manifestée de la même façon au niveau des organisations piqueteras : d'un côté le PO et le MTR, de l'autre le MST et le MTL.

Comme cela a été indiqué, la gestion par le mouvement piquetero lui-même des « planes Trabajar » et autres aides arrachées par la lutte aux gouvernements ou municipalités est une nécessité absolue, mais celle-ci entraîne dans le même temps de sérieux dangers de bureaucratisation (contrôle politique déterminé par le contrôle de l'argent, ainsi que privilèges pour certains dirigeants). Tout dépend du caractère démocratique de l'organisation, de la capacité des piqueteros de base à imposer leur contrôle direct, et cette capacité est naturellement évolutive et variable. Certaines organisations piqueteras placent ces questions au centre de leurs préoccupations et se donnent une politique consciente pour y faire face, mais d'autres, pas nécessairement d'ailleurs parmi les projections de partis d'extrême gauche, sont fortement bureaucratisées. [...]

Ces limites font l'objet de discus-

sions dans les rangs mêmes du mouvement des travailleurs chômeurs. Pour les dépasser, il devra certes compter d'abord sur ses propres forces. Mais aussi sur l'entrée massive dans la lutte des travailleurs employés, et sur la jonction (sur un pied d'égalité) qui deviendra alors possible avec leur mouvement, comme elle l'est déjà avec le mouvement des assemblées populaires, [...].

## CHAPITRE 6

### LE MOUVEMENT VERS L'AUTONOMIE, LES PROBLÈMES DE LA DÉMOCRATIE DIRECTE ET DE LA CENTRALISATION POLITIQUE

Au moment où ces pages sont écrites, le mouvement d'auto-organisation des salariés effectivement employés dans les usines et les autres lieux de travail, reste nettement moins avancé que ceux des piqueteros et des habitants des quartiers. Des durées du travail atteignant couramment 60 heures hebdomadaires, la peur compréhensible dans une situation de chômage massif, de perdre son emploi en entrant en lutte, et en général l'encadrement maintenu par des appareils syndicaux pro-patronaux et ultra-répressifs, sont autant de raisons contribuant à expliquer un tel retard. Il est significatif que les quelques syndicats régionaux ou locaux qui se mobilisent activement aux côtés du Bloc piquetero national et des assemblées populaires (les ouvriers céramistes de la province de Neuquen, les cheminots de Buenos Aires Ouest, les ouvriers de l'industrie piscicole de Mar del Plata, les enseignants de la province de Rio Negro, etc.) aient tous été arrachés au

contrôle de la bureaucratie syndicale par des équipes militantes au sein desquelles des forces d'extrême gauche jouent un rôle important.

Les assemblées de quartier, en effet, ont vraiment vu le jour au cours des événements de décembre et de début janvier, lorsque des habitants de la capitale fédérale rassemblés dans leurs quartiers pour protester à travers les cacerolazos ont éprouvé le besoin de se retrouver après les manifestations et de se réunir pour réfléchir ensemble et pour renforcer et développer leur action. A la fin de l'été austral, on dénombrait dans la capitale quelque 70 assemblées, réunissant au moins une fois par semaine entre 50 et 200 participants (parfois davantage). Ces assemblées se sont coordonnées dans une « assemblée inter-quartiers » qui a pris l'habitude de se réunir chaque dimanche dans l'un des principaux parcs de la ville, le Parque Centenario. Le mouvement s'est étendu au Grand Buenos Aires (où les participants ont parfois dû faire face, comme dans la ville de Moron, à des agressions de nervis péronistes), ainsi que dans d'autres localités, notamment les deux grandes villes de l'intérieur, Rosario et Cordoba. Près de 400 assemblées, d'importance inégale, se sont formées dans le pays. Les chiffres qui viennent d'être donnés rendent compte du fait que ces assemblées, tout comme les organisations piqueteras, ne sont encore que l'expression organisée d'un secteur, le plus conscient, du mouvement de masse. Mais cette « avant-garde » est suffisamment nombreuse pour avoir un poids social et politique significatif et pour jouer un rôle d'entraînement de secteurs sensiblement plus larges de la population.

Indépendamment de leur participation à de multiples manifestations diri-

gées contre les différents pouvoirs d'État, les médias aux ordres, les banques, les sièges d'entreprises privatisées ou de laboratoires pharmaceutiques, ou bien en soutien à des mobilisations de piqueteros ou de salariés en grève, les assemblées populaires sont le lieu de cours d'éducation populaire et de débats dans lesquels s'exprime l'avidité à comprendre, à discuter et à rechercher collectivement les voies d'une alternative. Mais elles s'efforcent aussi de répondre aux problèmes les plus immédiats des habitants du quartier, en s'efforçant d'entrer en contact et de converger avec les salariés directement concernés, ainsi qu'en combinant sur chaque thème action directe et élaboration de propositions politiques radicales. Elles prennent ainsi en charge, souvent avec succès, des questions telles que la lutte pour interdire les coupures des services de l'eau, de l'électricité, du gaz ou du téléphone (provoquées par l'impossibilité pour les habitants de payer les factures) ou encore la préservation et l'amélioration des cantines scolaires. C'est sans doute dans le domaine totalement sinistré de la santé que les résultats les plus notoires ont été obtenus ; notamment, des approvisionnements en médicaments qui avaient disparu des hôpitaux publics. C'est ici aussi que les assemblées populaires ont réalisé les avancées les plus significatives dans leur jonction avec les salariés, en l'occurrence les personnels hospitaliers et certains de leurs syndicats. L'activité de la « commission inter-santé » constituée au niveau de l'assemblée inter-quartiers de Buenos Aires a été et est sur ce plan particulièrement importante et féconde. Les assemblées organisent souvent la sécurité dans le quartier (entendant par là sa protection contre les agents provocateurs de la police

ou des « grupos de tareas » para-policiers). Elles interviennent aussi dans les commissions qui répartissent les maigres aides publiques aux chômeurs (lesdits « Plans Travailler »).

Reconnaître et valoriser la forme « conseil »

Les assemblées sont le secteur du mouvement de masse le plus avancé sur le plan de la démocratie, de l'autonomie et de la volonté de prise en charge globale des problèmes de la société. L'expérience embryonnaire de convergence avec les travailleurs hospitaliers montre cependant qu'il ne pourra réaliser de nouvelles avancées qualitatives que s'il est en mesure de se nourrir de l'action d'une classe des travailleurs commençant à s'autodéterminer dans les entreprises. Nul doute qu'alors, les très nombreux salariés qui participent déjà aux assemblées en tant que « voisins » aideront à démultiplier leur capacité de subversion de l'ordre existant et de construction d'un pouvoir alternatif.

En attendant ce moment, la question politique principale paraît bien être celle de permettre aux assemblées de quartiers de survivre et de se renforcer. Fût-ce de façon très embryonnaire, ce sont des institutions qui participent de la forme « conseil », celle dont la traduction russe est le mot « soviet » tant perverti depuis sa première utilisation en 1905. Une centralisation politique réussie et effective des assemblées de quartier de Buenos Aires et mieux encore du Grand Buenos Aires, serait une avancée dans cette voie, au même titre que de nouvelles sessions de l'Assemblée nationale des piqueteros ou de l'Assemblée nationale des travailleurs en activité et au chômage (si c'est ce nom qui l'emporte).

Il faut insister pour terminer sur la por-

tée « symbolique » que revêt la réunion à Buenos Aires, au cœur de la capitale fédérale, des assemblées populaires. Ce qui est désormais ouvertement contesté est en effet le principe même de la démocratie bourgeoise représentative, synthétisée dans la constitution argentine qui, tout comme les textes fondamentaux de la plupart des autres États, proclame que « le peuple ne délibère et ne gouverne que par l'intermédiaire de ses représentants ». [...]

[Le mouvement des piqueteros et les assemblées de quartier] travaillent d'abord sur le concret, sur les conditions quotidiennes de survie d'un peuple et à partir de là sur les formes politiques, obligatoirement nouvelles, au travers desquelles ce peuple peut se redonner cet avenir que les possédants « nationaux » et étrangers se sont employés à lui ravir.

#### Notes

1- Financial Times du 29 janvier 2002.

2- Nous conseillons à toutes et à tous d'essayer de voir le film Piqueteras (2002) de Malena Bystrowitz et Veronica Mastosimone qui montre admirablement cette situation de lutte pour la survie élémentaire et les formes de combat auto-organisés qu'elle a suscité.

3- Début mai, le groupe américain PSEG dont les filiales (EDER, EDEN, EDES et EDELAT) contrôlent l'approvisionnement en électricité de près d'un million de foyers, a annoncé des hausses de tarifs et sa décision de couper le courant à quiconque ne payerait les factures pas en temps et en heure.

4- Littéralement « petit enclos » qui est l'un des termes désignant un parc pour petit enfant. Le mot vient de « corral » qui signifie « enclos pour bétail » (l'Argentine est un grand pays d'élevage bovin). Il a été inventé par les gens de la rue pour désigner le blocage des comptes bancaires des particuliers.

5- Le paysage politique de la gauche, plutôt faible organisationnellement au plan poli-

tique, mais avec un appui syndical déjà plus fort (la CTA) et de l'extrême gauche nettement plus forte et active politiquement, est très complexe. Les nombreuses organisations de l'une et de l'autre catégorie sont présentées et analysées tout au long des chapitres qui suivent.

6- Il ne faut jamais oublier que l'Argentine a une constitution fédérale et que les services publics sont décentralisés.

7- Voir pour les données chiffrées dans cette section, Eric Toussaint, « L'Argentine, maillon le plus faible de la chaîne de la dette » sur le site du Comité pour l'annulation de la dette du tiers monde (CADTM), dans le dossier « Argentine ».

8- C'est l'expression proposée par Roberto Ramirez dans l'article déjà cité, « Catastrophe économique et sociale, crise politique et renouveau des luttes en Argentine », Carré Rouge, n° 19, automne 2001.

9- L'expression est Luis Oviedo, De las primeras Coordinadoras a las Asambleas Nacionales: Una historia del movimiento piquetero, Ediciones Rumbos, 2001, page 5.

10- PCR signifie Parti communiste révolutionnaire et PTP Parti du travail et du peuple. Le second est présenté comme le « front politique de masse » du premier.

11- Voir par exemple le reportage dans Libération du 30 janvier 2002

cial et politique du mitterrandisme était dans toutes les mémoires. Le Front National (14,61 %) se maintenant au second tour dans nombre de circonscriptions, et facilitait la « victoire » de la « gauche plurielle ».

Le Parti Socialiste, emmené par son premier secrétaire, revendiquait le « réalisme de gauche » mais faisait cependant campagne contre le traité d'Amsterdam, qualifié de plan de « super-rigueur », prenant l'engagement formel de refuser de l'appliquer, de stopper tout aussi formellement les privatisations des entreprises publiques et d'abroger les lois Debré-Pasqua.

Quelques jours après la victoire électorale, Lionel Jospin, accompagné de J. Chirac à un sommet européen, affirmait que la France respecterait sa parole, donc le traité d'Amsterdam... et tançait Pierre Moscovici, ministre aux Affaires Européennes, qui avait réaffirmé sa certitude que L. Jospin appliquerait son programme... « La campagne électorale est terminée » précisa le Premier ministre avec un cynisme tranquille. La France, les « deux têtes de l'exécutif », parlaient d'une même voix. Quelques semaines plus tard, le Premier ministre mettait les parle-

mentaires socialistes en garde contre le « mythe du mandat impératif ».

Pour bien signifier que la « gauche plurielle » respecterait les engagements du Traité de Maastricht, agirait pour réussir l'Euro, le Ministre des finances engageait immédiatement la privatisation de France Telecom et d'Air France, avec le soutien résolu du ministre communiste des Transports [1]. Après un compatissant tour de piste, les salariés de Renault-Vilvoorde Belgique étaient abandonnés à leur sort, la loi Debré-Pasqua maintenue, l'augmentation des minima sociaux sèchement refusée... La saga d'un gouvernement béni des médias, des salles de marché et des sondeurs, baptisé « dream team », débutait dans l'allégresse. Martine Aubry et Dominique Strauss-Kahn lançaient les « emplois jeunes », véritable institutionnalisation de la précarité et de la pauvreté, les privatisations se succédaient à un rythme qui laissait Raymond Barre admiratif ; de son côté, Claude Allègre montait avec morgue et vulgarité à l'assaut du « mammoth », agressant comme jamais enseignants et personnels de l'Éducation nationale. Chirac le félicitait : c'était mieux que Bay-

rou... et l'inamovible Luc Ferry (déjà !) restait aux affaires, c'est-à-dire aux programmes scolaires. Enfin, les 35 heures imposaient aux salariés ce que le patronat avait rêvé sans jamais y parvenir : gains de productivité permanents par l'instauration de la flexibilité, de l'annualisation du temps de travail, de la polyvalence, et blocage des salaires sur plusieurs années. En somme, travailler plus pour gagner moins. Le patronat était incité financièrement à mettre en œuvre cette réforme : sans vergogne le gouvernement mobilisa les fonds de la Sécurité Sociale pour le MEDEF ! 35 heures, emplois jeunes, PARE, épargne salariale, Nicole Notat, sur le départ de la CFDT, a raison de souligner que c'est en grande partie « son programme » qu'avec des méthodes « discutables » le gouvernement Jospin a mis en œuvre. Durant cette faste période, la France menait au côté de l'impérialisme US la guerre en ex-Yougoslavie et engageait sur le territoire national la chasse aux émigrés... Et, déjà, J. P. Chevènement stigmatisait les « sauvegeons ».

## L'EXPLOSION DE...

Catégorie	mars 2002	Variation fév. 2002	Variation mars 2001	Variation juin 1997
Chômeurs officiels				
Catégorie 1 brut 2 231 300-	2,68 %	7,08 %	-24,16 %	
Chômeurs officiels	2 027 505	0,95 %	- 1,99 %	10,53 %
Chômeurs à temps partiel 1 244 400	1,65 %	- 2,42 %	40,15 %	
Chômeurs en préretraite 452 205	0,06 %	2,97 %	4,63 %	
Chômeurs en formation	41 900	- 9,31 %	- 22,69 %	- 66,21 %
CES	289 000	1,05 %	- 3,67 %	- 25,94 %
TOTAL	4 258 805- 0,98 %	2,56 %	- 10,84 %	

## LA MISÈRE

Cette politique s'est poursuivie sans encombre majeurs, jusqu'en février-mars 2000.

« Notre politique réduit le chômage, remet les jeunes au travail, crée de l'emploi », répétait Lionel Jospin. L'argument repris, répété à satiété par la presse, soutenu par les confédérations syndicales, notamment la CGT, a porté (un temps) sur l'opinion publique. En somme, la France allait mieux. Et les deux « têtes de l'exécutif » s'entendaient à merveille. Sans cesse, à tout propos, revenait le mot talisman : la citoyenneté...

En, vérité, que s'est-il passé ?

Les chiffres du chômage officiel ont baissé. Ceux de la précarité ont explosé. Pour s'en convaincre, il suffit de reproduire le baromètre du chômage que Marianne publie chaque mois (voir ci-contre celui d'avril 2002).

À ces 4 258 805 chômeurs officiels et officieux, il faut, insistent les experts, ajouter les RMIstes, et surtout plusieurs millions de travailleurs pauvres... assujettis aux cinq (!) SMIC différents créés par la gauche ! Ainsi, 9 millions de personnes disposent de moins de 700 euros par mois, pour survivre. 700 euros, 4 500 francs.

Loin de remettre la France au travail, comme s'en vantait Jospin dans son bilan, il a précipité une part croissante de salariés dans la précarité, l'intérim, l'insécurité sociale, économique, scolaire, contraignant les chômeurs à subir le PARE, stigmatisant de surcroît ceux qui touchent les « minima sociaux » en « assistés » Vae victis. Malheur aux vaincus.

On peut penser que nous exagérons, que le tableau que nous dressons est apocalyptique. Au soir de son échec aux législatives, Martine Au-

bry, émue, déclare : « Des gens qui se sentent exclus, abandonnés, alors que la situation de leur voisin s'améliore. Des gens qui n'appartiennent plus à la société, à qui il serait même indécent de parler de vote, tant leur situation personnelle est dramatique. Beaucoup de salariés aussi, des gens courageux, qui travaillent pour des salaires faibles, et qui trouvent que nous ne sommes pas assez à côté d'eux ».

Finalement, l'ex-ministre signe l'acte d'accusation le plus implacable contre ces cinq années de « gauche plurielle ».

Loin des « start up », cette France, celle des banlieues dépotoir, des HLM dégradés, avec ses services publics en déshérence, son supermarché protégé par des vigiles, l'école et le commissariat de police bunkérisés, c'est elle qui s'est manifestée au premier tour de l'élection présidentielle. Une France urbaine déglinguée, désespérée, en souffrance. Mais également une France rurale où les bureaux de poste disparaissent ou doivent être financés par des municipalités sans moyens, alors que les fermetures de PME transforment en désert des régions entières (Fécamp, Soissons, la Manche, etc.). RMI, intérim, petits boulots, débrouille : voilà ce que durant trois ans le gouvernement de la « gauche plurielle » va semer à tous vents.

Et encore : la mobilisation des fonctionnaires a évité le pire. En effet, après trois années d'offensive anti-ouvrière, Lionel Jospin, dopé par les sondages de popularité, loué par les journalistes, félicité par Bruxelles, s'engage alors dans une nouvelle phase de sa politique libérale : c'est la célèbre « Réforme de l'État ».

## MARS 2000 : LA RUPTURE

Une immense et magnifique mobilisation des enseignants, des salariés des impôts bloque cette offensive. Sur le champ.

Jusqu'alors, le gouvernement avait affronté des secteurs limités (enseignants du 93, routiers, premières grèves d'hospitaliers). Là, enseignants et fonctionnaires font bloc. Par millions. Par la grève et la manifestation. L'affrontement tourne à la déroute politique pour le Premier ministre. Son gouvernement vacille. Allègre, Sautter, Zucharelli sont démissionnés par Jospin... Fabius, Lang, Mélenchon les remplacent. Exit la « réforme de l'État ». C'est la rupture entre les salariés et la gauche libérale gouvernementale. Pour la première fois depuis 1981, la lutte des classes a eu raison, par l'action directe, d'un gouvernement de gauche.

Nous avons souligné le caractère définitif de cette rupture entre le peuple et ses prétendus représentants. C'est évidemment de ce moment que date l'explosion de la « gauche plurielle » et aussi l'accroissement du processus de radicalisation qui s'était matérialisé, lors des élections européennes, par le succès de la liste Laguiller-Krivine.

Quelques mois plus tard, contredisant les sondages, le résultat des élections municipales exprimait de manière spectaculaire cette tendance. Le PCF, sans lequel jamais le PS et les Verts n'auraient pu mener leur politique anti-ouvrière, subissait une véritable débâcle, perdant des dizaines de villes, certaines acquises depuis des lustres. Le Parti Socialiste connaissait un sort identique, mais l'ampleur du désastre était occultée par les « succès » de Paris et Lyon. Tout un symbole. La « gauche plu-

rielle » chassée des circonscriptions ouvrières, populaires, et devenue majoritaire dans deux grandes villes socialement, politiquement bourgeoises, confrontées à la corruption, à la division de ses partis traditionnels. Les centres villes votent pour le PS et les Verts. Les banlieues ouvrières s'abstiennent en masse et commencent à voter pour les candidats d'extrême gauche ; et l'électorat du Front National se cristallise.

En somme les résultats du 21 avril étaient contenus dans les rapports politiques vivants, tels qu'ils se sont progressivement tissés durant cinq ans, entre les salariés, les chômeurs et le gouvernement.

Jamais un gouvernement de « gauche » n'aura agi sur cette durée, avec cette cohérence, cette intelligente pugnacité (la modernité !) au compte du capital financier : privatisations, offensive contre les statuts dans la fonction publique, renforcement du plan Juppé, notamment à l'hôpital, attaques tous azimuts contre l'enseignement, Lang et Mélenchon [2] poursuivant avec d'autres moyens la politique d'Allègre, sans oublier la multitude des « aides » aux entreprises, les avantages fiscaux pour le patronat, les baisses de charges ou des impôts, et les nombreux cadeaux pour les actionnaires et les possesseurs de stocks options... Avec l'épargne salariale, la prime à l'emploi, la baisse des impôts directs, Laurent Fabius aura vraiment mérité du MEDEF. On comprend que le président de l'organisation patronale, à la veille du premier tour, ait refusé de « labelliser un candidat ». Les deux « principaux », Chirac et Jospin, étaient bien acquis à sa cause.

Nous renvoyons nos lecteurs à ce que nous écrivions à la veille des élections présidentielles dans les

n° 18, 19, 20 et 21 de la revue. Chacun pourra juger de la continuité de notre analyse.

## UNE SOCIÉTÉ DE

La stratégie de Lionel Jospin était bâtie sur un postulat clamé sur tous les tons, qui, insistait-il, le distinguait radicalement de l'horrible Tony Blair : oui à l'économie de marché, non à la société de marché. Cette conception, précisait même J. Luc Mélenchon, qui payait cash son maroquin ministériel, « fait du gouvernement de L. Jospin le plus à gauche d'Europe ».

Évidemment, les faits ont infligé un terrible camouflet à cette mensongère affirmation. La mise en œuvre des normes « anglo-saxonnes » de libéralisation capitaliste a provoqué ce que nombre de responsables d'ONG [3], d'animateurs des Restaurants du cœur, d'associations caritatives constataient avec inquiétude depuis des mois : l'augmentation exponentielle de la misère. Oui : la misère, et son cortège de drames. Des salariés si mal payés, incapables de payer leur loyer, des familles disloquées, des mères célibataires contraintes au vol, quand ce n'est pas à la prostitution, pour nourrir leurs enfants ; populations déclassées, parquées dans des quartiers ghettos, véritables réserves d'« exclus » (40 à 50 % de chômeurs !) au premier rang desquels les parias, les immigrés. Victimes parmi les victimes. Et le racisme qui partout s'infiltré, érodant les résistances, disloquant les solidarités, provoquant un repli identitaire, livrant ces zones à l'influence religieuse, au pire des communautarismes.

La paupérisation provoque la lumpénisation. Dégradation de l'habitat,

désocialisation, illettrisme, maladies, alcoolisme, drogue, les trafics en tout genre de « l'économie souterraine » débouchent sur les violences, la petite barbarie. L'insécurité sociale, économique, génère inévitablement l'insécurité pour les biens et les personnes. C'est un vieux fléau du capitalisme. Engels a décrit et analysé cette réalité dans Situation des classes laborieuses en Angleterre [4]. Deux siècles plus tard, on retrouve les mêmes « fondamentaux » avec la société de marché. L'horreur économique et sociétale.

La gauche plurielle est totalement responsable de ce résultat. Socialistes, communistes, Verts, comme les partis bourgeois, mènent la lutte (ou prétendent lutter) contre les conséquences et non contre les causes du système capitaliste. Ainsi Julien Dray réclamait-il (avec un succès grandissant) des dirigeants socialistes qu'ils exercent avec plus de fermeté encore sa « politique » sécuritaire. Et la télévision, TF1 en tête, l'invitait à vulgariser son « expertise », à populariser sa lutte contre « l'angélisme ».

Il avait été chercher l'inspiration... aux États-Unis, près du maire de New York, où la « tolérance-zéro » s'applique avec succès (emprisonnement et peine de mort) aux chômeurs et aux travailleurs pauvres, délinquants, surtout quand ils sont noirs. Odieuse politique qui a conduit PS et PCF à concurrencer la droite et l'extrême droite sur le registre sécuritaire. Auparavant, les mairies ouvrières étaient, bon an, mal an, des points d'appui dans la lutte anticapitaliste. On se réclamait du mouvement ouvrier, d'autres « valeurs » : cette époque est révolue. La plupart des maires PS, PCF, Verts, privatisent les services municipaux, agissent de même avec les transports ur-

bains. Tout logiquement, ils sont devenus des « acteurs » de la lutte contre l'insécurité, avec des polices municipales, des milices, la multiplication des mesures liberticides, et la honteuse litanie des propositions pour réprimer la jeunesse. Au point que D. Vaillant [5] et J. Dray accusaient, durant la campagne, Chirac d'avoir copié les chapitres sur l'insécurité dans le programme de Jospin ! Un aspect déterminant de cette politique est illustré par la question de l'habitat : ces cinq dernières années sont celles où, depuis 1981, on a le moins construit de logements sociaux ! Or 3 millions de salariés, de chômeurs, recherchent un appartement ou sont « mal logés ». Faut-il rappeler que Marie-Noëlle Lieman, animatrice de la « gauche socialiste », était ministre du logement. Ces faits expliquent l'ampleur du rejet, du dégoût qui s'est exprimé dans les urnes contre le PS et le PCF. Et les records d'abstention. Venons-en aux résultats eux-mêmes.

Pour la première fois depuis 1969, le Parti Socialiste est éliminé au premier tour de la présidentielle. Le PCF, avec un score groupusculaire, disparaît de la scène nationale. C'est un événement historique.

## LE PARTI SOCIALISTE

Nous l'avons analysé, décrit par le menu, dans nos dernières livraisons : le parti fondé en 1971 par François Mitterrand s'est progressivement vidé de son contenu social, politique, idéologique. Il est devenu une formation représentant les couches privilégiées du salariat, des cadres supérieurs et professions libérales, dirigé, pour l'essentiel, par des hauts fonctionnaires formés à l'Ena, les institutions européennes, ou à la direction

des grands groupes industriels et financiers. Sur les 21 dernières années, la gauche a gouverné 15 ans : ses structures dirigeantes se sont progressivement calquées sur celles de l'État, des groupes de communication ; le mouvement ouvrier est un lointain souvenir...

Comme c'était prévisible, le Parti Socialiste est défait aux législatives dans la France urbaine, ouvrière, populaire. Martine Aubry et Pierre Moscovici sont battus dans deux circonscriptions ouvrières. À Paris, le PS et les Verts gagnent trois sièges et deviennent majoritaires...

À cet égard, la formation du gouvernement Raffarin offre un savoureux exemple. Le ministre de l'économie et des finances est un ancien PDG de la sidérurgie. Francis Mer a restructuré à la hache le secteur, licenciant les salariés par dizaines de milliers. Martine Aubry, qui a travaillé dans le même secteur, le décrit comme un patron de « gauche », un ami. Dominique Strauss-Kahn n'est pas en reste : il rappelle qu'il a créé avec Francis Mer et Philippe Herzog (PCF) le « Cercle de l'Industrie ». L'anecdote est touchante et illustre ce permanent va-et-vient des dirigeants socialistes, des postes de pouvoir gouvernementaux, européens aux cercles dirigeants des grands groupes capitalistes.

Le désastre enregistré par le parti Socialiste, notamment dans les quartiers populaires, ne s'explique pas autrement. Ce parti s'est aliéné chômeurs, salariés du privé, du public.

En 1995, au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, le PS obtient 7 097 000 voix.

En 1997, au 1<sup>er</sup> tour des législatives, le PS obtient 5 961 000 voix.

Le 21 avril 2002, au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, Jospin obtient 4 610 000 voix. Il perd 2 500 000 voix par rapport à 1995 et près de 1 500 000 par

rapport à 1997 !

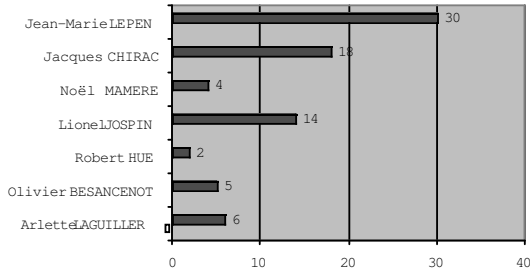
Le lendemain, 22 avril, la Tribune publie un sondage réalisé sur 5 732 votants, à la sortie des bureaux de vote. Ce tableau décrypte la réalité de l'électorat du PS, du PCF, du Front National et des autres formations dans chaque catégorie sociale. Il « raconte » sociologiquement l'éviction de Jospin. C'est édifiant. [Voir annexe 1] Pierre Mauroy, inquiet, avait tancé celui qui voulait « présider autrement » une « France moderne », quelques jours avant le funeste 1<sup>er</sup> tour : « Tu ne parles pas aux ouvriers, Lionel... employé, ouvriers ne sont pas des gros mots » Ces mises en garde n'étaient plus de saison : devenu un parti de managers, le PS est totalement étranger au monde du salariat. Ce rejet va de pair avec l'ampleur, sans égale, de l'abstention dans les quartiers populaires.

Non seulement le Parti Socialiste n'existe quasiment plus comme parti des salariés, mais un implacable processus de dislocation le mine. J.-P. Chevènement, Georges Sarre, Max Gallo sont d'anciens dirigeants socialistes. L'orientation de J.-P. Chevènement, allié à des mercenaires de Pasqua, à des éléments d'extrême droite, à des royalistes, mélangeant discours nationaliste et pose de Bonaparte-Boulangier, est révélatrice des tentations « néo » qu'on verra demain s'exprimer plus ouvertement encore ; ainsi J.-M. Bockel, enthousiaste partisan du libéralisme, et dont nombre de positions rejoignent celles des amis de J.-M. Le Pen, ou encore J.-M. Le Guen, dénonçant les corporatismes...

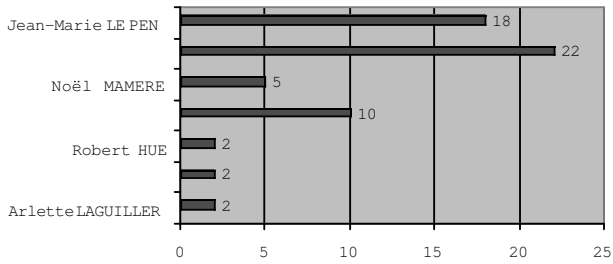
Au lendemain des législatives, le PS va inévitablement entrer en convulsions ; tous les courants, à l'exception de celui animé par Henri Emmanuelli, ont participé aux deux gouvernements de Jospin. Cette fois, le



CHOMEURS



PATRONS DE L'INDUSTRIE ET DU  
COMMERCE





### Annexe 1- Le vote des catégories sociales.

Question : pour quel candidat venez-vous de voter ? (sondage sortie des urnes CSA/La tribune) réponses en %

« droit d'inventaire » ne suffira pas. D'autant que nul n'a soufflé lorsque Lionel Jospin a décidé d'inverser le calendrier électoral, de remettre la V<sup>e</sup> République sur ses pieds, de supprimer, autant que faire se pouvait, le risque de cohabitation, avec, comme pour le quinquennat, le soutien de Giscard et de Bayrou ! N'oublions pas que le candidat Jospin a inauguré sa campagne par l'édition d'un livre d'Olivier Schrameck, directeur de cabinet, conseiller d'État, qui n'a jamais été socialiste, mais qu'importe, où l'on trouve un vibrant plaidoyer contre la « cohabitation », pour un retour à la cohérence gaulliste des institutions ! Les candidats de l'UMP s'en sont souvenus...

Certes, le Parti Socialiste compte encore des militants socialistes. Mais peu. Et parmi eux, combien auront le courage de se battre pour se rassembler et agir sur une orientation anti-capitaliste ? Aux intéressés de répondre. Mais le Parti fondé par Mitterrand est moribond. Il connaîtra des affrontements internes, des conflits d'ambition : mais c'est la ligne « Plus blairiste que moi, tu meurs » qui inévitablement l'emportera. Ceux

qui voudront rester socialistes devront aller ailleurs. Car maintenant, le PS est devenu un parti démocrate à la française. Cette fois, « ils ne reviendront pas » [6]. Sauf alliés à des partis de la bourgeoisie, dans une combinaison d'union nationale.

### LE PC ET LA CGT

Le PC est mort. Pas encore enterré, mais mort. Il perd 1 500 000 voix par rapport à la présidentielle de 95 et rassemble donc... moins d'un million d'électeurs. Il a sauvé de justesse son groupe à l'Assemblée nationale. Symbole de la politique suivie durant cinq ans, Robert Hue est battu dans une circonscription Bezons-Argenteuil, détenue depuis 1925 ! Mais le sort du PCF n'est pas simplement lié à sa quasi disparition électorale. Sa longue participation gouvernementale, la part active qu'il a prise dans la politique anti-ouvrière a achevé un long processus, international et national, de rejet du stalinisme par les militants ouvriers, les salariés et les jeunes. Restent de vieux militants usés, sans capacité d'initiative, fût-ce chez les « opposants », tous plus

ou moins nostalgiques de l'âge d'or d'un appareil qui heureusement n'est plus... Ici et là, on vivote grâce à une mairie, un député, une prébende. Ce sont des îlots de clientélisme. On ne parle plus d'ouvriers, d'employés, de travailleurs. On dit « les gens ». D'anciens bureaucrates bégaient des critiques velléitaires contre la direction, incapables d'agir, sans audace politique : c'est la réalité de l'opposition interne. Le passé totalitaire, jamais vraiment analysé, pèse. Il conduira certains fantômes du néostalinisme aux aventures et aux dérives les plus douteuses (cf. Maxime Gremetz ou Rémy Auchédé). Les « refondateurs » iront à droite toute, l'inculture marxiste facilitant ce mouvement. Naturellement, quelques groupes de militants rejoindront les révolutionnaires et ils seront les bienvenus, mais le résultat sera loin des « gros bataillons » de militants ouvriers dont nous rêvions dans notre jeunesse. Cette appréciation était fautive. Dans les pays capitalistes comme en URSS, la crise du stalinisme n'aura finalement provoqué aucune rupture positive, historiquement significative pour la cause du socialisme démocratique.

La seule question sérieuse que la disparition du PCF va poser, c'est évidemment l'avenir de la CGT. La plupart des militants de la Confédération ont rejeté la politique de la gauche gouvernementale [7]. Mais la direction de la CGT s'est engagée (voir les projets de privatisation d'EDF ou l'épargne salariale) dans la politique d'accompagnement social du libéralisme, chère au PS et à la CFDT. Le problème qui va se poser, concrètement, pour sauver l'organisation syndicale, son indépendance de classe, c'est de battre les partisans de la gauche plurielle, donc du capitalisme. C'est-à-dire ses diri-

geants actuels. De très nombreux militants syndicaux refuseront de brader la confédération sur l'autel du libéralisme. Le syndicat au service des syndiqués : cette revendication politique va dans les temps qui viennent être au centre de l'action de tous les militants ouvriers.

### LE FRONT NATIONAL

Le désastre du PS, la disparition du PCF, l'explosion de la gauche plurielle d'un côté, l'ampleur des abstentions et les 3 millions de voix obtenues par LO, la LCR et le PT de l'autre, expliquaient l'éviction de Lionel Jospin. Toute honte bue, les dirigeants du PS et du PCF nous ont alors annoncé qu'il y avait un danger fasciste ! Il fallait donc voter Chirac contre le Pen.

Danger fasciste ? C'est faux. Totale-ment faux. Ce danger n'existait ni dans la rue, ni dans les usines, ni dans les urnes. Électoralement, il suffit pour s'en convaincre de prendre connaissance du graphique des résultats du Front National depuis 1984, tel que Le Figaro le publie dans un remarquable « hors série » consacré aux élections. [Voir annexe II]

Le FN gagne moins de 300 000 voix sur ses meilleurs résultats, et même si on y ajoute les voix de Megret (MNR) le total (5 500 000 voix) est inférieur aux 6 millions de voix de Le Pen et de De Villiers en 1995. Or ces électors pour partie se recourent.

Le Front National progresse donc très légèrement en voix. Le Pen a d'ailleurs mené, volontairement, une campagne sans éclats, sans violence verbale, sans provocation. Il a

cherché à se notabiliser en s'adressant, en particulier, aux « petits », aux « sans grade », aux victimes de la « mondialisation » dénonçant la corruption de J. Chirac, sans jamais attaquer frontalement le PS ou le PC. Parti raciste, antisémite, xénophobe, le Front National rassemble dorénavant électoralement une fraction significative des salariés victimes de la politique social-libérale. Chaque plan social, chaque « réforme », chaque décision prise à Bruxelles « nourrit » le Front National. La qualification de Le Pen, c'est l'expression réactionnaire de l'effondrement du PS, de la disparition du PCF. Et son expression progressiste se matérialise dans les trois millions de femmes et d'hommes qui ont voté LCR et LO.

La présence de Le Pen au second tour est un symbole révélateur du re-

jet du PS et du PCF et du discrédit des candidats bourgeois. Chirac obtient moins de 20 %, Bayrou moins de 7 % et Madelin 3,5 %

Naturellement, nous comprenons l'émotion que ce résultat a provoquée chez les militants, les salariés, les jeunes, et nous la partageons. Et, naturellement, nous avons manifesté avec les jeunes qui, à cette occasion, par centaines de milliers, ont fait leur entrée dans l'action politique.

Mais en aucun cas il n'y avait danger fasciste [8].

Lorsque la bourgeoisie s'avère incapable de gouverner, soit par ses partis, soit avec la participation des partis de « gauche », et que les affrontements avec la classe ouvrière menacent directement son pouvoir dans une situation de dislocation économique aiguë, de chaos social absolu, le fascisme peut être l'ultime solution pour le capital. Lorsque l'impuissance du parlementarisme se transforme en crise de régime, lorsque l'ombre de la révolution socialiste terrorise les dirigeants du capital financier et industriel, lorsque l'armée, la police ne sont plus sûrs, ils prennent alors la décision, ultime, d'utiliser les organisations fascistes contre les salariés, de les financer. Un parti fasciste recrute ses militants, ses reîtres, dans les couches lumpenisées de la société, petite bourgeoisie ruinée, chômeurs désespérés, paysans expropriés, et les organise dans la violence directe contre les organisations ouvrières, partis et syndicats. Le fascisme est l'un des acteurs de la guerre civile qui vient. Pour qu'il y ait contre-révolution, il faut qu'il y ait risque à bref délai de révolution.

Étions-nous le 21 avril dans cette situation ? Non. Mille fois non !

Risquons une hypothèse de politique-fiction. Imaginons que Jospin

ait obtenu 300 000 voix de plus. Il était qualifié. Nous avons alors le « duel » prévu Chirac-Jospin. Que se serait-il passé ? Le Pen, comme il l'avait annoncé, aurait tout mis en œuvre pour faire battre le candidat de la bourgeoisie Chirac, et aurait tenté de faire élire... L. Jospin !

Les dirigeants du PCF, du PS auraient-ils crié au danger fasciste ? Auraient-ils refusé ces voix ? Évidemment non. Souvenons-nous de J.-P. Soissons, ministre de Mitterrand, élu avec les voix du FN à la tête de la Bourgogne. Ce scénario était d'ailleurs celui qu'évoquaient, off the record, c'est-à-dire entre eux, « les gens sérieux », dirigeants de la gauche, sondeurs et journalistes : Le Pen allait faire battre Chirac. L'ampleur de l'abstention, l'effondrement de Jospin ont bouleversé ce calcul.

En appelant à voter Chirac, les dirigeants du PC, du PS, des Verts, se sont (encore plus) déconsidérés. Responsables de la qualification de Le Pen, ils ont tenté d'organiser la panique des salariés et des jeunes, de culpabiliser ceux qui avaient refusé de voter pour eux, développant des « raisonnements » insensés, absurdes. En votant Chirac, vous ne votez pas Chirac, vous votez contre Le Pen. Plus il y aura de voix pour Chirac, plus il y en aura pour la République... Plébiscitez Chirac ! Hystériques, ils ont organisé l'union nationale avec Marseillaise et drapeau tricolore. En fait, Chirac disposait de suffisamment de réserve de voix, avec Bayrou, Madelin, Boutin, les chasseurs, le pôle républicain, pour battre Le Pen au second tour, sans que le PS et le PCF et les Verts n'appellent à l'union sacrée pour plébisciter le dernier candidat du MEDEF paré pour l'occasion de toutes les vertus démocratiques, morales... et républicaines. L'appel au vote blanc ou

à l'abstention aurait permis de s'interroger sur l'origine, les causes du succès de Le Pen, de mobiliser contre lui. Et peut-être d'en finir avec la V<sup>e</sup> République. Or, l'opération « sauvez la République » visait à fortifier une V<sup>e</sup> République dont le premier tour révélait l'extrême fragilité. Il fallait donc garder son calme. Ne pas céder à « l'union sacrée » qui toujours dessert les salariés, profite à la bourgeoisie et fortifie l'extrême droite qui se présente alors comme victime du « système » Lutte Ouvrière n'a pas cédé à cet affolement [9]. Ni le Parti des Travailleurs. Ni notre ami Pierre Broué. Ni beaucoup d'autres. Ils ont eu raison. Les dirigeants de la Ligue Communiste ont résisté huit jours à la pression de la gauche, « de la famille » [10], puis ont cédé et appelé à combattre « Le Pen dans la rue et dans les urnes ». Donc à voter Chirac. C'est affligeant, c'est tout simplement abandonner le terrain de classe et surtout s'exonérer du combat contre les responsables de cette situation, Jospin et Chirac.

Répétons-le, le Front National n'est pas, pour l'heure, un parti fasciste candidat sérieux au pouvoir. C'est un parti d'extrême droite capitaliste. Un parti ultra « petit blanc ». Ultra libéral, nationaliste. Ultra raciste, xénophobe. Un parti qui a pris son essor sur les reniements du mitterrandisme, puis qui a bénéficié de la cohabitation, merveilleuse illustration du « système », du programme unique de construction européenne maastrichienne mené par Chirac et Jospin. Ainsi de l'accord sur les retraites, la privatisation d'EDF et le respect du « pacte de stabilité » signés par les « deux têtes de l'exécutif », à Barcelone quelques jours avant le premier tour...

« Le peuple, écrit Trotsky, peut chercher la solution dans le désespoir

contre révolutionnaire ».

Le Front National [11] peut, dans les années qui viennent, devenir une « solution » de ce type. Encore faut-il que le désespoir l'emporte, que les salariés soient défaits. Que la réaction l'emporte. Que les organisations ouvrières soient détruites par le fer et par le feu. Nous n'en sommes pas là. La mobilisation contre l'extrême droite doit se mener spécifiquement, mais dans le cadre de la lutte contre le capitalisme et ses partis. Si dans toute l'Europe apparaissent des formations ultra réactionnaires, xénophobes, racistes, antisémites, c'est que partout, « droite » et « gauche », en commun, ou par l'alternance, mettent en œuvre le programme unique de la mondialisation, l'Europe du traité de Maastricht. Les victimes sociales de cette politique sont des proies qui peuvent être facilement manipulées par toutes les canailles d'extrême droite.

Ce n'est qu'en luttant contre le capitalisme européen qu'on peut faire refluer l'extrême droite. À Paris, à Vienne ou à Rome.

D'où l'importance théorique et pratique des États-Unis socialistes d'Europe, opposés, point par point, à l'Europe du libéralisme. Seule cette perspective peut unir les salariés de chaque pays, défaire l'extrême droite, ouvrir une alternative progressiste. Voter Chirac était donc une énorme bêtise. Des camarades de Carré Rouge ont d'ailleurs revendiqué cette position. Nul ne leur jette la pierre. Mais nous maintenons que c'était une erreur. Il est donc naturel, nécessaire de débattre de ce problème, fraternellement. D'autant plus que le 21 avril, pour la première fois en France depuis la nuit des temps, depuis qu'il était « minuit dans le siècle », les organisations trotskistes ont fait leur jonction avec les

masses. Précisons et insistons : la LCR, LO et le PT ont établi cette rencontre sur le terrain le plus difficile qui soit pour des révolutionnaires. Celui des élections. Certes Arlette Laguiller est une habituée de cet exercice, mais ce n'était pas le cas d'Olivier Besancenot ou de Daniel Gluckstein. Surtout, les candidats révolutionnaires n'ont aucune « crédibilité » sur ce plan. Ils n'ont jamais « gouverné » une ville, une région. Ils n'ont pas de clientèle et c'est peu dire que les médias les ont chichement invités à s'exprimer. Enfin, les jeunes, les travailleurs immigrés n'avaient pas le droit à la parole. Malgré ces handicaps, le succès était au rendez-vous. Trois millions d'électeurs. C'est aussi ce qu'il fallait, à tout prix, le plus longtemps possible, masquer auprès de l'opinion publique ouvrière. Car, pour le coup, c'est vraiment un événement historique.

## UN ÉVÉNEMENT

## HISTORIQUE,

## PAS UN MIRACLE

La réélection de J. Chirac est un miracle. Pas les scores d'Arlette Laguiller et d'Olivier Besancenot.

S'agissant du PT, constatons simplement que Daniel Gluckstein obtient 0,47 % alors que Pierre Lambert avait obtenu 0,48 % en 1988... Certes Daniel Gluckstein gagne quinze mille voix, mais ce n'est pas la preuve d'un progrès manifeste. Le PT paye-t-il sa politique de groupe de pression syndical, son refus de débattre avec quiconque n'est pas d'accord avec lui, l'absence de discussion démocratique interne ou son mépris pour la LCR, LO, ou plus probablement son inexistence dans les luttes des classes et de la jeunesse

depuis de longues années ? Aux militants de cette organisation de répondre. Le score ridicule du PT soulève d'autant plus d'interrogations que D. Gluckstein a mené une bonne campagne (c'est un orateur percutant) et qu'il n'a pas été moins présent que Besancenot dans les médias. On peut craindre que le PT soit devenu la branche morte de l'arbre du trotskisme.

L'essentiel, c'est donc le maintien du score de Lutte Ouvrière et la percée du candidat de la LCR. Ces deux organisations ont obtenu 2 800 000 voix.

La direction de Lutte Ouvrière avait refusé un accord avec la LCR pour un candidat unique à la présidentielle, sûre de son « électorat », de sa candidate. Arlette Laguiller a repris le même discours qu'en 1995. Dans ses réunions, qui connaissaient une forte affluence, elle répétait : donnez-moi un score à deux chiffres et alors, nous « reconstruirons » un « vrai parti communiste » sinon, vous serez privés de dessert révolutionnaire. Finalement, le score à deux chiffres a été atteint grâce... aux voix d'Olivier Besancenot. Refus systématique de candidatures communes ou partagées aux législatives. Refus de débattre avec les autres organisations, en particulier la LCR, de participer à un front anticapitaliste, d'admettre qu'on puisse agir en commun tout en discutant fraternellement de divergences sérieuses (vote Chirac, gauche de la gauche), bref, cette prétention — ridicule — à l'hégémonie « électorale » a été battue en brèche aux présidentielles, mais également aux législatives.

Qu'il s'agisse de son programme, de sa pratique interne, des rapports qu'elle entretient avec les autres organisations révolutionnaires, Lutte Ouvrière est à la croisée des che-

mins.

Si elle souhaite jouer un rôle positif dans la construction d'une nouvelle organisation révolutionnaire, mener avec la Ligue et les autres groupes de militants des campagnes politiques de défense des salariés, tout en discutant des analyses, des points de vue différents, Lutte Ouvrière changera d'attitude, prendra des initiatives unitaires. Dans le cas contraire, elle se repliera, se bunkerisera. Avec les risques d'une telle attitude. Les grands appareils n'ont pas résisté à la division, les petits appareils n'y résisteront pas plus.

Le succès d'Olivier Besancenot, pour sa part, ne peut être réduit à une heureuse opération de communication.

En inscrivant sa campagne dans les mobilisations contre la mondialisation initiées à Seattle, Gênes, Porto Alegre (pour le camp international de la jeunesse), la LCR a renoué avec l'internationalisme, donné son sens au combat anticapitaliste en France. Exerçant, après des études universitaires, le métier de facteur pour lequel il est surqualifié, O. Besancenot répétait que, la campagne terminée, il rejoindrait son travail ; cette attitude a été particulièrement bien accueillie parmi les précaires, les salariés, les centaines de milliers de jeunes, et nombre de syndicalistes. Le candidat de la LCR est apparu comme un porte-parole « non professionnel », un élu comme les salariés souhaitent qu'ils le soient tous. Avec un mandat précis, révocable à tout moment. La critique du libéralisme de droite et de gauche a également assuré le succès de sa campagne. Ce résultat s'inscrit dans un processus de radicalisation politique d'ensemble : le combat des SUD, le succès d'ATTAC, et surtout les grèves, dures et longues, de McDonald, de la FNAC,

de Go Sports, des femmes émigrées d'ACCOR, et plus généralement des salariés du secteur public, hospitaliers, cheminots, instituteurs, médecins... Malgré ses limites, son opportunisme à l'égard de la « gauche », le candidat de la Ligue offrait aux combattants de la lutte des classes un pôle de cristallisation politique, différent de celui de Lutte Ouvrière.

De surcroît, le fait que la LCR apparaisse comme la seule organisation trotskiste ouverte sur la société (parfois trop ?) au fonctionnement démocratique a, à l'évidence, joué un rôle positif déterminant.

Au total, c'est un résultat qui, avec celui de Lutte Ouvrière, prouve que l'abstention n'est pas inévitable, que le regroupement politique anticapitaliste de masse peut vraiment être à l'ordre du jour en France, qu'un espoir sérieux commence à exister.

Encore faut-il apprécier cette opportunité historique.

## PENSER

## LA NOUVELLE

## SITUATION

Depuis la fin des années vingt, avec savoir-faire, application, sens du sacrifice, le PCF a, aux ordres de Moscou, fait régner l'ordre dans la lutte des classes en France. Il n'a jamais pu empêcher que cette lutte s'exprime ; par contre, il a toujours dirigé, encadré les salariés, organisant la division, conduisant à l'échec, voire à la contre-révolution, interdisant de poser le problème du pouvoir ouvrier démocratique, de la réelle alternative au capitalisme. C'est finalement grâce au stalinisme que François Mitterrand a pu reconstruire le PS sur la gauche du PCF, qui montait la garde pour défendre la bourgeoisie française, notamment Giscard d'Estaing !

Ensuite, même affaibli, de 1981 (15 %) à la chute du Mur de Berlin, il a continué à garantir (de moins en moins) la paix sociale à la gauche unie ou plurielle. Lionel Jospin n'a cessé de vanter l'excellence du travail des ministres communistes. Ils appliquaient la « ligne » sans états d'âme.

Il va nous falloir intégrer intellectuellement l'heureuse disparition de cette force contre révolutionnaire. Repenser le nouveau mouvement ouvrier.

Comme l'écrit Yves Bonin dans une note au Comité de Rédaction : « A cela s'ajoute un autre phénomène, presque psychologique : toutes les représentations qui nous étaient familières se sont effondrées. La fin du PCF est signée, promesse d'éclatement du PS qui ne peut pas ne pas se déchirer après les législatives, et ce sera la fin du PS d'Epinay qui a rythmé la vie politique depuis 1971. En somme, toutes ces entités par rapport auxquelles nous nous sommes formés nous-mêmes, contre lesquelles nous nous sommes construits comme militants (et c'est tout à notre honneur !) ont fini leur temps.

C'est dire que nos représentations mentales, les "lunettes" au travers desquelles nous avons construit notre pensée, notre "réel", nos réflexes, s'effondrent et disparaissent.

Panique ! Le réflexe naturel est de tenter de s'accrocher à ce monde qui se dérobe devant nous, de continuer à réfléchir selon ces représentations mentales dont les bases matérielles ont depuis disparu ».

Il a mille fois raison. D'autant que les derniers bureaucrates du PCF, comme la « gauche » du PS, vont, maintenant qu'ils sont dans l'opposition, multiplier les clins d'œil aux militants révolutionnaires : États généraux, fo-

rum, actions avec le mouvement social, tout sera mis en œuvre pour nous attirer sur le terrain d'une tentative d'union de la gauche... et de l'extrême gauche.

Il va falloir définir les objectifs politiques avec précision.

Deux problèmes, distincts et dialectiquement liés, sont à l'ordre du jour. Un plan d'action des salariés, de la jeunesse. Et l'élaboration d'un nouveau programme socialiste.

## UN PROGRAMME

### D'URGENCE,

### D'ACTION, D'UNITÉ

Urgence à défendre le système de retraites par répartition à 37,5 annuités pour le public et le privé.

Urgence à combattre l'annualisation du temps de travail, la flexibilité, donc les prétendus 35 heures. 35 heures par semaine payées 39.

Urgence à défendre tous les services publics, en refusant toute nouvelle prise de « participation industrielle », c'est-à-dire toute nouvelle privatisation.

Urgence à défendre les sans-papiers, à exiger leur régularisation, l'abrogation des lois liberticides mises en œuvre par la droite et la gauche.

Urgence à interdire tout nouveau licenciement, urgence à défendre les sans logement, les chômeurs, les exclus. Urgence à unir les salariés dans l'action.

La définition d'un tel plan d'unité, d'action peut constituer, après discussion, la base d'un accord entre tous les militants révolutionnaires. Tout naturellement, l'adoption d'un tel outil débouchera sur l'agitation, les initiatives pour la grève générale. La lutte pour le front unique syndical. Agir sur ce plan amènera l'appareil

du PS, les décombres du PCF à se déterminer par rapport aux besoins des salariés, donc par rapport aux révolutionnaires. Et non l'inverse.

## UN NOUVEAU

### PROGRAMME POUR

### LE SOCIALISME

Lors des dernières élections, dans les grèves, les manifestations, les organisations révolutionnaires étaient politiquement les seules à prendre en charge explicitement la défense des salariés, des chômeurs, des immigrés.

Il faut maintenant, en parallèle avec la définition d'un plan d'urgence, d'action, élaborer un nouveau programme socialiste, définir son actualité, sa modernité. Évidemment, l'ambition de définir un projet contre la mondialisation capitaliste implique une démarche internationaliste. Un projet alternatif.

Il ne suffira pas de dire ce qui est juste dans la lutte des classes. Encore faudra-t-il lier chaque combat, chaque revendication à une vision d'ensemble pour le socialisme démocratique. Et en la matière, c'est peu dire qu'il y a fort à faire. Nous avons tous besoin de ce débat, de cette vivante confrontation des idées.

Les femmes et les hommes qui ont voté pour la LCR, LO et le PT leur ont adressé un signe fort. D'intérêt, de sympathie, voire pour un certain nombre, un accord plus sérieux. Des milliers d'entre eux sont disponibles pour l'action révolutionnaire. Depuis 1995, cette radicalisation politique s'exprime dans les syndicats, dans la lutte des classes directe, dans la mobilisation de centaines de milliers de jeunes lors des manifestations anti Le Pen. Ce résultat s'est nourri de

mille initiatives souterraines, locales, dans les entreprises, les banlieues, les associations, les réseaux. Répétons-le, ce vote de masse vient de loin ; mais il n'est pas définitif. Nul n'en est propriétaire. On l'a vu aux législatives où la folle multiplication des candidatures (LO, LCR, PT, alternatifs, opposants du PCF), liée à la volonté d'une partie des salariés de voter « utile », a renvoyé la plupart des électeurs, notamment les jeunes, vers l'abstention.[12] C'est un avertissement. Rien n'est acquis, mais beaucoup est maintenant du domaine du possible, à cette échelle. Les révolutionnaires doivent s'adresser aux millions de femmes, d'hommes, qui ont voté le 21 avril. Aux abstentionnistes : 12 millions aux présidentielles, 15 (!) aux législatives, aller à leur rencontre. Sans concessions, mais sans sectarisme. À cet égard, l'initiative prise par la LCR d'appeler à la discussion publique pour avancer vers une nouvelle formation anticapitaliste est sérieuse, réaliste, bienvenue. Nous avons décidé d'y répondre positivement.

Car si c'est dans la lutte des classes qu'en définitive le véritable baptême du feu aura lieu, les luttes, les grèves, même les luttes victorieuses d'ensemble ne disent pas comment le pays doit être reconstruit, comment l'Europe des peuples, des travailleurs, sera rebâtie. Seule une formation anti-capitaliste, révolutionnaire, peut montrer le chemin. Proposer des solutions, poser les questions, susciter avec les masses les nécessaires débats.

Toutes les formations, tous les groupes qui refuseront cette démarche unitaire, collective, se dresseront comme autant d'obstacles. Mais, au bout du bout, ce sont les militants qui décideront.

## DE JOSPIN À RAFFARIN

Grâce à l'inversion du calendrier électoral et l'adoption du quinquennat décidé par Lionel Jospin avec le soutien de F. Bayrou et Giscard d'Estaing, Chirac dispose dorénavant de tous les pouvoirs.

Grâce à la politique de la gauche plurielle, le plébiscite pour Chirac au 2<sup>e</sup> tour a amplifié l'effondrement du PCF et le désastre du PS, qui apparemment résiste mieux, mais « vampire » à son profit, selon l'excellente formule de François Hollande, les électeurs du MDC, des Verts, du PRG, des Communistes... Il n'empêche. Le PS continue sa descente aux enfers dans les quartiers ouvriers et populaires.

Olivier Schrameck avait écrit l'argumentaire contre la cohabitation ; Juppé l'a diffusé à ses candidats, pour que Chirac puisse « présider autrement ». Cocasse.

C'est donc une chambre bleu horizon-UMP qui donne au trio Chirac-Juppé-Raffarin tous les pouvoirs.

Jamais depuis de Gaulle la V<sup>e</sup> République n'a donc eu si bonne mine. Tout est institutionnellement en place : dans un récent éditorial, Serge July modère cependant l'enthousiasme des nouveaux gouvernants : « L'ampleur de l'abstention est telle qu'il sera en effet difficile à la majorité annoncée de faire comme si de rien n'était, comme si rien ne s'était passé (le 21 avril), d'oublier que l'atmosphère reste socialement explosive ».

De fait, Chirac, qui au premier tour a obtenu le plus mauvais score de l'histoire de la V<sup>e</sup> République, obtient le meilleur au second. La débâcle, annoncée, de l'ex-gauche plurielle aux législatives ne gomme en rien les rapports politiques réels dans le

pays [13]. Au contraire.

Le gouvernement Lionel Jospin avait terminé son mandat en privatisant les autoroutes, et en matraquant instituteurs de Loire-Atlantique et cortèges hospitaliers.

Le gouvernement Raffarin a certes commencé par matraquer les médecins, mais, immédiatement, il a dû céder à leurs légitimes revendications. Et l'accord qui leur accorde les 20 euros supprime toute sanction financière, collective ou individuelle. En clair, la victoire des médecins après sept mois de grève se fait contre le plan Juppé.

Certes, cet élément est encore limité, mais illustre l'ampleur des problèmes auxquels Chirac-Juppé-Raffarin, et leur majorité écrasante vont être confrontés.

C'était il y a un siècle... le 1<sup>er</sup> mars, Claude Imbert, éditorialiste du Point, s'interrogeait : « Qui pourra saisir sans broncher la "patate chaude" des retraites où la rue censura Juppé ? Qui pourra nettoyer la fiscalité la plus moisie d'Occident, imposer une retenue à la source partout adoptée en Europe et contre laquelle les syndicats de Bercy, qui firent déjà céder Jospin, songent à braver ces jours-ci, l'électeur — grande première pré-électorale ! — par une grève préventive ? Qui pourra bouger l'Éducation nationale, dont le cul de plomb écrasa Allègre ? Qui pourra demain briser les barrages routiers, les saccages paysans, interdire le coma à répétition de la SNCF ? Dans une pétouidière, qui croit encore au roi Pétaud ? » Et, quelques lignes plus loin, l'éditorialiste du Point de répondre en posant le problème dans sa véritable dimension : « Si comme de bons esprits le pensent, la France est aujourd'hui dans la situation bloquée de l'Angleterre des années soixante-dix, il faut imaginer à son exemple des

soins radicaux. La ruse, le savoir-faire des grands "communicants" suffiront-ils ? Demandez-le donc au plus accompli d'entre eux, Tony Blair, et il vous confiera mezzo voce, qu'avant lui il y eut... Margaret Thatcher. En certaines circonstances, seule la force de caractère sied à l'homme d'État ».

Le programme que Claude Imbert fixe au futur président est simple : affronter brutalement, plus efficacement qu'en 1995, les salariés. En prenant tous les risques. À la manière de la dame de fer contre les mineurs britanniques.

Claude Imbert dirige un hebdomadaire représentatif des cercles dirigeants du capital financier. Son opinion doit être entendue. Mais tous ne sont pas au diapason. Ainsi, de l'architecte de l'Europe de Maastricht, de l'ancien président de la commission européenne, J. Delors.

Au vu des résultats du premier tour des élections présidentielles, mais aussi de la situation en Allemagne, en Italie, Jacques Delors polémique directement avec le président de la Banque Centrale Européenne, la commission européenne, mais également les dirigeants socialistes qui exigent de Chirac (!) le respect du pacte de stabilité. Dans une déclaration solennelle, il fait savoir que : « Je ne partage pas cette obsession de la rigidité budgétaire ; les gens ne veulent plus entendre ces théories de modération salariale permanente comme le montrent les grèves en Allemagne ».

Jacques Delors est l'un de ces « hommes d'État » qu'interpelle l'éditorialiste du Point. Il a bâti l'Europe des marchés, de la déréglementation ; il pense évidemment qu'il faut poursuivre sur cette voie, mais qu'au moins il faut faire une « pause », éviter, comme en Allemagne dans la



métallurgie, en Italie, en Espagne et en France ces grèves générales qui peuvent tout compromettre, tout faire exploser. Jacques Delors a peur, et met en garde les dirigeants européens, au premier chef Jacques Chirac.

Le trio Chirac-Raffarin-Juppé doit maintenant choisir une stratégie : affronter directement les salariés ou louvoyer avec l'aide des appareils syndicaux.

Les résultats électoraux des législatives doivent être relativisés. La droite parlementaire n'a toujours pas retrouvé ses scores de 1995 [14]. Lorsque le ministre François Fillon souligne la gravité de la « crise sociale et politique » qui ronge le pays, il dit vrai. Et de préciser que les résultats du 21 avril ne doivent pas être oubliés, car ils disent « l'ampleur, la profondeur » de cette crise. Cette fois, la défaite des partis dits de gauche n'est pas ressentie comme celle des salariés. Elle ne les affecte pas. Le MEDEF avait deux candidats. L'un a été balayé, l'autre devra être affronté sur le terrain de la lutte des classes, par ses méthodes. Les salariés en ont les moyens. Ce pouvoir est fragile. Là aussi, si la gauche plurielle avait (comme elle s'y était engagée) « instillé » une dose de proportionnelle, les résultats en sièges seraient moins iniques. Quinze millions d'abstentionnistes, des millions d'électeurs du Front National et de l'extrême gauche non représentés dans l'hémicycle font de ce Parlement un théâtre d'ombres. « Car en règle générale, en France, les majorités abusives mettent les Français dans la rue » prévient Serge July, au lendemain du second tour des législatives. Les salariés devront donc, comme en décembre 1995, comme en février mars 2000, puiser dans leurs

propres forces. Il n'y a aucune raison de broyer du noir : les travailleurs du privé, du public, la jeunesse des banlieues sont debout.

« Je ne m'inquiète jamais de l'avenir. Il arrive bien assez tôt » aimait à dire Albert Einstein. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, les salariés commencent à se tourner vers les révolutionnaires. C'est un début possible, rien de plus. Mais un véritable signe politique. Une fraction, encore largement minoritaire, des salariés sent, pense que si dans les mois et années qui viennent l'offensive libérale n'est pas brisée, le risque du pire, alors oui, du danger fasciste s'incarnera dans la réalité. La politique de la social-démocratie, du PCF sont porteurs de cette possible catastrophe. Les inventeurs du « possible » capitaliste nous conduisent dans le mur. Alors, ouvrons les yeux sur le grand large. Les événements d'Argentine [15] interpellent les militants révolutionnaires. La société capitaliste se décompose. Mais il n'y a jamais, nulle part, de « crise finale » du capital. Si les salariés ne sont pas capables d'apporter des réponses démocratiques, sociales, économiques à la faillite du système, la contre révolution apportera ses « solutions ». Et pendant ce temps, les organisations révolutionnaires puissantes, essentiellement les trotskistes s'opposent, se combattent, incapables d'agir en commun. Cette caricature doit nous faire réfléchir. L'histoire ne repasse pas les plats. Le capital électoral des candidats LO, LCR, PT, investi dans la lutte des classes, peut être d'un bon rapport si, parallèlement, progressent, se multiplient les initiatives politiques pour transformer l'espoir qui s'est manifesté le 21 avril en propositions pour rassembler des centaines de milliers de femmes et d'hommes au

sein d'un parti anticapitaliste. Cette fois l'espoir existe vraiment.

#### Notes

1- C'est à cette époque que l'ambassadeur américain, après avoir rencontré Gaysot manifesta son enthousiasme pour les « communistes de cette qualité ». Bouyghes, Hachette, sans sectarisme, entraîent d'ailleurs au capital de l'Humanité...

2- Lire l'excellent dossier sur l'enseignement professionnel réalisé par Y. Bonin dans le numéro 20 de Carré Rouge.

3- Si nous ne citons pas les dirigeants des grandes confédérations ouvrières, c'est qu'à l'exception de SUD, de la CNT, ou de syndicats locaux (la CGT chômeurs à Marseille) les confédérations ont totalement laissé tomber cette immense zone de misère et d'exclusion. Comme les « sans papiers » ou, pire, les victimes de la « double peine ».

4- C'est la misère qui pousse les hommes dans la police, les femmes dans la prostitution, écrivait Marx.

5- Lorsque le nouveau ministre de l'Intérieur de droite, N. Sarkozy, présente le 29 mai un projet de loi sur la sécurité au conseil des ministres, Daniel Vaillant réagit immédiatement : « C'est du copié-collé. Je retrouve presque mot pour mot les objectifs inscrits dans deux documents de démarche stratégique, préparés depuis huit mois par la Direction générale de la police Nationale, que j'ai remis à Nicolas Sarkozy lors de la passation des pouvoirs ». Faut-il commenter ? !

6- Jusqu'alors, lorsque le PS « perdait » les élections, ses dirigeants quittant les palais nationaux affirmaient « Nous reviendrons ». Parfois, ils chantaient même l'Internationale...

7- Rappelons qu'avant le premier tour, Robert Hue a été (pacifiquement) exclu d'une manifestation de la CGT...

8- Nous conseillons à nos lecteurs de relire, ou de lire, sur cette question du fascisme, le lumineux OÙ va la France ? de Léon Trotsky.

9- Arlette Laguiller, dont les prises de position étaient justes mais maladroitement ex-

primées, a été insultée, traînée dans la boue, avec les pires arguments... fascistes !

10- Dans cette « famille », il y avait cette fois, ne l'oublions pas, le MEDEF. Si le fascisme était à l'ordre du jour, des secteurs significatifs du patronat se seraient exprimés en faveur de J.-M. Le Pen...

11- Dans les n° 5 et 6, Carré Rouge a publié une étude particulièrement sérieuse de René GAT sur Fascisme et grand capital, le célèbre ouvrage de Daniel Guérin

12- Dans ces conditions, 680 000 électeurs pour la LCF, LO, le PT, c'est un résultat qui n'est même pas ridicule...

13- Entre les deux tours, affirmaient nombre de dirigeants du PS (dont... Lionel Jospin) ainsi que des experts, il y aurait un sursaut qui réduirait la défaite de la « gauche ». Il n'en a rien été. L'augmentation (record des records) de l'abstention, des bulletins blancs ou nuls, indique même que volontairement des centaines de milliers de salariés ont voulu « punir » le maximum de responsables de « gauche » : Martine Aubry, Robert Hue, Pierre Moscovici, J.-P. Chevènement, G. Frèche, etc. En somme la première manifestation de la France « d'en bas » La prochaine concernera le gouvernement de M. Raffarin.

14- Quant à l'extrême droite qui obtient 11 % pour le FN et 1 % pour Mégret, nul ne l'évoque plus. En somme, il n'y a plus de danger fasciste...

15- Voir le livre de nos amis François Chesnais et J.-P. Dives, intitulé : Que se vayan podos, Qu'ils s'en aillent tous.